Jean Meynaud
Professeur de science politique
Aux Universités de Genève et de Lausanne

(1972)

Rapport sur l'abolition de la démocratie en Grèce

Tome II

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
et collaboratrice bénévole

Courriel : Marcelle_Bergeron@uqac.ca

Dans le cadre de la collection : "Les classiques des sciences sociales"
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs.
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole, professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec.

Courriel : marcelle_bergeron@uqac.ca

Jean MEYNAUD

Rapport sur l'abolition de la démocratie en Grèce.

Tome II.

Montréal : Les Éditions Nouvelle Frontière, février 1972, pp. 407-516.

[Autorisation formelle accordée par les ayant-droit de l'œuvre de Jean Meynaud, son épouse, Mme Meynaud-Zographos, Michel Meynaud (fils) et Hélène-Yvonne Meynaud (fille) le 19 octobre 2008 de diffuser toutes les œuvres de Jean Meynaud dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriels :

Mme Meynaud-Zographos (épouse) : meynaud-zographos@orange.fr

Hélène-Yvonne Meynaud (fille) : hymeynaud@free.fr.

Polices de caractères utilisés :

Pour le texte : Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 10 points.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2007 pour Windows.

Édition réalisée le 21 juin 2010 et complétée le 28 juillet 2010 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Jean Meynaud
(1972)

Rapport sur l'abolition de la démocratie en Grèce.
Tome II.

Montréal : Les Éditions Nouvelle Frontière, février 1972, pp. 407-516.

Table des matières

[Titre III : La Grèce sous la dictature](#)

[CHAPITRE X](#)

La levée de l'hypothèque royale

[I. Circonstances du contre-coup royal](#)

[A. Déroute des putschistes dans l'affaire chypriote](#)

[B. Attaques par des leaders de la Droite](#)

[C. Dégradation de la conjoncture](#)

[D. Manigances royales](#)

[II. Déroulement de l'opération](#)

[A. Mobiles du Souverain](#)

[B. Exécution du contre-coup](#)

a) la Junte et le complot royal

b) la campagne royale

c) la riposte de la Junte

[C. Caractéristiques de l'opération royale](#)

[D. Facteurs de l'échec](#)

[III. Conséquences de l'échec royal](#)

[A. Maintien de la monarchie en l'absence du Roi](#)

[B. Consécration officielle de Papadopoulos](#)

[C. Épuration du commandement militaire](#)

[D. Manceuvres d'intoxication de l'opinion](#)

[E. Reconnaissance diplomatique du régime dictatorial](#)

[Conclusion](#)

[p. 409]

Le Prix RUEDO IBERICO, créé en décembre 1971 par la maison du même nom à Paris et destiné à couronner un ouvrage consacré à l'histoire politique espagnole pendant la période de 1936 à 1971 a été décerné en 1973 au livre "Las Fuerzas políticas en Espana, mito y realidad" (Les forces politiques en Espagne, mythe et réalité) de Jean Meynaud et Miguel Sandoval. Cette œuvre sera bientôt publiée en espagnol et en français par les éditions Ruedo Iberico. Le délai entre l'obtention du prix et ce jour est dû au fait que le manuscrit à la mort de Jean Meynaud n'était encore qu'un premier jet qui a été mis en état par Miguel Sandoval (pseudonyme collectif) et les collaborateurs de Ruedo Iberico.

L'équipe Meynaud croit respecter la volonté du patron en acceptant ce prix et cette publication : autant il nous a interdit de reproduire des œuvres qu'il considérait déjà périmées, autant il serait heureux de voir reprendre et perfectionner son travail par ses collaborateurs ou ses élèves, par des jeunes chercheurs ou même des inconnus.

Ce tome II du "Rapport sur l'abolition de la démocratie en Grèce" comporte une introduction à un titre II (qui ne sera jamais terminé par l'auteur lui-même) ainsi que le chapitre X ; ce manuscrit était dans les mains de la secrétaire du professeur Meynaud lors de son décès le 14 février 1972.

Ne sachant pas quand les chapitres suivants pourront être repris et terminés, l'équipe Meynaud a décidé de publier ce travail tel qu'il est, sans conclusion formelle.

[p. 410] *Depuis le premier article publié par Meynaud en juin 1938 sur l'économie des pays autarciques où il analysait, entre autres, la "réglementation particulièrement raffinée" de la dictature Metaxas, jusqu'à ce travail, son intérêt de la vie publique hellène ne s'est jamais démenti ; ayant voué ses recherches écrites, comme sa vie, à la lutte pour la liberté, il était logique qu'elle s'ouvre et qu'elle se referme sur l'étude de l'Hellade.*

Les revenus de la vente de cet ouvrage seront versés, comme ceux de tous les ouvrages de Meynaud sur la Grèce par le passé, suivant en cela le vœu qu'il exprima le 14 février 1972, au Fonds Nord Américain de Solidarité avec le Peuple Grec Inc., C.P. 12, Station Outremont, Montréal H2V 4M6.

[p. 411]

Titre III

La Grèce sous la dictature

[Retour à la table des matières](#)

[p. 412, sans texte]

[p. 413] Il ne saurait être question de présenter dans ce titre un tableau détaillé et un bilan exhaustif des structures et des activités de la dictature qui écrase la Grèce depuis bientôt cinq ans. Une telle entreprise exigerait des ressources de tous ordres dont l'auteur de ces pages ne dispose pas. L'unique ambition pour un chercheur limité à ses seules forces est de dégager un fil directeur qui permette d'analyser correctement les intentions et les démarches des putschistes comme aussi de comprendre, du même coup, les mobiles des différents groupes d'opposition.

À première vue, il paraît difficile de trouver un principe systématique d'interprétation convenant à un régime qui allie la tyrannie avec le désordre sans que le second de ces traits tempère nécessairement le premier. Pourtant, de multiples aspects de ce sinistre dossier s'éclairent si l'on observe que le régime des colonels utilise des moyens dictatoriaux pour finalement mener la plus banale des politiques capitalistes, qu'il emploie tout un arsenal de procédés tyranniques pour défendre un ordre social dont, vu le rapport des forces après la guerre civile, la répression policière habituelle suffisait amplement à assurer la sauvegarde.

Depuis qu'ils se sont emparés de l'appareil gouvernemental, les militaires factieux se bornent à faire la politique de la Droite avec d'autres moyens — cette politique dont le Centre s'était appliqué, durant son passage au gouvernement, à modifier certaines des orientations, de manière d'ailleurs relative et en évitant de brusquer la classe des pri-[p. 414] vilégiés. Il suffira pour établir cette continuité de mentionner quelques têtes de rubrique : introduction en Grèce de la société de consommation avec ses tares, ses injustices et ses distorsions habituelles ; constitution du pays en réserve pour le capital monopoliste étranger et assujettissement de l'économie aux impulsions venues de centres de décision extérieurs ; domestication des syndicats ouvriers par les soins conjugués du patronat et de la police ; recours massif à l'émigration tant comme soupape de sûreté socio-politique que comme mode de financement des comptes extérieurs ; gonflement ininterrompu de la dette contractée auprès des prêteurs étrangers ; fidélité exemplaire à l'alliance atlantique et propension notoire à rechercher aux dépens de l'hellénisme une solution à la crise chypriote qui satisfasse Washington...

Sur tous ces points, et d'autres encore qui seront examinés dans la suite de ce travail, la Junte n'a pas dévié de la route tracée par la Droite : comme cette dernière, quoiqu'avec un style différent, elle a continué d'engager le pays sans cesse plus avant sur la voie de la servitude économique et militaire. Quiconque a étudié en leur temps les activités gouvernementales de l'ERE n'éprouve aucun sentiment de nouveauté en observant celles de la Junte. Le colonel Papadopoulos, partisan selon ses propres déclarations de C. Caramanlis à l'époque du régime parlementaire, n'a certes rien oublié, rien renié de ses préférences anciennes.

Les maîtres actuels de la Grèce ne s'en tiennent pas, il est vrai, aux techniques de la démocratie policière en honneur à l'époque caramanlique. La dictature a utilisé, d'une manière ou d'une autre, souvent de façon féroce, tous les procédés du totalitarisme moderne : déportation et camps de concentration, torture, chantage et délation à très grande échelle, contrôle absolu des moyens de communication,

surveillance étroite des agents publics et para-publics, épuration constante des administrations civiles et des corps militaires, embrigadement de l'Église et destruction méthodique de la liberté d'expression sous toutes ses formes, suppression des franchises universitaires, intimidation psychologique, retrait aux adversaires de toute possibilité de travail (y compris dans le secteur privé de l'économie), essai d'endoctrinement de la jeunesse...

[p. 415] Aujourd'hui, certains de ces moyens font l'objet d'une utilisation moins intense ou moins large dans le but évident de désarmer les critiques faites à l'étranger. Mais l'atmosphère du régime demeure, comme pendant les mois ayant suivi le putsch, nettement terroriste. Le pays tout entier baigne dans un climat d'oppression et de persécution policières. En définitive, ce sont les procédés employés pour mater les opposants, contrôler les suspects et décourager les protestataires éventuels qui constituent la principale originalité du gouvernement, la seule même, si du moins l'on néglige certaines nuances secondaires, par rapport à ses devanciers de la Droite.

Certes, même sous l'angle de la répression, la conduite de cette dernière a comporté des pages fort noires qu'il n'est pas légitime d'expliquer toutes par les désastres de la guerre civile. L'Union du Centre elle-même ne s'est finalement pas révélée capable d'abolir dans son intégralité ce dispositif dit d'exception mais qui, depuis Métaxas, a formé un trait permanent de la vie publique en Grèce. Ainsi les colonels peuvent-ils se servir pour persécuter leurs compatriotes de textes largement antérieurs au putsch et dont les gouvernements précédents n'avaient pas voulu ou pas osé entreprendre l'abrogation. Et, s'ils ont besoin d'arguments contre le « communisme », c'est-à-dire contre toute pensée politique humaniste ou progressiste, les journaux publiés par Hélène Vlachos au temps du régime constitutionnel apportent à cet égard une mine inépuisable.

Il serait donc très excessif d'affirmer qu'antérieurement au coup d'État la Grèce connaissait un régime de parfaite légalité : aucune notion n'a été plus étrangère que celle de la primauté du droit à la pratique de la Droite sous ses diverses incarnations. Comme le montre bien le cas du gouvernement Canellopoulos, cette attitude s'est maintenue jusqu'à la chute du régime parlementaire. Mais au moins, avait-il été possible, au prix de luttes sévères, d'atténuer certains excès de la surveillance et de la répression policières, de procéder, non sans risques d'ailleurs, à la dénonciation publique de ces abus, d'élargir progressivement la sphère des libertés civiques. Le dispositif d'oppression des colonels — dispositif dont certains éléments bouffons, voire loufoques, ne doivent pas masquer la nature tragique — demeure en-[p.416] core à l'abri de telles failles malgré tant de belles proclamations de soi-disant clémence à destination de l'opinion internationale.

Bien entendu ce comportement n'a rien de fortuit. L'on ne saurait en attendre d'autre d'hommes n'ayant accédé au pouvoir et ne s'y étant maintenu que par le seul levier de la force et de la violence, d'hommes n'ayant pas osé en cinq années de gouvernement dictatorial organiser même un simulacre d'élection ouverte. Le 21 avril 1967, la Grèce est tombée aux mains d'une bande de militaires de second plan dont le comportement s'explique beaucoup mieux par référence aux méthodes habituelles des

gangs qu'aux schémas ordinaires du droit constitutionnel. Comme des poignées de gangsters ont pu régner sur de grandes villes en terrorisant la masse de la population et en s'assurant la complicité d'autorités officielles, ainsi les putschistes grecs ont-ils pu se constituer et conserver jusqu'à présent, grâce à de multiples complicités nationales et étrangères, un domaine de chasse, le territoire de l'État grec, où il leur est possible d'assouvir leur soif inextinguible de pouvoir et des avantages matériels qui lui sont liés. Et les notions de règlement de compte ou d'une solidarité de malfaiteurs conviennent mieux que celles de responsabilité ou de cohésion ministérielle et celle aussi d'honneur militaire pour caractériser les rapports entre les factieux, pour saisir les traits essentiels de leur démarche.

Il serait certes facile d'exprimer les mêmes idées sous une forme plus savante, plus conforme au langage universitaire traditionnel. Ce faisant l'on aboutirait en définitive à rendre service aux hommes du putsch qui, en plus de dominer et d'exploiter la Grèce, entendent bénéficier du respect normalement accordé aux gouvernants d'un pays. Le souci d'adopter une forme correcte ne doit pas aller jusqu'au point où il aurait pour résultat de masquer la réalité de la situation. En traitant la Junte comme un gouvernement ordinaire parmi les autres, on se fait, de manière consciente ou inconsciente, le complice de la dictature, on trahit le peuple grec étouffé par une machine armée forte de son appartenance à l'OTAN et de l'aide militaire américaine. Il y a peut être des putschistes, très rares à notre connaissance, qui n'ont pas profité de leur accès au pouvoir pour s'assurer des avantages indus, combler leur famille de bénéfices matériels ou encore donner libre cours à des instincts sadiques. Cependant, l'on ne peut mieux [p. 417] qualifier les auteurs et profiteurs du coup d'État en tant que groupe que par application de la notion de gangstérisme politique : ayant brutalement conquis un pouvoir à l'exercice duquel rien si ce n'est une propension paranoïaque, ne les destinait, ils ne sauraient en réalité avoir d'autre objectif, d'autre critère d'action que de prolonger autant que possible la durée du festin.

Une fois au pouvoir, et après s'être taillé dans la vie publique du pays des fiefs correspondant à leur ambition ou s'être mis en possession des instruments d'une ascension ultérieure, les colonels ont dû assurer le fonctionnement de l'État et la marche de l'économie dont ils venaient d'usurper le contrôle. Que ce soit par inclination idéologique, par souci de s'assurer la complicité toujours coûteuse des détenteurs du pouvoir économique et financier ou tout simplement par ignorance des problèmes fondamentaux de la société grecque, les putschistes se sont bornés à suivre les politiques imposées jusque-là au pays par les couches dominantes et leur protecteur américain — continuité à peine altérée par l'extrême confusion introduite dans les services administratifs sous prétexte de révolution ou régénération nationale.

Les hommes de la Junte, auxquels certains commentateurs prêtaient au début par analogie abusive des desseins d'inspiration nassérienne, se sont limités de la sorte au rôle de garant des mécanismes et des relations du capitalisme, à une activité de protection de l'exploitation impérialiste sous toutes ses formes. Et comme tous les hommes actuellement au service de l'État grec, même s'ils manquent de courage ou de pudeur à l'égard des oppresseurs de leur pays, ne sont pas des profiteurs ou des ignorants, il est arrivé et il arrive encore que la dictature adopte sur leur suggestion

des mesures conformes à l'avantage collectif, tel du moins qu'on peut le concevoir dans une optique capitaliste. Ce sont là les pourboires de la dictature et l'on se priverait en les négligeant d'une dimension indispensable à la compréhension totale du phénomène. Mais, apparemment, les résultats ainsi acquis n'ont pas été assez impressionnants pour que les putschistes envisagent de donner à leur régime un autre fondement que celui du hold-up initial. Au surplus tous ces résultats auraient incontestablement pu être acquis par les procédés gouvernementaux habituels du [p. 418] système capitaliste sans qu'il y ait lieu d'avoir recours aux techniques du totalitarisme et de l'univers concentrationnaire.

Cette énorme disproportion entre les politiques suivies et les moyens utilisés a été rapidement perçue dans plusieurs milieux conservateurs du pays, lesquels s'identifiaient alors à l'ERE à l'exception de sa frange carrément fasciste mais aussi à l'EK à l'exclusion du secteur d'inspiration socialisante. Ces milieux ont assez vite compris que le totalitarisme des colonels n'étaient pas commandé par les exigences de la défense capitaliste mais par la volonté d'un gang d'exploiter le pouvoir brutalement conquis grâce à l'exceptionnel manque de clairvoyance et de courage civique de la classe dirigeante. La conséquence logique de cette perception fut d'affirmer aussitôt l'aptitude des partis et groupes modérés à assurer la protection de l'ordre social établi sans qu'il soit nécessaire d'utiliser à cet effet un appareil dictatorial.

Ces mêmes milieux, certes, n'avaient pas toujours témoigné d'une semblable conviction ainsi que le montre leur participation active au coup de force royal de juillet 1965, lequel faisait fi ouvertement des normes les plus élémentaires du parlementarisme bourgeois. Mais les circonstances du putsch — en particulier la facilité avec laquelle une poignée de conspirateurs n'ayant derrière eux qu'un segment des forces armées avaient pu écraser, en quelques heures, l'essentiel des forces de la Gauche et du Centre-gauche dans le pays — soulignaient à elles seules la futilité des petites peurs des possédants.

C'est ainsi, en tout cas, que divers éléments du monde conservateur ont commencé de lancer des attaques contre le régime des colonels. L'un des aspects essentiels de cette argumentation, spécialement destinée à calmer les appréhensions de Washington, est la possibilité d'assurer la succession des putschistes sans que le pays glisse vers ce que les conservateurs appellent le chaos, c'est-à-dire en réalité vers des changements socio-politiques substantiels. En d'autres termes, selon les modérés, la dictature est inutile puisque l'ancienne classe politique se trouve en mesure, si on lui donne la possibilité de ressaisir le pouvoir, de maîtriser la situation sans recours aux solutions de force. Cette dictature est au surplus dangereuse pour l'ordre établi dans la mesure où ses cruels excès et son attirail idéologi-[p. 419] que grotesque ne peuvent qu'encourager le besoin de transformations profondes, voire même à la longue susciter de nouveaux risques d'affrontement sanglant. D'un autre côté, toujours selon cette thèse, les militaires compromettent par leur incompétence et leur ignorance les institutions et mécanismes de l'ordre capitaliste qu'ils se targuent de protéger (affirmation incessante, selon l'évangile des putschistes, du caractère « occidental » de la Grèce).

Autre facteur d'agacement de la Droite, du moins de ses couches sociales les plus élevées (les soi-disant « grandes familles athéniennes ») : le fait que le pouvoir suprême soit tombé aux mains de parvenus dont l'élocution et les manières laissent apparemment beaucoup à désirer selon les standards du meilleur monde. C'est un fait que les putschistes viennent pour la plupart de familles très modestes et ne s'en cachent d'ailleurs pas mais s'étant assurés l'ascension politique ils veulent aussi conquérir l'ascension sociale d'où chez eux, ainsi que chez leurs femmes, les inévitables maladresses qui accompagnent ce souci de métamorphose. La bourgeoisie athénienne se rit de ces faux pas et acceptent difficilement que des gens d'aussi basse extraction détiennent les fonctions supérieures même si, comme classe, elle n'a pas à se plaindre de leurs activités. Une certaine fronde qui, toutes proportions gardées, rappelle les bouderies de l'aristocratie romaine vis-à-vis de Mussolini, n'a pas d'autre origine. En somme, les valets ont pris la place des maîtres et, ayant pris goût au pouvoir, refusent de l'abandonner au profit de ceux qui s'en tiennent pour les détenteurs naturels.

Sans attacher à ces petites vanités plus d'importance socio-politique qu'elles n'en valent, c'est là sans doute un facteur de l'opposition qui se manifeste dans les salons athéniens à l'encontre des putschistes. Tout changerait bien sûr si la moindre menace contre les privilèges bourgeois se profilait à l'horizon : les grandes familles qui les critiquent aujourd'hui seraient alors bien aise de compter sur les « sauveurs de la patrie ».

Les milieux conservateurs ne sauraient critiquer sérieusement les politiques de la Junte puisque, à quelques détails près, ce sont leurs propres objectifs que celle-ci entend réaliser. Caramanlis ou Papadopoulos, ce fut sous le gouvernement de l'un et c'est sous la dictatu-[p. 420] re de l'autre le même culte du veau d'or. Les dénonciations de la Junte portent donc essentiellement sur les conditions de gestion de l'ordre capitaliste et sur des méthodes de gouvernement dont le seul fondement a été et reste d'assurer le maintien au pouvoir pour une durée indéfinie des nouveaux dirigeants.

La Junte n'ayant rien changé aux assises de l'ordre social et aux mobiles de l'activité économique, la concentration des attaques sur les fautes de gestion commises par le régime et sur la nature dictatoriale des moyens revient simplement à préconiser la restauration du système politique antérieur au putsch avec, naturellement, retour sur le trône de Constantin, premier serviteur, quoique de manière assez obtuse, du capital monopoliste. Que telle soit en définitive l'ambition de la Droite et plus largement du monde conservateur, le point ne saurait causer la moindre surprise. En bien pesant les mots, et sans la moindre crainte de commettre une injustice, il s'agit là de querelles de famille. La dictature n'a rien changé au système de domination et d'exploitation du peuple grec par ce qui tient lieu à la Grèce de classe bourgeoise et par le capital étranger. Les luttes entre la Droite (Caramanlis en tête et Mavros y compris) et les putschistes se situent à l'intérieur de ce système : il s'agit seulement de savoir qui a le plus de titres pour assurer la perpétuation du désordre établi.

Cependant les conservateurs font de leur mieux pour obtenir l'acceptation d'une telle stratégie par d'autres milieux de l'opposition aux putschistes. Et il ne semble pas que ces efforts soient restés infructueux puisque, sans même parler des milieux de droite de l'ex Union du Centre, des groupes se disant d'inspiration réformiste déclarent accepter d'avance la présence dans un gouvernement post-dictatorial d'hommes dont ils dénonçaient jadis, à juste titre, la complicité foncière avec le gouvernement parallèle. Ces groupes sont ainsi conduits à mettre une sourdine aux revendications impliquant la possibilité pour la Grèce d'adopter des voies nouvelles au lieu d'en revenir simplement aux hommes et aux pratiques de l'ère pré-dictatoriale : ils risquent ainsi d'oublier plus ou moins complètement que dans une Grèce libérée de la tyrannie la première tâche d'une équipe démocratique de gouvernement devrait être, en s'appuyant sur les masses, de [p. 421] mettre radicalement fin aux institutions et aux mœurs ayant permis la réalisation du putsch. Même si des officiers se qualifiant de royalistes font exploser quelques bombes, même si des milieux des forces armées devaient participer à la chute de la dictature au nom de leur serment de fidélité au Roi, il serait déraisonnable et, en tout cas, fort dangereux pour l'avenir de la démocratie en Grèce de tirer de ces activités une sorte de réhabilitation du monarque.

Les motifs invoqués pour justifier l'adoption d'attitudes modérées par les milieux d'intention réformiste sont bien connus pour avoir été invoqués souvent en des circonstances voisines. Il s'agit simplement, *mutatis mutandis*, de l'application au cas grec de ces vieilles formules d'unité nationale qui, en bien des cas, ont permis aux milieux de l'oligarchie bourgeoise de garder les leviers de commande au lendemain d'une période dictatoriale leur ayant valu pourtant de substantiels avantages. C'est aussi bien entendu l'appel au réalisme qui, dans le cas présent, invoquant le souci de ne pas jeter ou rejeter les milieux conservateurs dans les bras des colonels, souligne la nécessité de ne pas effaroucher Washington. C'est également l'argument classique de l'urgence de l'union nationale contre les tyrans — argument qui serait certes plus convaincant s'il n'impliquait en toute occasion l'alignement de la gauche sur la droite, jamais le mouvement inverse.

Certains de ces groupes, il est vrai, n'acceptent l'hypothèse d'un gouvernement conservateur pour liquider les séquelles de la dictature qu'à titre d'expédient tactique : ils croient, éventuellement de très bonne foi, en la possibilité d'une seconde phase durant laquelle pourrait être élargie et consolidée l'assise démocratique du pays grâce à un ensemble de réformes appropriées. C'est là une position qui pourrait valoir à ses tenants bien des déceptions et même de cruels déboires. Dans une situation comme celle de la Grèce, où les forces conservatrices disposent de tellement d'atouts, il paraît bien difficile de croire que la vieille classe politique ne profiterait pas d'un retour au pouvoir pour bloquer la réalisation des liquidations indispensables et pour stopper de nouveau la modernisation démocratique des structures socio-politiques. Les hommes des groupes réformistes qui fournissent aujourd'hui leur caution aux projets et manigances des adeptes du conservatisme et autres partisans de la monarchie font simplement une politique de gribouille : c'est un retour à 1950, et [p. 422] non pas même à 1964 comme certains le souhaitent, qu'ils contribuent à préparer.

L'on ne saurait dire que la Gauche elle-même demeure indemne de telles tendances. L'opposition grecque donne ainsi le spectacle peu banal d'hommes qui, quoique se réclamant du socialisme, prêchent l'union avec des milieux conservateurs — conservateurs comme on l'est encore en Grèce c'est-à-dire avec la conception la plus rigide de l'ordre social traditionnel. Que ces milieux arrivent demain au pouvoir et il ne leur faudra pas beaucoup de temps pour combattre avec le maximum d'énergie et en utilisant toutes les armes disponibles les hommes de l'autre bord qui s'attachent aujourd'hui à promouvoir l'unité nationale ou du moins en acceptent l'éventualité. Ces comportements ne peuvent en définitive qu'affaiblir la Gauche et créer en son sein de nouveaux facteurs de division. Pour cette raison et pour d'autres que nous analyserons plus tard, la Gauche risque de ne pas sortir renforcée des épreuves si lourdes que subit le peuple grec depuis le 21 avril 1967.

Toutefois ces raisonnements et ces anticipations ont un défaut grave qui est de ne pas tenir suffisamment compte des réactions possibles des masses, une fois celles-ci débarrassées du carcan dictatorial. Certains pensent ou espèrent que le soulagement procuré par la chute d'un gouvernement ignominieux sera assez profond pour que les Grecs acceptent sans opposition majeure, le retour sur la scène des hommes de l'ordre bourgeois, pourtant authentiques fourriers de la dictature des putschistes — retour que les intéressés ne manqueraient certainement pas d'assortir de plus belles promesses de renouveau et de prospérité. Si tel devait être le cas, ce serait pour la Droite, quelle que soit la forme sous laquelle on la présenterait au peuple, une victoire majeure.

Une telle perspective n'est nullement invraisemblable mais on ne saurait la tenir pour nécessairement acquise. Les conditions dans lesquelles s'effectuera la libération du pays pèseront sans nul doute d'un grand poids dans la détermination des orientations futures de la politique grecque. De toute manière, ce n'est pas avec l'adoption de projets de compromis, lesquels entraînent inévitablement des attitudes de compromission, que l'on galvanisera l'énergie populaire sans la mobilisation permanente de laquelle la réalisation d'un putsch militaire d'un type ou d'un autre restera toujours du domaine des possibilités. C'est là un mobile suffisant [p. 423] pour proposer au peuple grec des solutions de rechange claires et sans équivoque, des solutions qui, en plus d'un rejet absolu des techniques dictatoriales, comportent la fixation d'objectifs susceptibles d'assurer le changement national. L'on ne saurait obtenir l'adhésion des masses aux exigences de cette transformation sans lui indiquer à l'avance les motifs, les étapes et l'aboutissement final de l'entreprise.

*

* *

Cette interprétation de la réalité grecque actuelle ne constitue sans doute pas une clé d'explication totale. Il faut aussi compter pour saisir correctement la situation avec d'autres variables comme l'ambition illimitée de certains des putschistes, le sadisme et la cruauté de plusieurs autres, la complète imbécilité de quelques-uns. Mais ce fil directeur permet en tout cas de comprendre qu'une dictature d'extrême-droite, s'appliquant toute entière à satisfaire et renforcer le capital monopoliste ainsi que ses milieux d'appui, trouve des adversaires déclarés dans les rangs des milieux

conservateurs eux-mêmes. Ce schéma d'interprétation aide également à comprendre, au moins, jusqu'à un certain point, les mobiles des éléments du centre, voire de la Gauche, qui se refusent à poser dès maintenant la question royale et tiennent l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement conservateur, éventuellement à titre transitoire, pour la seule alternative à la dictature.

Ces points nous semblent appuyer le principe d'interprétation suggérée, principe dont la vérification systématique va être entreprise dans les chapitres de ce titre troisième *.

[p. 424, sans texte.]

* Ce tome II ne comporte que le chapitre X.

[p. 425]

Chapitre X

La levée de l'hypothèque royale

[Retour à la table des matières](#)

[p. 426, sans texte]

[p. 427] Le roi Constantin avait rendu aux putschistes d'importants services au moment de l'instauration et de la consolidation initiale de la dictature. En échange de concessions superficielles (ainsi attribution à un civil, l'insignifiant Collias, du poste de premier ministre), le monarque avait très rapidement cautionné les factieux vis-à-vis de l'opinion intérieure. Par ailleurs, le maintien en exercice du Chef de l'État avait facilité la reconnaissance internationale du régime issu du putsch. Cette collaboration entre le roi et les colonels allait ensuite se poursuivre durant toute la phase de transition : quoique prononçant parfois des paroles de désapprobation ou de mauvaise humeur, mais toujours à voix basse, Constantin n'en avait pas moins couvert tous les actes et toutes les démarches des putschistes (en particulier les déportations massives mais aussi, ce qui sans doute avait à ses yeux bien plus de gravité, les premières mesures d'épuration générale des forces armées). Rien de ce que l'on sait n'autorise à penser que, pendant cette période délicate pour eux, les putschistes n'ont pas bénéficié de la coopération royale.

Il est clair cependant que la présence de Constantin sur le trône pouvait, malgré ses nombreux avantages pour la dictature, poser des problèmes aux colonels. Certes le mépris de Constantin à l'égard de ses sujets était trop grand, son aversion à l'égard de la démocratie trop fondamentale pour qu'on pût même l'imaginer à la tête d'un soulèvement populaire contre la tyrannie. En revanche, le Palais, bien qu'un peu isolé au début, pouvait redevenir un centre privilégié d'intrigues au bénéfice de l'oligarchie capitaliste, un point d'appui pour les manœuvres du clan royal : le [p. 428] Roi aurait ainsi pu être utilisé pour faciliter le retour à cette forme moins barbare et moins provocante de défense de l'ordre établi. Vu leur soif de puissance, les colonels n'étaient pas enclins à considérer favorablement de telles perspectives et il est notoire que plusieurs d'entre eux souhaitaient ardemment se débarrasser du monarque. Mais, en raison de l'emploi fait du souverain pour donner au nouveau régime une apparence de couverture légale, toute opération brutale de renvoi ou de destitution aurait posé aux factieux de difficiles problèmes — difficultés d'autant plus grandes que le roi disposait encore de nombreux partisans dans le haut commandement des trois armes.

C'est Constantin lui-même qui devait fournir aux colonels la solution de ce dilemme en fuyant à l'étranger au soir même de l'équipée sans grandeur du 13 décembre. Ainsi une hypothèque, pas encore très gênante mais qui aurait pu devenir plus lourde avec le passage du temps, se trouvait-elle levée. Dégagée du dernier débris de l'ordre politique ancien, la Junte n'en était finalement que plus libre de poursuivre à sa guise l'œuvre d'asservissement du peuple grec.

À l'image de son auteur, le contre-coup royal a été caractérisé d'un bout à l'autre par une exceptionnelle médiocrité. Cependant l'affaire a dissipé bien des illusions sur le rapport des forces dans la Grèce du putsch et, sans apporter le moindre bouleversement du système dictatorial, l'échec du contre-coup n'a pas été sans influencer quelque peu sur le fonctionnement du régime. C'est dans cette perspective, et dans cette perspective seule, qu'il nous paraît utile d'en consigner ici les principaux épisodes.

I. Circonstances du contre-coup royal

[Retour à la table des matières](#)

La Junte, nous l'avons montré dans le titre précédent, n'avait pas rencontré beaucoup d'obstacles durant la première phase d'implantation [p. 429] de la dictature. Gravement miné par les événements de juillet 1965, le régime parlementaire, entièrement passé sous le contrôle du Palais, s'était effondré en une nuit. Cependant plusieurs facteurs allaient bientôt troubler la sérénité des putschistes. Il faut d'abord mentionner la déroute du régime dictatorial dans l'affaire de Chypre — défaite qui impose au pays une cuisante humiliation. D'un autre côté, des leaders de la Droite se livrent à l'attaque publique de la dictature. Enfin l'on observe dès l'automne une dégradation de la conjoncture sur tous les plans. Ces déboires manifestes incitent des commentateurs à prédire la chute prochaine des putschistes ou, du moins, à en évoquer la possibilité. Ce climat permet de comprendre la reprise et le développement des manigances royales lesquelles allaient trouver leur aboutissement dans l'opération du 13 décembre 1967.

A. Déroute des putschistes dans l'affaire chypriote

[Retour à la table des matières](#)

Compte tenu de l'atlantisme inconditionnel affiché par les colonels dès leur arrivée au pouvoir, l'on ne saurait être surpris qu'une de leurs premières préoccupations ait été de rouvrir la négociation avec les autorités turques sur le statut de l'île. L'évolution de la politique grecque à l'époque contemporaine (y compris le coup de force de juillet 1965 et le coup d'État d'avril 1967) a été fortement marquée, pour dire le moins, par la volonté américaine d'obtenir un accord définitif entre la Grèce et la Turquie sur ce problème. En plus de la vassalité atlantique, les hommes du putsch avaient deux puissantes raisons de souhaiter un tel accord : la réalisation d'une forme quelconque d'Enosis aurait permis d'étendre à l'île le régime dictatorial et, par là, de détruire l'opposition au putsch manifestée par la très grande majorité des Chypriotes ; cette opération, à condition de ne pas impliquer de concessions trop draconiennes au profit de la Turquie, aurait valu à la Junte ce prestige dont les dictatures sont si friandes. On imagine sans peine l'exploitation qu'aurait su réaliser la propagande des putschistes du moindre succès remporté en ce domaine.

Cependant les colonels n'allaient pas tarder à rencontrer dans leurs négociations avec les Turcs les mêmes difficultés que les gouvernements [p. 430] précédents. Telle fut la principale leçon de la réunion organisée les 9 et 10 septembre 1967 à la frontière gréco-turque en Thrace — réunion qui avait été précédée par une visite du

colonel Papadopoulos à Mgr Macarios au début du mois d'août. La solennité donnée à cette rencontre (à laquelle participait du côté grec Collias, Spandidakis, Papadopoulos ainsi que Ladas) suggérait que la réunion avait simplement pour but de ratifier un accord déjà arrêté dans ses grandes lignes. Il n'en était manifestement rien et cette négociation au sommet ne devait produire aucun résultat concret. En dépit de leur soif de prestige, les putschistes n'avaient pu réussir à s'accorder avec les Turcs et cela pour les mêmes raisons qui avaient bloqué les entreprises de leurs devanciers.

Dès le début, la délégation turque avait manifesté quelque pessimisme sur l'issue des pourparlers — position raisonnable si l'on considère l'ampleur des revendications présentées par la Turquie et que celle-ci fit ensuite connaître de manière officielle : octroi d'une partie du territoire proportionnelle au pourcentage des Chypriotes turcs dans la population de l'île, soit environ 18%, le dit territoire devant avoir un débouché maritime sur la côte nord ; présence de l'armée turque à Chypre ; octroi de garanties particulières aux Chypriotes turcs vivant dans la partie de l'île attribuée à la Grèce. En dépit de la modération que certains commentateurs prêtaient alors au Premier Ministre turc S. Demirel, ces revendications allaient au-delà, semble-t-il, des propositions contenues dans le plan Acheson (lequel, rappelons-le, n'a pas été rendu public). Vu la propension des putschistes à se réclamer en toute occasion de l'intérêt national, il leur était bien difficile de souscrire à de telles exigences. Et s'ils avaient été tentés de céder, la volonté inébranlable de Mgr Macarios de conserver l'unité de l'île aurait constitué un obstacle de première grandeur. Dès ce moment, la question était de savoir si les putschistes iraient jusqu'à l'élimination physique de l'Archevêque pour obtenir la capacité de faire à la Turquie des concessions suffisantes.

On ne s'étonnera donc pas que lors de la rencontre-fiasco des 9-10 septembre le seul point d'accord entre les deux délégations ait été de poursuivre les négociations. Mais ce résultat bien maigre allait être très rapidement annulé par des incidents sanglants entre les deux communautés — incidents assez graves pour susciter un risque d'opérations de guerre entre la Grèce et la Turquie.

[p. 431] La cause immédiate de ce nouvel affrontement a été la décision prise conjointement par Mgr Macarios et le général Grivas qui commande alors toutes les forces grecques de l'île de recommencer les patrouilles de la police chypriote grecque dans le village mixte d'Ayos Théodoros (lesquelles avaient été interrompues pendant quelques semaines en vue de calmer les esprits à la suite de tirs de fusil). Les patrouilles reprennent effectivement le 19 novembre sans susciter ce jour là d'autre incident que des protestations de l'élément turc. C'est le lendemain que le pire va survenir. Le général Grivas qui se trouve sur place décide d'élargir l'opération en y englobant le village de Kophinou situé à cinq kilomètres d'Ayos Stratos sur la route Nicossie-Limassol. Ce village, l'une des cent vingt communautés turques de l'île, constitue une sorte d'enclave armée dont la position géographique permet d'exercer un contrôle du trafic routier. Dans le courant de l'après-midi les forces de police chypriote grecque, appuyées de groupes d'infanterie, subissent des coups de feu tandis qu'elles s'efforcent de déplacer les obstacles dressés par leurs adversaires : au bout de quelques minutes les troupes grecques ripostent par des tirs d'artillerie et d'armes automatiques sur les deux villages qu'elles vont occuper pendant quelques heures.

Bilan de l'opération vingt cinq à trente morts (une vingtaine à Kophinou), turcs pour la presque totalité.

On a proposé diverses explications du comportement de Grivas mais, en l'état actuel de la documentation, il s'agit de pures spéculations. Un point paraît certain : l'attaque des deux villages a été une opération soigneusement montée, non une action improvisée. C'est essentiellement au général Grivas que semble revenir la responsabilité de l'affaire. On s'est toutefois interrogé sur la part des autorités d'Athènes dans le déclenchement de l'attaque. Après l'échec, la Junte tendra à mettre en cause la responsabilité du général Spandidakis, alors Vice-président du Conseil et ministre de la Défense nationale. Selon une interprétation qui paraît plausible, l'état-major d'Athènes aurait autorisé l'opération mais sans prévoir l'ampleur des conséquences (peut-être parce que Grivas ne l'avait pas mis au courant de la nature du dispositif). En tout cas, même si ce dernier ne porte pas toute la responsabilité de l'affaire, même si les éléments turcs de la région ne sont pas sans reproche quant à leur activité antérieure, c'est incontestablement du côté grec que l'attaque a pris naissance et c'est finalement, la cause de la Grèce qui subira les dommages les plus lourds.

La Turquie en effet réagit immédiatement. À l'issue d'une session de nuit du Cabinet et de l'état-major elle fait connaître sa décision d'intervenir militairement si les tirs continuent. Les autorités d'Athènes tentent aussitôt de limiter les dégâts en donnant aux troupes grecques l'ordre de se replier et de céder la place aux forces des Nations-Unies. Cependant le conflit ne s'apaise pas pour autant. Le 17 au soir, le gouvernement turc fait remise à l'ambassadeur de Grèce à Ankara d'une note dont le contenu n'a pas été divulgué mais qui semble bien avoir contenu une liste d'exigences sévères devant être accomplies à bref délai. Selon toute vraisemblance, l'une de ces demandes concerne le rappel du général Grivas : en tout cas, celui-ci reçoit l'ordre de rentrer à Athènes où il débarque le 18 sans personne pour l'accueillir à l'aéroport. Grivas est ensuite limogé au profit du général Moronis.

Placé devant une situation menaçante, le gouvernement de la Junte prend alors une décision très significative : celle de confier à P. Pipinellis le portefeuille des Affaires étrangères que Collias détenait par intérim à la suite de la démission d'Economou-Gouras. Désormais Pipinellis, qui prête serment le 20 novembre, va supporter tout le poids de la négociation. Que cette attitude soit l'aveu de leur totale inexpérience en matière politique ou qu'elle exprime le souci de se compromettre le moins possible dans une affaire mal engagée, les putschistes, en ces heures dramatiques pour le pays, cessent provisoirement de jouer les matamores et s'abritent derrière un vieux diplomate qui avait déjà fourni, il est vrai, au nouveau régime des gages non équivoques de sympathie. Le pays se rend compte ainsi de la petitesse de ses oppresseurs.

Très rapidement d'ailleurs, le conflit va susciter plusieurs interventions extérieures aux pays directement impliqués. Trois séries de démarches doivent être évoquées à ce propos. Celles de l'ONU qui entretient un contingent militaire sur l'île : U Thant lance des appels adjurant les intéressés de témoigner de la plus grande prudence et fait

intervenir tant à Ankara qu'à Athènes José Rolz-Bennet du Guatemala. Celles de l'OTAN dont Grecs et Turcs acceptent les bons offices (démarches du [p. 433] secrétaire général Manlio Brosio). Celles enfin du président L.B. Johnson qui dépêche sur les lieux un envoyé spécial en la personne de Cyrus R. Vance ancien Secrétaire adjoint à la défense et qui avait déjà tenu un tel rôle (dit par les Américains *trouble-shooter*) en plusieurs occasions (Panama, République Dominicaine, émeutes de Détroit...). Le plus actif et le plus influent des trois, Vance effectue en quelques jours de multiples déplacements pour rapprocher les parties. Parti de Washington pour Ankara où initialement sa venue n'est pas très appréciée (réserves des autorités et manifestations hostiles de la foule), Vance se rend ensuite à Athènes d'où par deux fois il repartira pour Ankara. Revenu à Athènes à l'issue de son troisième séjour dans la capitale Turque, Vance se rend par deux fois auprès de Monseigneur Macarios à Nicosie. En gros, il lui sera nettement plus facile d'obtenir l'accord d'Athènes que celui de Nicosie aux exigences turques.

D'un bout à l'autre de la négociation, la Turquie va faire preuve d'intransigeance et le gouvernement turc aggravera ses demandes dès que se manifesteront les premiers signes d'un fléchissement de la position grecque. Malgré la faiblesse de l'armée turque en moyens de débarquement, le rapport des forces est nettement favorable à la Turquie qui peut attaquer la Grèce en Thrace, à Chypre même ou encore dans des îles grecques plus proches des côtes turques que de celles de la Grèce (Rhodes, Chios...). Très montée contre la Grèce, l'opinion turque pousse les autorités d'Ankara à témoigner d'une grande rigueur dans la discussion. Vers les 20-21 novembre, on laisse entendre dans la capitale turque que la guerre peut éclater d'un moment à l'autre. On peut toutefois se demander si la Turquie avait vraiment l'intention d'aller jusqu'à l'ouverture des hostilités (en particulier sous la forme de l'établissement d'une tête de pont à Chypre) ou s'il s'agissait seulement d'une guerre des nerfs destinée à impressionner l'adversaire (accélération des préparatifs militaires, survols quotidiens de Chypre, blackout sur les informations météorologiques en Turquie, tenue de propos ambigus à Radio-Ankara...). En tout cas, malgré la vaste opération diplomatique tendant à la solution pacifique du conflit, Ankara continuera d'exercer une pression militaire sur la Grèce (ainsi démonstration navale le long de la côte nord de Chypre en date du 28 novembre).

[p. 434] Poussée dans ses retranchements, la Grèce, tout en procédant à la mobilisation de ses forces, fera preuve d'une moindre résolution. Cependant, au début des négociations, les autorités d'Athènes paraissent désireuses d'éviter toute attitude ressemblant à une capitulation et ne semblent pas prêtes en conséquence à accepter l'ensemble des exigences turques. Tout en acceptant la nécessité de concessions importantes aux revendications de la Turquie, notamment au titre des forces stationnées sur l'île en violation des accords de Zurich, la Grèce reproche à Ankara de chercher à l'humilier et hésite à accepter, sous la menace, les sacrifices demandés. Ce flottement se manifeste encore lors du troisième séjour de Vance à Athènes en date du 28 novembre : il semble d'abord que la Grèce va rejeter le plan proposé comme incompatible avec ses objectifs nationaux mais, dans la soirée, un revirement se

produit et Athènes manifeste l'intention de se rallier aux conditions posées par la Turquie.

Sans entrer dans les détails, l'accord conclu entre les deux capitales comporte le rapatriement des contingents qui dépassent la limite prescrite par les accords de Zurich (l'estimation des « irréguliers » grecs va de 8 à 9,000 au minimum jusqu'à 11-12,000, celles des « irréguliers » turcs de 1,200 à 1,500). Ce rapatriement doit s'accompagner d'un démantèlement parallèle des préparatifs militaires. L'accord prévoit aussi la démobilisation de la garde nationale chypriote, la limitation des forces de police, l'accroissement des pouvoirs attribués à la force des Nations-Unies, la remise aux Nations-Unies des armes en excès (y compris de celles vendues à Nicosie par la Tchécoslovaquie). L'accord stipule également qu'aucune modification ne devra être apportée au statut politique de l'île sans l'accord de toutes les parties intéressées (disposition contredisant la volonté de Mgr Macarios d'obtenir l'abrogation pure et simple des accords de Zurich).

Tout en atténuant beaucoup le risque d'une guerre gréco-turque, la conclusion de l'accord entre les deux pays ne suffisait pas pour mettre fin à cette phase du conflit chypriote dans la mesure où il fallait encore obtenir l'acceptation de l'Archevêque tenu jusque là à l'écart des négociations. L'envoyé spécial américain va désormais s'y employer lors de deux visites au président de Chypre : la première le 29 novembre, la deuxième le 2 décembre (ce second entretien, d'une [p. 435] durée totale de quinze heures ayant en fait débuté dans la soirée du 1 et s'étant terminé dans la matinée du 3). D'emblée, Mgr Macarios, qui a une longue habitude des pressions extérieures, va constituer pour l'agent du président Johnson un négociateur particulièrement coriace. Pas plus la première que la seconde fois, C. Vance ne parvient à triompher des objections soulevées par l'Archevêque. Alors qu'au lendemain du premier entretien le vent était à l'optimisme, la prolongation de la discussion et l'obstination de Mgr Macarios font craindre un rebondissement du conflit.

La Grèce et la Turquie avaient convenu de différer l'annonce de l'accord intervenu jusqu'à l'acceptation chypriote. Celle-ci tardant à se manifester, les deux pays effectuent cette annonce en date du 2 décembre (Ankara d'abord, puis, au bout de quelques heures Athènes). Peut-être espèrent-ils ainsi impressionner Mgr Macarios alors en négociations avec l'envoyé américain, le rendre plus souple par la manifestation d'un front uni gréco-turc. Mais, si cette supposition correspond à la réalité, c'était mal connaître l'Archevêque que de le croire capable de céder à une telle pression.

La mise en application de l'accord privera la communauté chypriote grecque de la protection assurée par les effectifs grecs en surnombre. Mais le départ de ces effectifs a une contre-partie favorable pour les Chypriotes : celle d'alléger considérablement le risque d'une extension du putsch à l'île. Dans sa réponse finale aux propositions transmises par Vance, Mgr Macarios déclare accepter le retrait mais comme premier pas vers une démilitarisation totale de l'île, laquelle impliquerait l'évacuation complète et définitive de toutes les forces armées non chypriotes autres que celles de l'ONU. Dans l'esprit de l'Archevêque, cette démilitarisation doit entraîner la

liquidation de deux bases occupées par la Grande-Bretagne. Ainsi, malgré les risques du moment et toutes les pressions subies, Mgr Macarios ne cède rien de son objectif essentiel qui reste de sauvegarder l'intégrité de l'île contre toute perspective de démembrement définitif.

En même temps, le Président soucieux d'éviter tout protectorat s'élève contre une extension des pouvoirs attribués aux forces de l'ONU qui ne tiendrait pas compte de la souveraineté du gouvernement chypriote. Quant au désarmement de la garde nationale c'est [p. 436] là une mesure qui, couplée avec le retrait des forces grecques, mettrait ce gouvernement dans une situation très dangereuse : aussi Mgr Macarios évite-t-il délibérément de s'engager par écrit dans la discussion du problème. Au total, il devient clair que l'envoyé américain a trop présumé de ses forces vis-à-vis de l'Archevêque. Celui-ci se révèle dans la crise et face aux pressions militaires d'Ankara d'une toute autre trempe que les conspirateurs d'Athènes.

Autre point de désaccord : contrairement à la volonté des États-Unis et de la Grande-Bretagne, Mgr Macarios, fidèle à son système habituel de défense, entend que l'affaire soit portée devant le Conseil de sécurité, seule autorité capable à ses yeux d'assurer à Chypre des garanties contre une intervention militaire. Il s'agit toujours pour l'Archevêque de ne pas se laisser enfermer dans le cadre de l'OTAN. Le 24 novembre, le gouvernement chypriote avait déjà saisi le Conseil « de la menace nette d'invasion immédiate du territoire de la République chypriote par les forces turques » et celui-ci, siégeant dans la nuit du 24 au 25, s'était limité par consensus de ses membres (aucun vote) à soutenir l'appel au calme que venait de lancer le Secrétaire général. Désormais, soutient Nicosie, la discussion des arrangements concernant le maintien de la sécurité à Chypre revient au Conseil lequel doit, de toute manière, se réunir bientôt pour discuter du renouvellement de la force des Nations-Unies.

En fait la résolution adoptée par le Conseil à l'unanimité le 22 décembre après une quinzaine de jours de négociations et de consultations se borne à proroger le mandat de la force de l'ONU pour une nouvelle période de trois mois et à inviter les partis à recourir rapidement aux bons offices du Secrétaire général. L'URSS n'a pas consenti à une augmentation du nombre des casques bleus ni à un accroissement de leurs responsabilités. Pour sa part, Mgr Macarios a dû renoncer à obtenir la garantie formelle par l'ONU de l'unité territoriale et de la souveraineté de Chypre. U Thant se trouve bien chargé de la mission de rechercher les modalités d'une coexistence paisible des deux communautés mais sans recevoir de direction précises ni de pouvoirs spéciaux pour l'accomplissement de cette tâche. C'est là le type même d'un arrangement de circonstance, provisoire [p. 437] et superficiel, dont on ne peut attendre qu'un simple répit. Entre temps (8 décembre) le rapatriement des effectifs grecs en surnombre a commencé.

La crise née de l'affrontement du 15 novembre a donc été désamorcée mais aucun progrès n'a été accompli dans la recherche d'une solution politique durable. Les positions des deux communautés demeurent inconciliables. Pour les Chypriotes grecs, la communauté turque constitue une minorité de faible poids numérique et d'envergure socio-culturelle limitée : cette communauté ne saurait avoir la faculté de

bloquer ou de compromettre les décisions de la majorité, ce qui implique la renonciation par les Turcs aux privilèges excessifs inscrits dans les accords de Zurich. Mais les chypriotes turcs rejettent ce point de vue et se refusent précisément à être traités en minorité : cette position les conduit à revendiquer, comme communauté, des droits égaux à ceux de la communauté grecque. Faute du partage territorial qui aurait leur préférence, ils s'en tiennent à l'idée d'une simple fédération au sein de laquelle chacun des groupes disposerait en propre de son administration, de sa police, de son appareil judiciaire. En réalité, une administration pratiquement autonome s'occupe depuis déjà longtemps des territoires contrôlés par les combattants turcs.

Cette situation va faire l'objet d'une confirmation éclatante avec l'annonce par les Turcs dans la nuit du 28 au 29 décembre 1967 de la formation d'une administration provisoire chypriote turque. Il s'agit de l'institution d'un conseil de onze membres dont il est précisé que relèvera la population des enclaves turques jusqu'à la remise en application intégrale de la Constitution chypriote du 16 août 1960. Pour appuyer l'opération, la Turquie place de nouveau ses troupes en état d'alerte et l'on peut craindre qu'il n'en résulte une reprise immédiate du conflit. Cependant, tout en s'élevant avec vigueur contre l'initiative turque, Mgr Macarios se garde de toute mesure susceptible de déclencher une nouvelle crise (modération s'expliquant peut-être par le fait que la décision turque lui donne une raison de ne pas démobiliser la garde nationale). La Grèce proteste également mais de manière platonique (l'on annonce à Athènes le 8 janvier la reprise des opéra-[p. 438] tions de rapatriement des soldats grecs interrompues le 19 décembre à l'occasion des fêtes de Noël).

Au terme de cet exposé, l'on ne saurait dire que la Grèce a pendant cette crise témoigné de beaucoup d'audace ou d'énergie dans la défense de ses intérêts nationaux. Sensible à la menace militaire turque, elle ne semble guère avoir utilisé ses atouts, à commencer par les troupes stationnées à grands frais sur l'île depuis des années. Sans doute manquerait-on à l'équité en attribuant aux seuls colonels toute la responsabilité de cette reculade : après tout, ce ne sont pas eux qui ont accepté de signer les accords de Zurich ni eux qui ont envoyé le général Grivas à Chypre. Toutefois, malgré ses faiblesses, la Grèce disposait d'une marge de manœuvre qui ne semble guère avoir été utilisée. Si finalement la Turquie n'a pas obtenu satisfaction sur toute la ligne c'est uniquement à la résistance opiniâtre de Mgr Macarios qu'elle le doit. Pour un gouvernement faisant profession constante de défendre les valeurs et les positions de l'hellénisme, c'était là une défaite considérable.

La Junte essaiera bien de sauver la face comme le montre la longue déclaration faite par Pipinellis le 5 décembre c'est-à-dire le lendemain du départ du premier bateau destiné à assurer le rapatriement des soldats grecs. L'accord, affirme le ministre, n'a été un succès pour personne : on a cherché une solution pratique pour éviter un conflit, permettre la coexistence pacifique des communautés. La présence des forces grecques sur l'île avait perdu de sa signification au fur et à mesure de la consolidation de l'État chypriote : leur retrait était envisagé depuis longtemps. Il est douteux que ces rationalisations aient pu convaincre l'opinion grecque. Certes la conclusion d'un accord délivrait le public d'une grande anxiété, mais elle n'était pas faite cependant pour relever le prestige des colonels qui, durant toute la crise, s'étaient

abrités derrière Pipinellis. Tout s'était passé en réalité comme si les putschistes avaient redouté qu'une aggravation de la crise ne fasse glisser le pouvoir de leurs mains dans celles des généraux du roi.

Ayant le contrôle absolu de la presse, les putschistes ont pu empêcher que leur politique fasse l'objet de critiques ouvertes dans les journaux. Mais tel n'a pas été le cas à Chypre où l'opinion s'en est prise avec vigueur, avec férocité même, aux attermolements et aux faiblesses des autorités d'Athènes. Dans leurs éditoriaux, les journaux se sont abondamment moqués de la capitulation de la Junte et ont conclu des événements que l'Enosis avait reçu des coups mortels. Même si l'on fait la part des exagérations dictées par l'échauffement des esprits, il semble bien que, pour la majorité des chypriotes grecs, la crise de novembre-décembre 1967 a entraîné un net affaiblissement, peut-être durable, des perspectives d'union avec la Grèce. En même temps, les efforts entrepris par les autorités grecques pour obtenir l'acquiescement de Mgr Macarios aux exigences formulées par l'agent des États-Unis ont suscité beaucoup d'amertume à Nicosie et approfondi le fossé avec Athènes. En bref, les chypriotes grecs ont eu le sentiment d'être abandonnés par la mère-patrie à l'heure du péril le plus grave et, malgré la censure, cette position ne pouvait manquer d'être connue en Grèce même. À l'époque, ce n'est d'ailleurs pas le seul facteur de préoccupation qu'aient les colonels.

B. Attaques par des leaders de la Droite

[Retour à la table des matières](#)

Ces attaques expriment un malaise chez certains éléments des couches dominantes de la société grecque : encore qu'il soit difficile d'en évaluer l'impact sur l'opinion elles embarrassent la Junte dont les ripostes, si elles ne manquent pas d'assurance, sont parfois d'une parfaite extravagance intellectuelle.

La première de ces attaques à avoir un retentissement international est celle faite par le leader de l'ERE, P. Canellopoulos dans une déclaration remise aux correspondants étrangers le 25 septembre au matin. C'est un réquisitoire en règle contre les putschistes. Selon ce document, il n'y avait dans la vie politique grecque aucun chaos qui ait pu légitimer le coup d'État. Loin d'assurer un avenir normal à la nation grecque, le coup risque de déclencher un processus incontrôlable de convulsions dangereuses et imprévisibles. Sans un rétablissement rapide de la liberté, le pays va être exposé à des dangers susceptibles de tout détruire. C'est le général Pattakos lui-même qui répond à cette déclaration au cours d'une interview à la radio diffusée dans la soirée du 27 : la riposte consiste en une série d'invectives et d'accusations fort peu convaincantes. Pattakos va jusqu'à accuser Canellopoulos d'avoir des sympathies pro-communistes et lui reproche d'avoir encouragé ses amis durant la guerre à entrer [p. 440] dans l'EAM (*Journal de Genève*, numéro du 2 octobre 1967). Le lendemain Canellopoulos, en violation de l'état de siège tient une conférence de presse à son domicile personnel : ce que le général Pattakos et ses

collègues ont de mieux à faire, affirme-t-il, c'est de débarrasser la Grèce de leur présence. Ces interventions valent au chef de la Droite d'être replacé en résidence surveillée à son domicile. Au même moment, P. Pipinellis emprunte un chemin inverse en apportant sa caution aux putschistes dans les journaux.

La seconde de ces attaques est lancée deux mois plus tard, soit en pleine crise chypriote, par l'ancien leader de l'ERE et premier ministre C. Caramanlis. Installé en permanence à Paris depuis décembre 1963, celui-ci avait jusqu'alors gardé le silence vis-à-vis de la Junte exception faite de deux brefs communiqués (l'un regrettant l'évolution dramatique de la situation, l'autre condamnant le procès livré à E. Averoff). Caramanlis rompt ce silence par des déclarations au journal *Le Monde* (numéro du 29 novembre 1967). Ces déclarations comportent plusieurs thèmes : un essai d'autojustification et une défense des accords de Zurich ; une vigoureuse critique des putschistes qui manquent de sincérité en disant vouloir le rétablissement de la démocratie et qui sont invités à quitter le pouvoir, ouvrant ainsi la voie au rétablissement de la légalité ; un appel à la constitution d'un gouvernement honnête et fort qui, exerçant des pouvoirs pendant une période raisonnable, aurait pour mission de permettre le retour à la démocratie. Par ces déclarations qui ménagent ostensiblement le Palais, Caramanlis pose manifestement sa candidature à la direction d'un tel gouvernement dont il indique même les tâches spécifiques qu'il devrait entreprendre.

Fait exceptionnel : les colonels autorisent, de plus ou moins bon gré, la publication de ce texte dans les journaux. Mais ceux-ci doivent aussi publier la réponse du gouvernement, lequel reproche notamment à l'ancien leader de l'ERE le moment choisi pour son attaque — un moment où en raison de la crise traversée, l'unité de la nation est indispensable. Le général Pattakos qualifie cette intervention d'acte inopportun, illogique et anti-national : Caramanlis, le plus autoritaire des leaders grecs selon lui, a vraiment du front en parlant de la démocratie alors que lui-même ne l'a jamais appliquée.

[p. 441] Observons à ce propos que, selon les propres déclarations de l'intéressé au *Monde*, la cause de son retrait de la vie publique fut l'impossibilité d'assurer la modernisation des institutions nationales. C'est un fait que dès 1961, Caramanlis, alors Premier ministre, songeait à une révision constitutionnelle qui réduirait considérablement les pouvoirs de la Chambre et imposerait des disciplines à la jouissance des libertés : un projet tendant à assurer cette révision fut déposé en date du 21 février 1963 sous la signature de tous les membres du Cabinet. Pattakos n'avait donc pas tort en soulignant l'autoritarisme de l'ancien chef de la Droite sur lequel, comme le montrent certains passages des déclarations, le gaullisme semble avoir exercé une fascination particulière. Il convient en tout cas de noter que la liste des tâches spécifiques prévues pour le gouvernement post-dictatorial comportait d'étranges lacunes (en particulier silence complet sur le rétablissement des libertés démocratiques, l'abrogation du dispositif d'exception, la libération de tous les détenus et exilés politiques, l'élimination de tous les hommes mis en place par la Junte dans l'appareil gouvernemental...).

Cependant Caramanlis revient à la charge dans une conférence de presse tenue après l'aboutissement des pourparlers gréco-turcs (*Le Monde*, numéro du 7 décembre 1967). Selon lui, le fait que les autorités aient été obligées de permettre la publication de ses déclarations signifie pour la Junte le commencement de la fin. Comme d'habitude, Caramanlis n'est donc pas enclin à sous-estimer la portée de ses interventions. Dans sa conférence, il invite à nouveau au départ « les imbéciles actuellement au pouvoir » et reprend l'idée de la formation d'un gouvernement de transition jouissant des pleins pouvoirs pendant une période limitée en vue, notamment, de réviser la constitution de 1952.

Nous avons insisté sur les attaques lancées par Canellopoulos et Caramanlis, bien différentes de style d'ailleurs malgré une similitude apparente, en raison de la personnalité de leurs auteurs. Mais les putschistes doivent aussi compter avec d'autres critiques venant des mêmes milieux politiques et donc également significatives (ainsi le reproche fait à la Junte par Hélène Vlachos, dans une interview au journal *La Stampa* de Turin, de se composer de médiocrités). Les putschistes, manifestement peu versés dans le bon usage de la menace communiste, ne peuvent manquer d'être surpris et gênés par des attaques émanant de personnes [p. 442] représentatives de couches dont ils s'appliquent à défendre les intérêts et dans les déclarations ou pratiques antérieures desquelles ils ont puisé nombre de leurs inspirations — de personnes auxquelles, pour plusieurs raisons, l'application du châtiment de la déportation semble difficilement concevable. Mais si les interventions ennuiant les colonels, jusqu'à quel point sont-elles susceptibles de secouer les fondements de l'édifice dictatorial ?

Plusieurs journaux étrangers font grand cas de ces réquisitoires et inclinent à leur attribuer une influence notable. C'est ainsi que le *New York Times* (numéro du 30 septembre 1967) présentera les déclarations de Canellopoulos comme « the most devastating attack on the military regime ». Le ton montera encore à propos des attaques lancées par Caramanlis : des commentateurs estiment que celui-ci pourrait bien avoir rassemblé les forces susceptibles de chasser la Junte du pouvoir. Considérées avec quelque recul, ces appréciations paraissent plutôt naïves, mais on pouvait déjà les juger telles lors de leur présentation. Certes, à peu d'exceptions près, les milieux politiques se réjouissent des coups ainsi portés à la Junte et, sans doute aussi, une large part de l'opinion. Mais les propositions de Caramanlis n'en suscitent pas moins de sérieuses réserves y compris dans certains secteurs de la Droite qui déplorent le lancement de cette bombe politique en pleine crise nationale. Beaucoup estiment que la première tâche après la Junte doit être l'organisation aussi rapide que possible d'élections libres et non l'attribution de pouvoirs exceptionnels à un gouvernement de transition, lequel serait nécessairement composé de représentants de la vieille classe politique.

Si une propagande a d'autant plus de chances de porter qu'elle est davantage monolithique, alors les attaques que nous venons d'analyser compliquent les efforts d'endoctrinement et d'intoxication de l'opinion entrepris par les putschistes. Mais comme la suite l'a bien montré, il était vain d'en attendre un renversement profond de la situation. Au surplus, si ces attaques ont eu de l'effet sur l'opinion, si même leurs auteurs ont été incités à les faire, c'est dans la mesure où il existait un climat favorable

à de telles dénonciations. Il convient donc maintenant d'examiner les différents aspects de cette dégradation de la conjoncture qui paraît s'amplifier à l'automne 1967.

[p. 443]

C. Dégradation de la conjoncture

[Retour à la table des matières](#)

Cette détérioration du climat résulte de plusieurs facteurs ; ralentissement notable de l'activité économique ; poussée du mouvement de résistance ; montée de la réprobation internationale ; impuissance du régime à exercer un leadership dynamique. Tous ces traits feront plus loin l'objet d'analyses détaillées : nous nous limitons ici à une brève présentation dans le seul but de caractériser la situation qui prévalait lors du déclenchement de l'opération royale.

Sur le plan économique, l'on observe une tendance prononcée au ralentissement de la croissance et de la production. Au cours des années précédentes, l'économie grecque avait connu un développement rapide, quoique de portée inégale selon les secteurs. Cette expansion liée pour l'essentiel à la recherche du profit avait des défauts notoires et portait en germe de graves difficultés (endettement international). Mais le mouvement était nettement ascendant et la drachme faisait bonne figure sur les marchés monétaires en termes d'orthodoxie capitaliste. En 1967, par contre, l'économie entre dans une phase de stagnation. Les adversaires de la Junte prédisent aussitôt que le pays marche vers un désastre économique dont la monnaie devra très rapidement faire les frais. Ces rumeurs, qui sous-estiment la continuité des relations économiques à travers les changements politiques, ne sont pas fondées mais il est hors de doute que l'économie rencontre alors des difficultés sérieuses.

Selon une interprétation, ces difficultés ne seraient pas imputables au putsch : même sans le coup d'État la Grèce aurait subi un ralentissement économique. Le tassement de la conjoncture a commencé dès la fin de 1966 et il est à plusieurs égards le résultat inévitable d'une phase de croissance accélérée. Cette tendance a été amplifiée par des facteurs étrangers à la Grèce : économiques (incertitudes de la situation monétaire internationale, affaiblissement de l'expansion chez les partenaires commerciaux européens) ainsi que politiques (guerre des six jours au Moyen-Orient qui a provoqué, notamment une chute du tourisme dans la zone méditerranéenne). Dans les derniers mois de 1967, la crise chypriote a constitué un facteur supplémentaire d'inquiétude et d'alourdissement de la tendance.

[p. 444] Ces explications avancées par les porte-parole du régime (en particulier le nouveau gouverneur de la Banque de Grèce, D. Galanis) ne sont pas sans valeur. Mais de nombreux commentateurs étrangers de l'économie et de la finance, n'ayant aucun parti pris systématique contre la Junte, jugent cette interprétation partielle. Selon eux le nouveau régime, sans être à l'origine de ces difficultés, les a plutôt aggravées et de diverses manières. Le coup d'État a provoqué tant en Grèce qu'à

l'étranger, un sentiment d'incertitude et un manque de confiance, d'où la baisse sensible de la demande intérieure (consommation et investissement privé), d'où aussi les hésitations du capital étranger malgré l'ampleur des avantages offerts. En somme, le putsch a suscité une psychologie générale de récession. D'autres commentateurs signalent une diminution de la compétence technique chez les nouveaux gestionnaires de l'économie (voir, par exemple, un article du journal londonien *The Financial Times*, numéro du 20 mars 1968). Ces études affirment que de graves menaces pèsent sur l'économie grecque.

Les colonels s'efforcent bien entendu de dissiper ces impressions fâcheuses en utilisant à cet effet toutes les techniques capitalistes d'incitation et de stimulation. La soi-disant propension nassérienne, se transforme rapidement en une volonté de tout mettre en œuvre pour favoriser l'initiative privée. Cependant il faudra encore de longs mois pour que le régime parvienne à assurer la relance de l'économie.

Durant cette période, la résistance à la dictature tend à s'organiser et à développer ses activités. Après un moment de stupeur initiale provoqué par l'ampleur des arrestations et l'extrême brutalité de l'action policière, les éléments les plus combattifs de l'opposition se sont très vite ressaisis et l'on assiste rapidement à la constitution de petites cellules qui mènent la lutte contre la Junte avec tous les moyens disponibles. De nombreuses publications clandestines qui dénoncent l'imposture et la cruauté du régime font leur apparition dans le pays et circulent à l'étranger. Des bombes de fabrication artisanale commencent à exploser en divers points du territoire. En peu de temps l'on passa du stade des cellules isolées à celui de groupes de résistance capables comme tels de dénoncer la dictature avec plus d'éclat et d'entreprendre des actions mieux coordonnées. C'est ainsi que commencent d'œuvrer le Front patriotique antidictatorial et Défense démocratique, le premier de ces [p. 445] groupes ayant trouvé son origine dans l'action de militants de la Gauche, le second, plus difficile à caractériser idéologiquement, réunissant des adeptes du centre gauche mais aussi des hommes qui, sans avoir jusque là fait de la politique au sens habituel du mot, s'insurgent contre la tyrannie.

Ce mouvement de résistance comporte encore bien des faiblesses dont toutes d'ailleurs ne disparaîtront pas par la suite. Plusieurs de ses membres, emportés par un élan généreux, commettent des fautes qui facilitent la tâche de la répression policière. Mais ces activités, sans avoir assez de force pour compromettre sérieusement la position des colonels, font éclater au grand jour le caractère purement fictif de l'unanimité nationale dont les putschistes aiment à se réclamer, spécialement vis-à-vis de l'opinion étrangère. Sur la base de ces activités, décrites avec sans doute un peu trop d'optimisme, Mervyn Jones est en mesure d'écrire « The first report from the resistance » (*New Statesman*, 20 octobre 1967). Désormais les factieux ne seront plus jamais seuls à parler au nom de la Grèce.

La réponse normale des putschistes aux activités antidictatoriales réside dans une accentuation de la terreur. Depuis le 21 avril, les tribunaux militaires n'ont jamais chômé : mais les innombrables et lourdes condamnations qu'ils infligent, souvent pour les motifs les plus futiles, gardent en quelque sorte un caractère local. Il n'en va

pas de même avec les grands procès dont le régime inaugure bientôt la tenue aussi bien pour châtier ses adversaires que pour impressionner et décourager les opposants. Un premier procès d'envergure (déjà évoqué dans le tome I de ce livre, p. 228) est fait au mois d'août à un groupe de personnalités et de militants centristes. Il est suivi au mois d'octobre d'un procès livré à trente-huit personnes que l'on accuse d'avoir organisé des comités de résistance sur les instructions du Parti communiste. Viennent ensuite, au mois de novembre, les deux grands procès du Front patriotique, le premier à Athènes (une trentaine d'accusés), le second à Salonique (une quarantaine). Connus de l'opinion étrangère, ces procès établissent la dureté implacable du régime à l'égard de ses adversaires mais ils font aussi ressortir que la lutte intérieure contre la dictature a véritablement commencé. Et de fait ces procès ne sont que les prémices d'une longue série.

[p. 446] Le procès livré à Athènes à trente-et-un membres du Front patriotique — procès dont M. Théodorakis, arrêté le 21 août dans la banlieue de la capitale sera exclu malgré ses protestations — présente à plusieurs égards une signification exceptionnelle. Le régime avait manifestement décidé de donner à ce procès un grand retentissement, spécialement sur le plan international, aussi bien pour montrer sa solidarité que pour illustrer la « correction » de son appareil judiciaire : d'où la présence, aux côtés de la presse hellénique, de la presse étrangère et de la télévision italienne. Or le spectacle ainsi monté par la Junte n'a pas tourné à son avantage. Capable de censurer étroitement les comptes-rendus publiés dans les journaux grecs (auxquels l'on interdit même de reproduire la photographie des accusés), le régime n'a pu agir de même vis-à-vis des journalistes étrangers et ceux-ci ont pu, notamment sur la base des déclarations faites par les inculpés, relever des points très fâcheux pour l'image des colonels.

Premier élément significatif : alors que la propagande officielle tend à qualifier de « communiste » tout opposant à la dictature, la liste des accusés comporte, à côté de communistes comme Constantin Filinis, des personnalités auxquelles il serait bien difficile d'attribuer ce qualificatif (ainsi Silva Acritas, Jean Leloudas, Georges Loulis, Andromaque Tsoucalas...). Au titre de la procédure appliquée, Me Georges P. Langlois, avocat à la cour de Paris, qui assistait au procès déclare que « la défense a pu jouer son rôle dans une immunité tout au moins apparente » : mais il souligne le caractère étrange d'un procès dont le principal accusé, M. Théodorakis, est absent alors que détenu (le Procureur ayant déclaré que son état de santé ne lui permettait pas de comparaître et s'étant opposé à toute remise). Situation d'autant plus troublante que le ministère public donne connaissance au début du procès de déclarations qui auraient été faites par Théodorakis à la police, lesquelles déclarations n'ont pas été communiquées préalablement aux avocats de la défense et ne peuvent donner lieu à un débat contradictoire en l'absence de leur auteur présumé (d'où l'idée qu'il s'agit là d'une manœuvre dont le but est de déshonorer Théodorakis en le présentant comme le dénonciateur de ses camarades).

Troisième point, le plus dommageable sans doute à la réputation des colonels : la dénonciation par plusieurs des accusés et notamment Fili-[p. 447] nis, en présence de leurs juges, des conditions barbares dans lesquelles ils sont détenus et interrogés.

Avant que le tribunal ne les empêche de continuer, ils ont le temps de décrire les procédés utilisés pour miner leur volonté et leur arracher des aveux. Ainsi commence de prendre forme le reproche fait au régime d'utiliser systématiquement la torture contre ses adversaires — accusation qui, au terme d'un long cheminement, aura pour résultat de placer la Grèce du putsch hors du Conseil de l'Europe (le 12 décembre 1969).

Jusque là les imputations d'emploi de la torture étaient demeurées assez vagues : certains témoignages avaient bien filtré à l'étranger mais plusieurs hésitaient à leur donner foi. Désormais, ces affirmations vont devenir plus précises, plus consistantes, plus solides. Citons à cet égard un important rapport publié par Cedric Thornberry (avocat anglais et *lecturer* à la London School of Economics and Political Science) dans le journal *The Guardian* (numéro du 24 novembre 1967). Au terme d'une enquête aussi minutieuse que les circonstances le permettent, Thornberry, dont le rapport mesuré ne témoigne d'aucun fanatisme à l'encontre de la Junte, cite des faits et souligne que les policiers utilisent les services d'experts (ainsi un électricien ou un médecin) lors de séances de torture. Il met en lumière le rôle de l'inspecteur principal Lambrou qui dirige l'Asphalia (service de sûreté dont le siège se trouve rue Bouloulinas). Ces noms deviendront rapidement familiers à tous ceux qui s'inquiètent du sort fait par la Junte aux opposants.

Or les putschistes et leurs aides civils (en particulier P. Totomis alors ministre en titre de l'Ordre public : mais dans ce ministère le vrai pouvoir appartient au secrétaire général, le colonel J. Ladas) repoussent avec vigueur, parfois avec véhémence, de telles accusations. Ces hommes qui en ont jeté des milliers d'autres dans l'enfer des camps de concentration, se rebiffent dès que l'on s'en prend aux méthodes de leur appareil policier. Totomis va jusqu'à déclarer qu'il serait prêt à recevoir le Comité international de la Croix Rouge rue Bouloulinas et à communiquer son rapport à n'importe quel gouvernement.

Cependant, vu la multiplication des témoignages, ces dénégations ne sont pas jugées suffisantes par de nombreux organes de la presse étrangère, lesquels reprennent à leur compte les accusations de torture lancées de Grèce même. L'image de la Junte à l'extérieur en souffre d'au-[p. 448] tant et, finalement, l'opinion intérieure, malgré la vigilance de la censure, est pleinement avertie de la situation. Mais les tortionnaires continuent leur œuvre qui correspond tellement bien à l'orientation du système.

Les putschistes ont un besoin urgent de concours étrangers sur de nombreux plans (tourisme, investissement et octroi de crédits, aide militaire...) : aussi s'efforcent-ils par divers moyens de redorer un blason déjà considérablement terni. C'est ainsi qu'ils se gardent de traduire effectivement en justice des personnalités de réputation internationale et dont le procès pourrait tourner à son désavantage (en dehors de M « Théodorakis, A. Papandréou et H. Vlachos). Par ailleurs, ils se servent de la révision constitutionnelle en cours pour entretenir l'espoir d'un retour à la démocratie dans un délai relativement rapide. Au début d'octobre 1967, le nouvel ambassadeur à Washington, Christian Xanthopoulos-Palamas, fait état à ce sujet d'un programme

assez précis : le projet de nouvelle constitution serait remis au gouvernement le 15 décembre, celui-ci en parachèverait l'étude avant le 15 juin, puis un referendum serait organisé dans les deux mois et suivi d'élections législatives. Les trois premières étapes que prévoit cette déclaration non diffusée en Grèce seront accomplies approximativement dans le délai prévu mais, aujourd'hui encore (1972), les porte-parole du régime déclarent tenir pour « prématurée » la réalisation d'une consultation électorale. Cependant en octobre 1967 les déclarations relatives au rétablissement de la démocratie font encore illusion dans certains milieux.

Ce refus obstiné de l'épreuve électorale se comprend aisément si l'on considère l'impuissance du régime dictatorial à établir un leadership reposant sur d'autres moyens que la force brute et la violence sous toutes ses formes. Or il n'a pas fallu beaucoup de temps pour que ce trait devienne manifeste. L'on s'est vite rendu compte, en Grèce et à l'étranger, que ce régime capable de détruire les institutions existantes par la force des tanks, de brimer et d'écraser ses adversaires à l'aide des techniques policières les plus lourdes, d'assujettir toute l'information et toute manifestation de pensée non conformiste au carcan de la censure, qu'un tel régime, malgré des flots de discours et de déclarations, n'a aucun projet qui lui soit propre à la seule exception du maintien au pouvoir, le plus longtemps possible, des membres du gang. Sur le plan idéologique, l'indi-[p. 449] gence du nouveau régime est quasi absolue, cette appréciation convenant aussi bien aux putschistes eux-mêmes qu'à leurs auxiliaires civils (ainsi S. Constantopoulos qui passe dès le début pour le théoricien de la Junte et dont toute la pensée politique se ramène, selon des expressions d'A. Gaspard, à l'anticommunisme le plus primaire et au nationalisme le plus étroit). Dans ces conditions, l'on ne saurait être surpris de l'incapacité des putschistes à établir des liens avec la population.

À l'automne 1967, soit cinq à six mois après le putsch, le régime dictatorial a pour caractéristique essentielle le négativisme le plus pur. Les Grecs continuent de s'interroger sur la nature exacte et la signification réelle du régime aux mains duquel ils sont tombés. Mais ils se rendent compte du caractère trompeur des promesses faites par les colonels de s'en aller dès que le pays serait redevenu mûr pour une véritable démocratie. En réalité ces vagues promesses dissimulent, de plus en plus mal, que sous couleur de purification et de réglementation nationale le pays s'enfonce dans la dictature — une dictature aussi terne et banale sur le plan idéologique qu'elle est oppressive et féroce au titre de la répression. Climat de désillusion pour cette partie de l'opinion prête à donner une chance au nouveau régime à condition que le gouvernement par l'armée garde un caractère provisoire, climat d'appréhension et de peur pour toute la classe des travailleurs inquiète de l'avenir et qui risque d'avoir à acquitter les coûts du régime dictatorial.

Plusieurs estiment qu'un tel climat est propice au renversement de la Junte. Pour cela, il convient d'agir rapidement, avant que la dictature n'ait eu le temps d'élargir et de consolider la base encore limitée sur laquelle elle s'appuie. Les simples citoyens, même ceux qui se rassemblent dans des groupes de résistance, n'ont pas le pouvoir de chasser les tanks et de ramener les militaires dans leurs casernes. Mais peut-être le

Roi, demeuré sur le trône malgré le putsch, a-t-il les moyens de réaliser ce grand nettoyage.

D. Manigances royales

[Retour à la table des matières](#)

Durant toute cette période, le Roi garde officiellement le silence et se borne à fournir aux putschistes la couverture constitutionnelle ou pseudo-[p. 450] constitutionnelle attachée à ses fonctions. Cependant de nombreux commentateurs lui prêtent alors l'accomplissement de manœuvres plus ou moins secrètes en vue de remplacer la Junte des colonels par un gouvernement moins obscurantiste et plus efficace. Ces manœuvres, dont le dessin reste d'ailleurs obscur, le monarque est censé les effectuer soit directement, soit par le truchement de son entourage : il s'agit essentiellement de contacts avec des personnalités militaires ou politiques gagnées à sa cause. On dit aussi que le Roi a profité de son séjour à Washington le 9 septembre pour parler de la question avec les autorités américaines et l'on ajoute même que le président Johnson l'aurait incité avec quelque vigueur à témoigner de fermeté vis-à-vis des colonels.

Ces suppositions reposent sur l'idée que ni le Roi ni les Américains n'éprouvent beaucoup de sympathie pour les putschistes : le premier comme les seconds se seraient ralliés au coup d'État pour éviter le déclenchement d'une guerre civile qui aurait brisé l'unité de l'armée et dans l'espoir que le séjour des colonels au pouvoir serait bref. Or ces derniers, tout en proclamant leur volonté de procéder au rétablissement d'un régime démocratique, ne montrent en réalité aucune inclination pour céder la place à d'autres. L'idée gagne rapidement du terrain que, sous prétexte d'assurer la « révolution nationale », les putschistes vont s'incruster au gouvernement, sauf si on parvient à les en chasser d'une manière ou d'une autre. Dès lors, le Roi n'a plus d'autre choix que de travailler avec la bénédiction de Washington au renversement de la dictature et à son remplacement par un système de gouvernement plus acceptable à l'opinion nationale et étrangère ¹.

¹ Un autre son de cloche a été donné par deux commentateurs américains réputés, Rowland Evans Jr. et Robert D. Novak (texte reproduit dans le *Montreal Star*, numéro du 5 janvier 1968). Selon Evans et Novak, les agents de la diplomatie américaine (tant à l'ambassade d'Athènes qu'au *Greek desk* à Washington) avaient peu d'estime pour le Roi, le considérant comme un jeune playboy dominé par sa mère. Cette impression se serait confirmée lors de la visite du Roi, les hauts fonctionnaires américains l'ayant jugé « as a young man slightly on the frivolous side – more interested in the Newport boat races than the political complexities confronting his country ». En revanche, le Roi aurait été fortement encouragé à livrer bataille aux colonels par des membres du Comité sénatorial des affaires étrangères : il en aurait tiré l'impression qu'en cas de crise ouverte avec les colonels, les États-Unis se mettraient de son côté alors que vu le jugement porté en haut lieu sur le monarque, « Washington could hardly be expected to put its crisis money on Constantine ».

Au début du mois d'octobre, ces rumeurs se précisent et plusieurs informations en provenance d'Athènes font état de difficultés ou de tensions entre le Roi et la Junte. Certains commentateurs soulignent que les [p. 451] relations du Palais avec les colonels traversent une phase délicate et vont bientôt connaître des changements décisifs. Mais il est impossible de faire la part du vrai et du faux dans ces rumeurs dont les unes suggèrent que Pipinellis négocie avec l'accord du Roi les conditions du passage à un gouvernement civil quoique d'inspiration autoritaire, alors que d'autres signalent le rassemblement de troupes à Athènes par les putschistes dans le but de consolider leur régime. Finalement les jours passent et les colonels restent au pouvoir.

Vu la faible probabilité d'un départ à l'amiable des colonels, plusieurs estiment que la seule solution réside dans l'accomplissement d'un contre-coup d'État dont la réalisation serait assurée par les généraux restés fidèles au Roi. Et si l'on en croit les renseignements venus de différentes sources, c'est à la mise au point d'une telle opération que travaillerait Constantin. Le journal communiste italien *l'Unità* se fait l'écho dans son numéro du 15 août 1967 de bruits relatifs à l'élaboration d'un tel projet dont l'exécution interviendrait en octobre ou en novembre (l'objectif visé étant la constitution d'un gouvernement de transition qui tiendrait les forces progressistes à l'écart de la politique).

Cependant si cette perspective fait l'objet de discussions ouvertes dans les colonnes de divers journaux étrangers, les commentateurs sont loin d'apprécier de manière uniforme une telle éventualité. Certains estiment que le Roi, tout en ayant de forts appuis militaires, manque de moyens indispensables au succès de l'opération : relativement isolé, étroitement surveillé par la Junte, il n'a pas autour de lui l'état major nécessaire à la préparation minutieuse et à l'exécution cohérente d'un contre coup. Cette faiblesse intrinsèque de la position royale conduit divers commentateurs à prédire que le Souverain ne s'engagera pas dans une opération dont l'échec risquerait de lui coûter son trône. Mais d'autres pensent que le Roi va être contraint d'agir, et d'agir vite, s'il entend ne pas être dépouillé des derniers vestiges de son autorité. Toute prolongation de la dictature sous la forme adaptée par les putschistes ne peut qu'affaiblir sans cesse davantage la situation royale.

Si le Roi se décide à agir bénéficiera-t-il de l'appui américain ? Les commentateurs les plus sérieux estiment que Washington ne dépassera pas le stade de l'appui moral. Réserve faite peut-être du cas, d'ailleurs fort improbable, où le contre-coup royal déboucherait sur une guerre ci-[p. 452] vile de quelque durée, les États-Unis n'aideront pas militairement le soulèvement royal et la 6^{ème} flotte ne jettera pas l'ancre au Pirée pour intimider les putschistes. Les Américains, du moins les autorités civiles de Washington, préféreraient sans doute avoir affaire à un gouvernement de généraux qu'à une junte de colonels. Mais, après tout, les seconds donnent suffisamment de preuves de bonne volonté atlantique pour que la perspective de leur remplacement par les premiers vaille que les États-Unis se compromettent ouvertement dans une éventuelle opération royale. Ce raisonnement se révélera parfaitement fondé le 13 décembre et il gardera toute sa valeur pour expliquer la conduite de Washington vis-à-vis de la dictature.

L'attitude fort peu reluisante de la Junte dans la crise chypriote de novembre va encore accentuer les bruits relatifs à une intervention royale. En date du 30 novembre, un journal libéral de Stockholm *Expressen* annonce en première page la préparation d'un contre-coup par le Roi en soulignant que celui-ci a repris le contrôle de l'armée à la faveur de la crise gréco-turque (nous citons ce point d'après le journal *Le Monde*, numéro du 2 décembre 1967). Les spéculations se font de plus en plus précises. Le Roi, mentionne-t-on, utilisera pour son opération les troupes stationnées dans le Nord de la Grèce et dont les commandants supérieurs passent pour lui être entièrement dévoués. Certains désignent même le Premier ministre que le Roi choisira pour liquider la Junte (on avance, par exemple, les noms de P. Garoufalias ou de G. Mavros).

Ces rumeurs, dont plusieurs seront confirmées le 13 décembre, résulteraient-elles d'une analyse finalement assez exacte de la situation ou venaient-elles tout simplement des confidences directes ou indirectes, d'un conspirateur trop sûr de lui pour témoigner de la discrétion et de la prudence indispensable ? Vu le tempérament de Constantin, la seconde branche de l'alternative paraît plus vraisemblable que la première. De toute manière, il était exclu que la Junte ignore de telles spéculations : selon R. Eder (*New York Times*, n° du 8 décembre 1967), elle aurait même dépêché auprès du Roi au moins un émissaire pour le prier de ne pas causer de troubles. À la veille du coup, malgré la fréquence des rumeurs en circulation, plusieurs sources parmi les milieux d'Athènes les mieux informés doutaient que Constantin, mis au pied du mur, se livre effectivement à un contre coup, étant donné que le rapport des forces [p. 453] avec les colonels lui était franchement défavorable. La diffusion raisonnée ou irréfléchie par le Palais de bruits relatifs à une telle intervention n'aurait été ainsi qu'une sorte de « guerre des nerfs », une manœuvre de bluff dans une partie délicate ayant pour enjeu le maintien de l'influence du Roi sur la politique nationale.

Ceux qui accordait plus de chances de succès à une opération de ce type portaient du fait que le Roi disposait encore d'appuis très fidèles au sein des généraux commandant les meilleures troupes du pays. Et ces commentateurs faisaient état de trois séries de mobiles susceptibles, à leur avis, de pousser le corps des officiers dans sa majorité à se révolter contre la Junte : sentiment d'amertume et d'humiliation chez beaucoup de militaires professionnels à la suite de la déroute grecque dans l'affaire chypriote ; existence d'un profond malaise dans l'armée en raison des mesures d'épuration, celles déjà adoptées et celles prévisibles ; crainte d'une vaste désorganisation des forces armées et d'une diminution considérable de leur valeur combative en conséquences des multiples interventions des putschistes dans la machine militaire. Ces facteurs, estimait-on, ne pourraient que faciliter le ralliement au Roi d'une grande partie des forces militaires, une partie suffisamment grande pour que la balance penche en sa faveur.

Cette argumentation avait des aspects plausibles sous réserve toutefois de ne pas oublier que dans les armées modernes les officiers sont simplement des bureaucrates militaires plus sensibles au déroulement de leur carrière qu'à l'acquisition et à la défense de la gloire nationale : à ce titre, les menaces suscitées par l'épuration comptaient sans doute bien davantage que l'acceptation assez peu reluisante des

revendications turques. Mais cette présentation présentait en plus un grave défaut : celui d'oublier que les nouveaux maîtres de la Grèce avaient déjà eu plusieurs mois pour réaliser à l'intérieur de l'armée des changements de grade et d'affectations susceptibles de bloquer un contre-coup éventuel.

Certes les putschistes n'étaient en aucun cas des militaires éclatants ou illustres, que ce soit dans le domaine du combat ou dans celui des conceptions stratégiques. Mais c'étaient des hommes connaissant parfaitement bien, d'une manière ou d'une autre (notamment par une activité antérieure dans les services de renseignements), les techniques de la [p. 454] conspiration, l'importance du noyautage et de l'infiltration, l'utilité essentielle du camouflage — le tout pour connaître le plus tôt possible les projets de l'adversaire et, le cas échéant, pour tenter de les neutraliser. Ayant négligé ou sous-estimé ce facteur, à savoir la capacité de la Junte d'installer ses hommes aux divers niveaux de l'établissement militaire, le Roi Constantin, amateur en toutes choses et tellement sûr de lui, allait se heurter quasi instantanément à des obstacles infranchissables : un projet fondé sur des rêveries inconsistantes — impliquant sans doute la perspective d'un appui ouvert de Washington — ne pouvait que se briser contre les défenses d'un gang auquel l'on avait laissé tout le temps nécessaire pour se retrancher.

II. Déroulement de l'opération

[Retour à la table des matières](#)

L'opération royale du 13 décembre 1967 ne saurait encore donner lieu à une analyse approfondie : qu'il s'agisse des démarches du monarque et, plus encore, de la riposte de la Junte, notre connaissance des données élémentaires de l'affrontement demeure fort incomplète et, sur bien des points, très incertaine. Dans l'incapacité de présenter un récit historique détaillé, nous nous bornerons à dégager, le cas échéant sous forme interrogative, les traits permettant de comprendre l'échec immédiat et total du contre-coup ¹.

¹ À notre connaissance, le contre-coup royal n'a pas encore fait l'objet d'une étude systématique. Dans la documentation disponible, deux pièces méritent une mention particulière : le texte de la conférence de presse tenue par le colonel Papadopoulos le 14 décembre (nous utilisons ici la version présentée par le *New York Times* numéro du 15 décembre 1967) ; l'interview accordée par Constantin à C.L. Sulzberger pour le même journal numéro du 14 janvier 1968. Le Roi a également donné quelques indications sur sa « campagne » au magazine *Life*, numéro du 5 janvier 1968, pp. 53-54.

[p. 455]

A. Mobiles du Souverain

[Retour à la table des matières](#)

On a fait état de plusieurs facteurs pour expliquer le déclenchement de la tentative royale. Constantin lui-même a donné ses raisons mais en termes vagues tant dans sa proclamation du 13 décembre que dans des déclarations ultérieures. L'idée générale de ces explications est que l'évolution de la dictature imposait au Roi de ne plus s'en tenir à la carte de l'attentisme, que toute prolongation du *statu quo* aurait abouti inéluctablement à une dégradation irréversible de sa position. En somme, le Roi devait chasser les colonels pour avoir des chances de retrouver ses prérogatives d'inspirateur, de contrôleur et d'arbitre suprême de la politique grecque. Ces suppositions que ne démentent pas les affirmations du monarque sont plausibles. On peut toutefois se demander si Constantin aurait risqué l'aventure sans les difficultés de tous ordres rencontrées par la Junte à l'automne 1967. Dans cette perspective, le Roi semble bien avoir été mu par une surestimation de ses propres forces et, spécialement, de son influence sur l'armée.

L'un des facteurs les plus souvent mentionnés a été la mise à la retraite imminente de nombreux officiers supérieurs qui passaient pour entièrement loyaux et dévoués à la cause royale. Certes Constantin avait déjà couvert de sa signature plusieurs mesures d'épuration des forces armées mais il ne pouvait se prêter aux renvois projetés sans se priver de ses meilleurs appuis. Le Roi s'est effectivement réclamé de ce facteur dans sa proclamation du 13 décembre mais en évoquant le souci de restaurer la discipline militaire et de sauvegarder la compétence du haut commandement (Texte de la proclamation : « Le commandement des forces armées se trouve aux mains de chefs éprouvés. Ils ne peuvent être remplacés par des chefs improvisés, si dynamiques qu'ils puissent être, parce que cela abolit la discipline et ouvre une voie dangereuse à des ambitions personnelles et aux intérêts individuels »). Interrogé ensuite sur ce point par Sulzberger, le Roi a admis qu'il s'était bien agi là de l'une de ses principales motivations. Mais il a de lui-même complété l'argument en soulignant que la crise chypriote avait entraîné une concentration de la plupart des troupes grecques à la frontière turque — concentration susceptible de faciliter aux généraux royalistes la prise de Salonique qui était le pivot du contre-coup.

[p. 456] Autre facteur de la décision royale selon certains avis : l'imminence du dépôt d'un projet de révision constitutionnelle par la Commission instituée à cet effet le 31 mai. Aux environs du 20 octobre, un texte émanant de la sous-commission chargée de préparer ce projet avait circulé sous le manteau à Athènes : or l'un des traits spécifique de ce texte consistait en une diminution notable des pouvoirs royaux. Diverses personnalités auraient fait savoir au monarque que la publication de ce projet constitutionnel, centré sur un élargissement des compétences et une augmentation des pouvoirs du gouvernement mettrait un terme à toutes les tentatives

de retour à la légalité par des moyens politiques. Et le Roi, très sensible au maintien de ses prérogatives (y compris de celles contraires à la Constitution de 1952), aurait précipité l'assaut direct contre les colonels de manière à couper court à la publication de ce projet.

Le Souverain a bien fait allusion à ce facteur dans sa proclamation du 13 décembre mais en omettant toute référence à ses pouvoirs propres : c'est ainsi qu'il reproche à la nouvelle constitution de ne pas indiquer avec précision le délai d'entrée en vigueur (question laissée « dans le vague le plus complet ») et qu'il souligne la nécessité d'accélérer le travail « avec comme objectif exclusif l'intérêt de la nation ». On peut également rattacher à ce motif une phrase de l'article de *Life* par laquelle le Roi explique la raison l'ayant forcé d'agir :

“The government was moving to increase its power even more in the army and civil administration and this would have both rendered me ineffective and obscured from the people my aims and hopes for a rebuilt Greece.”

Que cette phrase ait fait allusion à des perspectives de renforcement constitutionnel de la dictature ou qu'elle ait simplement visé les efforts quotidiens des putschistes pour consolider leur emprise sur le pays (notamment par l'épuration des forces armées), le point n'est pas absolument clair. Cependant un fait paraît raisonnablement établi : il n'entrait pas dans les intentions de la Commission de proposer à la Junte une restriction des prérogatives royales. En réalité on saura très vite, avant même sa publication officielle, que le texte remis aux colonels le 23 décembre 1967 — texte d'ailleurs d'inspiration parfaitement antidémocratique — ne diminuait nullement les prérogatives que s'attribuait le Souverain avant le putsch. Manifestement le souvenir de la crise constitutionnelle de juillet 1965 avait pesé sur les délibérations des membres de la Commission : il semble que ceux-ci se comportant en véritables légistes, aient voulu à la fois donner une sorte de légitimation rétroactive au coup de force royal du 15 juillet et assurer pour l'avenir une base constitutionnelle à de telles interventions. Dans ces conditions, les objectifs attribués à la Commission au titre des pouvoirs du Roi quelques semaines avant le dépôt du projet représentaient sans doute de simples rumeurs dont il n'existe malheureusement aucun moyen d'identifier la source.

Enfin, selon une troisième explication plus large et qui, pratiquement, englobe la précédente, Constantin se serait résigné à l'affrontement parce qu'il aurait perdu l'espoir de transformer le comportement des putschistes en ayant recours à la persuasion et qu'il aurait cessé d'avoir confiance dans leurs promesses de rétablir la démocratie à l'issue d'une phase de transition. Le Roi aurait pris le risque d'un contre-coup par suite du refus obstiné des colonels de fixer un quelconque calendrier pour le retour à la légalité et la tenue d'élections générales, d'où le risque d'une prolongation indéfinie de la dictature. Dans sa proclamation du 13 décembre, Constantin a placé la volonté de parer à ce danger en tête des facteurs de sa décision : « En dépit d'un ordre et d'une sécurité apparent dans le pays, un effort était entrepris pour stabiliser les rebelles au pouvoir, cet effort devant mener à l'établissement d'un régime totalitaire ».

Cette interprétation accorde au Souverain des mobiles plus généreux que les deux précédentes et il est naturel que Constantin ait fait état de telles préoccupations pour présenter le contre-coup au peuple grec. En somme, le roi aurait agi avant tout pour sauvegarder le destin de la démocratie en Grèce. Cette affirmation appelle de très sérieuses réserves dont la première est, comme nous le verrons bientôt, qu'elle cadre, mal avec le style même de l'opération. Au surplus, sans même qu'il y ait lieu d'évoquer de nouveau les coups portés à la démocratie par Constantin depuis son accession au trône, l'intéressé lui-même a considérablement diminué la vraisemblance d'un mobile de cet ordre par les déclarations faites à Sulzberger au sujet de ses rapports avec la Junte. [p. 458] Après avoir indiqué qu'il s'était efforcé pendant six mois de persuader le gouvernement de rétablir la discipline dans l'armée et de ne pas autoriser les comités, s'il y en avait « to govern the Government », Constantin poursuivait :

“I do not dispute that many of the aims of this revolutionary Government were justified, but their methods were wrong. My relations with the Government were strained but correct. There was close cooperation on matters of national importance, and my personal relations with individual ministers were on the whole quite smooth. / But there was always one big question – the restoration of civil liberties.”

Cette modération correspondait peut-être au souci d'un roi en exil de ne pas heurter de front les hommes détenant les clefs de son retour sur le trône. Toutefois l'approbation ainsi donnée par le Souverain aux objectifs des putschistes n'était pas, de sa part, une simple habileté tactique. Sur de nombreux points (par exemple la liquidation ou la neutralité systématique de toutes les forces d'inspiration progressiste), l'identité des vues exprimées en plusieurs occasions par le Roi avec celles proposées par les colonels était si complète que l'on pouvait y voir le fondement d'une authentique complicité. En termes de cohérence politique, l'on peut se demander comment il était possible au Souverain de concilier la justification des objectifs des putschistes avec le souci de restaurer les libertés civiles. Un journaliste, moins complaisant que C.L. Sulzberger à l'égard de la monarchie grecque, n'aurait pas manqué de relever la contradiction.

Au total, il ne paraît pas possible d'attribuer à l'action royale un autre mobile que celui de la lutte pour le pouvoir suprême — un combat dans lequel l'invocation des valeurs démocratiques n'a d'autre fondement que de camoufler, de manière d'ailleurs très imparfaite, la poursuite d'ambitions personnelles. Au mois de décembre 1967, la Junte, spécialement en raison de la déroute chypriote, semblait traverser son pire moment depuis l'instauration de la dictature. Il était donc naturel que le Roi saisisse l'occasion qu'il croyait offerte d'effacer l'humiliation subie au mois d'avril et de retrouver sa pleine liberté de manœuvre. Un succès lui [p. 459] aurait valu un grand prestige dans le pays comme à l'étranger : le trône en aurait certainement été consolidé pour une période appréciable. Il reste à savoir si Constantin s'est engagé dans l'aventure de son propre et seul mouvement ou si d'autres forces ne lui ont pas suggéré ou conseillé de tenter l'opération.

En plus des conciliabules directs ou par personnes interposées avec les chefs acquis au dessein royal, nous savons que durant les semaines ayant précédé le contre-coup le Souverain a eu des contacts avec diverses personnalités du monde conservateur auxquelles les colonels laissaient une certaine liberté de mouvement (caractère limité et généralement provisoire des mesures prises à l'encontre des représentants de ce secteur du monde partisan). L'établissement de ces contacts n'était d'ailleurs pas dissimulé. Et, sur la base des indiscretions commises par les intéressés eux-mêmes, l'on peut admettre que ces personnalités n'ont pas manqué d'encourager le monarque à sortir de l'attentisme et à engager une action pour écarter les putschistes des leviers de commande avant qu'ils n'aient eu le temps de s'y installer définitivement. À l'époque, ces derniers ne font pas mystère du grand mépris qu'ils professent à l'égard de la vieille classe politique et les innombrables diatribes qu'ils prononcent contre les politiciens n'épargnent nullement ceux de la Droite. Les hommes du putsch affirment volontiers qu'après avoir accompli leur mission ils ne toléreront pas le retour dans la politique des anciens partis (y compris l'ERE) : on prête à la Commission de la constitution le dessein de recommander une réglementation sévère des partis politiques et, sur ce point précis, les rumeurs qui circulent ne sont pas dépourvues de fondement. Si les colonels demeurent longtemps au gouvernement du pays, les politiciens du monde conservateur risquent bien d'en être définitivement écartés. La reprise en mains par le Souverain de la direction de la vie politique est la seule chance pour ces hommes, ulcérés d'être mis à l'écart par le régime quoique sans subir de persécution systématique, de retourner au pouvoir.

Le cas de l'ex-premier ministre Caramanlis est à cet égard fort significatif. On estime en général que celui-ci, en dépit de son désaccord ancien avec la famille royale, s'est préoccupé d'obtenir l'accord du monarque avant de rendre publiques ses déclarations contre la Junte (29 novembre 1967), lesquelles représentent effectivement un épisode impor-[p. 460] tant de la « guerre des nerfs ». Par la suite, Caramanlis a affirmé qu'il n'avait pas été prévenu à l'avance de l'opération royale du 13 décembre. Mais dès le 14 au matin il prendra lui-même l'initiative de téléphoner à Constantin réfugié à Rome.

En dehors sans doute de l'intervention de Caramanlis, cette agitation autour du Roi de politiciens conservateurs (les autres ayant été soit neutralisés soit incarcérés ou déportés) pouvait bien irriter quelque peu les colonels mais elle n'était guère susceptible de les inquiéter ou de les affecter sérieusement. Des conspirateurs du calibre des putschistes ne pouvaient se laisser impressionner, malgré les déboires subis et la dégradation de la conjoncture, par les manœuvres transparentes d'une poignée de politiciens qui, par leur aveuglement et l'inconséquence de leur comportement, avaient largement contribué à faire le lit de la dictature. D'une toute autre importance pour la Junte était la position du gouvernement américain. Or, si l'on s'en tient aux déclarations officielles, celui-ci se prononçait alors en faveur du rétablissement d'une certaine normalité. Recevant les lettres de créance du nouvel ambassadeur grec à Washington, C. Xanthopoulos-Palamas, le Président Johnson établissait un lien entre la continuation de l'aide militaire et le « retour rapide à un régime constitutionnel » (d'après *Le Monde*, numéro du 27 septembre 1967). Cet

avertissement public suivait de peu la visite du Roi dans la capitale américaine (9 septembre 1967) — visite durant laquelle les interlocuteurs du monarque, certains d'entre eux au moins, lui auraient conseillé d'entreprendre une action en termes nettement plus pressants et énergiques.

Il ne faudrait pas s'abuser sur le sens profond d'un tel avertissement dont l'objet apparent est d'obtenir le rétablissement en Grèce du régime politique antérieur au putsch ou d'un quelconque régime moins ouvertement répressif que celui des colonels. Le principal mobile de cette attitude est qu'il n'y a pas de danger communiste sérieux dans le pays et donc que le maintien indéfini d'une dictature intégrale compromet inutilement la politique américaine. La démarche s'en prend à une certaine façon de défendre l'ordre établi, non aux principes de base de cet ordre, pourtant si peu conforme aux valeurs et idéaux de la démocratie. Quand Washington parle de démocratie en Grèce, il s'agit naturellement d'un régime qui garantisse la fidélité absolue du pays aux obligations atlantiques [p. 461] et qui assure la protection inconditionnelle du capital monopoliste américain : en se prononçant pour le retour à un régime constitutionnel le Président Johnson signifiait simplement qu'il ne tenait pas les colonels pour indispensables à l'accomplissement de telles tâches. Au surplus, il n'est nullement acquis que ce jugement ait été partagé par tous les services américains intéressés (notamment par les représentants en Europe du Pentagone et de la CIA) : on ne saurait être étonné d'apprendre que des hommes de ces services s'appliquaient à fortifier la position des putschistes au moment précis où le Président des États-Unis témoignait à ce propos de dispositions opportunistes conseillant à son interlocuteur royal de s'en défaire. On verra en tout cas que par la suite l'appui de ces milieux n'a jamais fait défaut aux colonels (soutien ostensible dans le cas des militaires de l'OTAN).

Cet encouragement est-il allé jusqu'à une participation des agents américains et, plus particulièrement, des services de l'ambassade à l'élaboration du contre-coup ? Sitôt après la mise en route de l'opération, le Département d'État a pris soin de nier toute implication de la diplomatie américaine dans la tentative royale : selon des déclarations faites à Washington le 13 décembre par des fonctionnaires autorisés, les États-Unis ne disposaient d'aucune indication quant au déclenchement d'une telle manœuvre (preuve de cette affirmation : la veille même du coup les autorités américaines avaient retiré l'avis donné aux touristes trois semaines auparavant de ne pas séjourner en Grèce par suite du danger de conflagration gréco-turque).

Des accusations formelles de complicité ont été portées contre l'ambassadeur Talbot par le journal *Estia* en réponse, semble-t-il, à la publication par le *New York Times* de l'interview accordée par le Roi à Sulzberger. L'attaque du journal grec révèle que le Roi s'est entretenu avec l'ambassadeur américain à son palais de Tatoï au début de la matinée du 13. Le point a été admis par les Américains eux-mêmes : effectivement, selon des sources qualifiées, le Roi a convoqué ce jour là l'ambassadeur à 9 heures du matin pour l'informer de son intention d'entreprendre un contre-coup mais sans entrer dans les détails (d'après le *New York Times*, numéro du 19 janvier 1968). Les mêmes sources ont reconnu qu'au cours de la soirée du 12 le Roi avait dîné avec l'ambassadeur dans une maison privée. Les projets du Sou-[p.

462] verain étant à l'époque le secret de polichinelle, on peut certes douter qu'il ait attendu les tout derniers moments pour en parler avec l'ambassadeur. De toute manière, les contacts entre les membres du clan royal et ceux du clan américain étaient bien trop nombreux pour que l'ambassadeur Talbot n'ait pas été en mesure de suivre les préparatifs de l'opération et, sans doute aussi, d'influer quelque peu sur leur déroulement. Reste il est vrai la possibilité que jusqu'à l'ultime minute l'ambassadeur se soit demandé, comme bien d'autres, si le Souverain prendrait finalement le risque de franchir le Rubicon ¹.

En tout cas, il semble acquis que les forces américaines n'ont pris aucune part à l'exécution matérielle du contre-coup. À vrai dire la séquence des événements a été beaucoup trop brève pour que l'hypothèse d'une telle participation puisse même être soulevée. Si l'affaire avait dégénéré en une guerre civile de quelques semaines, voire de quelques jours les Américains auraient dû affronter un sérieux dilemme mais la soudaineté et le caractère irrémédiable de la défaite royale leur ont évité d'avoir à choisir entre les deux camps.

B. Exécution du contre-coup

[Retour à la table des matières](#)

En effet, le trait le plus frappant de la tentative royale a été son extrême brièveté. Le Souverain quitte son palais de Tatoï le 13 décembre à 10h30 du matin et les avions qui le transportent à Rome avec sa suite décollent de Cavalla dans la nuit du 13 au 14 à 3 heures et quart. L'affaire a donc duré moins de 17 heures. Or au moment où il s'enfuit vers l'exil le Roi a effectivement perdu la partie depuis déjà longtemps. Élément significatif du rapport des forces : les colonels n'attendent même pas que le Roi ait quitté la Grèce pour installer un régent à sa place (la cérémonie de prestation du serment retransmise par radio avec Constantin à l'écoute intervient dans la soirée du 13 vers 21 heures). Un échec aussi soudain conduit à se demander si les colonels ne [p. 463] connaissaient pas à l'avance les détails du complot, ce qui expliquerait l'aisance avec laquelle ils ont pu y mettre fin dans le plus bref délai possible.

a) la Junte et le complot royal. Selon le colonel Papadopoulos dans sa conférence de presse du 14 décembre, il s'est agi d'une situation « incroyable ». La veille même de l'opération, le Roi avait accordé une longue audience au colonel Macarezos et les deux hommes s'étaient entretenus dans un esprit plus qu'amical. Atteint par téléphone à Bruxelles Pipinellis lui-même, homme du Roi par excellence, a déclaré à

¹ Evans et Novak, *op. cit.*, admettent sans discussion que les autorités américaines ont été prévenues à l'avance (*advanced notice*) des projets royaux. Mais elles se sont bornées à laisser faire. Rien n'a été tenté pour dissuader le Roi d'intervenir mais d'un autre côté Washington s'est gardé d'intervenir en coulisse pour apporter l'appui américain à cette tentative.

Papadopoulos qu'il n'aurait pu imaginer quelque chose comme cela. Donc, à en croire le leader des putschistes, la surprise a été totale.

Toujours d'après Papadopoulos, le gouvernement a été informé de l'événement par la remise d'une lettre du Souverain au général Anghelis alors chef -d'état-major de l'armée de terre (on saura ensuite que le messenger était le général Manetas, inspecteur général de l'armée). Cette lettre signifiait à Anghelis que le Roi avait décidé d'assumer en personne le gouvernement du pays, de prendre personnellement la direction des forces armées et de requérir certains changements dans le commandement de celles-ci. Le gouvernement va alors tenter de prendre contact mais sans y parvenir tant avec le Souverain qu'avec le Premier ministre. Plus tard, en raison de certains incidents dans les communications avec la 28^e force aérienne tactique à Larissa le gouvernement juge possible et probable la présence du Roi dans cette région. Dans le courant de l'après-midi l'interruption des contacts avec la garnison de Cavalla amène le gouvernement à soupçonner que le Roi a fait mouvement vers cette ville. Entre temps le gouvernement ayant établi la liaison avec les forces armées en reçoit des assurances de fidélité. Tard dans l'après-midi il reçoit aussi de Komotimi des rapports aux termes desquels le commandant du 3^e corps d'armée et son chef d'état-major ainsi que le commandant de la division blindée ont tenté de refuser d'obéir au gouvernement légal et ont été mis en état d'isolement par des officiers de leur propre état-major. Le gouvernement peut alors rétablir des communications normales avec les forces de Larissa et de Cavalla, lesquelles l'assurent de leur fidélité. Enfin, il apprend que vers trois heures et quart du matin du 14 dé-[p. 464] cembre deux avions se sont envolés de Cavalla « pour une destination inconnue ».

Cette version extrêmement succincte des faits représente à notre connaissance tout ce que la Junte a jugé bon de faire connaître officiellement de l'opération. Peut-on la considérer comme vraisemblable ? L'éventualité d'un contre-coup royal étant discuté ouvertement depuis des semaines dans la presse étrangère et constituant le thème de prédilection des milieux dits bien informés d'Athènes, l'idée que la Junte aurait pu tout ignorer de cette perspective est simplement loufoque. Toutefois, s'il est vrai que celle-ci avait dépêché auprès de Constantin un ou plusieurs émissaires pour le prier de se tenir tranquille, la surprise aurait pu venir de ce qu'en définitive il ait passé outre à ces avertissements. Il y a cependant une autre hypothèse : la Junte aurait tout connu de ce qui se tramait et, en particulier, des chefs militaires décidés à soutenir le Roi. Il est à peine besoin de rappeler ici l'existence de la KYP laquelle plonge ses antennes dans tous les milieux de l'armée. Prévenus à l'avance de la conspiration par les soins du colonel Roufogalis, chef adjoint de la KYP, les colonels, pratiquement sûrs de leur emprise sur l'armée malgré la déroute chypriote (il convient à notre époque de ne pas trop miser sur le sentiment national de la bureaucratie militaire), auraient laissé Constantin aller jusqu'au bout de son dessein dans le but de lui donner une bonne leçon et finalement de consolider leur pouvoir.

Ainsi, d'après cette version des faits, la Junte se serait en réalité attendue à une opération dont elle aurait connu le déroulement éventuel jusque dans les détails (le seul point incertain étant de savoir si, au dernier moment, le Roi ne reculerait pas devant les dangers de la tentative pour le trône). Selon un journaliste américain,

Jonathan Randal (*New York Times*, numéro du 15 décembre 1967), Papadopoulos aurait eu durant le dernier week-end une conversation de quatre heures à Salonique avec le général Patilis, alors ministre de la Grèce du Nord et qui, en ce moment précis, était soigné dans un hôpital. Et le premier aurait pleinement informé le second de ce qui se tramait.

L'efficacité de la riposte de la Junte par contraste avec le lamentable fiasco du Souverain donne certes du poids à l'hypothèse voulant que la Junte, grâce notamment aux services de la KYP, ait connu assez [p. 465] exactement non seulement les intentions du Roi mais encore les lignes essentielles de son plan. Ce n'est pas toutefois une preuve absolue. La réussite de mesures défensives ne signifie pas nécessairement que les intéressés aient été en mesure de prévoir à l'avance les conditions et modalités de l'attaque. Cependant vu les aptitudes respectives des acteurs en présence et les ressources à leur disposition, nous pensons que dans la matinée du 13 décembre les colonels en savaient beaucoup plus sur l'affaire et ont pu surveiller les démarches subséquentes de Constantin de manière bien plus étroite que Papadopoulos ne l'a admis dans sa conférence de presse.

b) la campagne royale. D'après le récit du Roi, elle débute le 13 au matin à 10h30 (le choix de ce jour a-t-il été fait parce que le monarque tenait le 13 pour son chiffre porte-bonheur ?) par l'envol de deux avions du terrain de Tatoï. Le premier à partir est le Grumman du Roi qui emporte à destination de Cavalla le Souverain, sa famille ainsi que diverses personnalités (le Premier ministre Collias, Léonidas Papagos, maréchal de la Cour et le général C. Dovas, chef de la maison militaire du Roi). Part ensuite à destination de Larissa un C-47 de l'armée dans lequel a pris place le général G. Andonakos, chef d'état-major des forces aériennes grecques : celui-ci est chargé par le Roi de diriger sa campagne à Larissa (où se trouve concentré l'essentiel de l'aviation hellénique). Andonakos emporte avec lui une copie de l'allocution enregistrée par le Roi à l'intention du peuple grec. Le Grumman royal atterrit à Cavalla environ une heure après son départ de Tatoï.

Le Roi n'a pas caché que l'objectif premier de sa campagne était la prise de Salonique dans le plus bref délai possible. De là il aurait pu s'adresser par radio à la nation entière, inviter les ambassadeurs étrangers à le rejoindre en tant que chef de l'État et rallier à sa cause les généraux encore hésitants. En fait le succès de cette partie du plan aurait eu des conséquences très graves pour les putschistes que le Roi aurait pu sommer de se soumettre ou d'affronter les aléas d'une véritable guerre civile avec des moyens militaires considérablement réduits. Selon les déclarations faites à Sulzberger par Constantin, on [p. 466] l'avait assuré que la ville passerait sous son contrôle à 11 heures du matin le jour même où il déciderait de frapper.

Sur le papier l'opération semblait comporter de bonnes chances de succès dans la mesure où le Roi pouvait compter sur le 3^e corps d'armée sous le commandement du général George Péridis, ainsi que de son chef d'état major le brigadier Oreste Vidalis. Le 3^e corps concentré à la frontière gréco-turque du fait du conflit avec la Turquie rassemblait les meilleures troupes de la Grèce (cinq divisions dont l'unique division

blindée grecque aux ordres du brigadier André Erselman). Ce dernier (dont on persiste souvent à orthographier le nom comme Hoerschelmann en raison de l'ascendance germanique de sa famille) était, sans contredit, l'un des généraux les plus prestigieux de l'armée grecque : passionnément dévoué à la maison royale, c'est lui qui aurait convaincu Péridis et Vidalis de prendre part au contre coup. Autre appui du Roi : le général N. Zalochoris qui commandait la division Orestie à la frontière turque (membre du tribunal de l'Aspida, cet officier avait été le seul à voter pour l'acquittement des inculpés : selon *The Greek Observer*, n° 1, Mars 1969, p. 6). Une telle force paraissait susceptible d'enfoncer tous les obstacles placés sur son chemin par la Junte. Le Roi semblait compter aussi sur le général Constantin Collias (homonyme du Premier ministre) lequel commandait alors la 1^{ère} Armée dont le siège était à Larissa. Enfin, il était certain d'obtenir dès le début l'appui de l'aviation et de la marine qui n'avaient pas participé au putsch d'avril et dont le haut commandement avait déjà subi des purges sévères.

Débarquant d'avion à Cavalla — sans avoir atterri au préalable à Larissa comme l'a indiqué le colonel Papadopoulos dans sa conférence de presse — le Roi, après avoir accompagné sa famille à l'hôtel Astir, se rend à l'état-major de la 11^e division du 3^e corps d'armée (division que commande le général E. Kehayas, l'un des hommes de confiance du général Péridis). De là, selon l'article de *Life*, il téléphone aux commandants de toutes les unités stationnées en Grèce du Nord en leur ordonnant de soutenir sa campagne, donne l'ordre à la marine grecque de se diriger vers le Nord et place l'aviation en état d'alerte par le truchement du général Andonakos. D'après les affirmations du Roi, chacun de ses interlocuteurs lui promet son appui : en même temps [p. 467] on lui indique que les troupes de Péridis font mouvement vers Salonique. Un peu après 15 heures, le Roi se rend en hélicoptère auprès du général Péridis à Komotini où a été déplacé l'état major du 3^e corps dans l'éventualité d'un affrontement militaire avec la Turquie. Le général l'assure que tout va bien (sans soupçonner, observe un peu amèrement le Roi dans l'article de *Life* qu'à ce moment le général Erselman avait été isolé et peut-être arrêté). Si le point est exact, le Roi n'aura pas été le seul à surestimer ses propres forces face au dispositif d'autoprotection de la Junte.

Le Souverain revient ensuite à Cavalla aux environs de 18 heures (il n'y a dans son récit aucune indication d'un vol en hélicoptère vers Salonique où il aurait été empêché de débarquer par les forces loyales aux putschistes). Selon toutes les informations actuellement disponibles, le contre coup s'acheminait déjà inexorablement vers la débâcle mais il n'est pas certain que l'intéressé s'en rendait compte. Le Roi, après avoir passé quelques instants avec sa famille, se rend de nouveau au quartier général de la 11^e division où de 21 heures à 2 heures du matin les mauvaises nouvelles pour l'issue de sa campagne ne cessent d'arriver (investiture d'un régent par les soins du très ingrat archevêque d'Athènes, arrestation d'Erselman et neutralisation de la 20^e division blindée...). Vers 1 heure et demie, Péridis indique par téléphone l'imminence de son arrestation (encercllement de son quartier général par des unités de la division blindée sous les ordres d'officiers « révolutionnaires »). C'est

alors que le Roi décida de mettre fin à sa campagne et les raisons qu'il donne de cette décision dans l'article de *Life* méritent d'être citées ici :

“At about 2:15 on the morning of December 14, I realized that to persist would have meant total civil strife and the destruction of the Greek armed forces between themselves. I still had the air force, the navy and some of the army units loyal to me and could have made a fight of it. This was not my goal. I wanted to build my country, not destroy it”.

Sans accabler inutilement un vaincu, on peut regretter que Constantin n'ait pas témoigné du même souci de l'unité nationale lors de l'ex-[p. 468] ploitiation du soi-disant complot de l'Aspida et des événements de l'été 1965. En réalité, que ce soit lors du putsch ou du contrecoup, Constantin, sous de beaux prétextes, s'est soigneusement gardé de tout affrontement direct et personnel avec les colonels : on a eu ainsi par deux fois la preuve qu'il n'a vraiment pas la fibre du combattant.

c) riposte de la Junte. Que les putschistes aient ou non connu à l'avance dans ses détails le projet du Roi, leurs réactions au contre-coup seront rapides et vigoureuses. Il aurait fallu sans doute bien davantage pour décontenancer ou désarçonner ces professionnels de la conspiration.

La première réaction de la Junte est d'assurer sa propre sécurité contre toute intervention d'éléments hostiles. À cet effet, des tanks prennent position autour de nombreux bâtiments comme le Parlement, le Palais royal, le ministère de la Défense, la station de radio... et des soldats appartenant à des unités loyales à la Junte sont installés en tenue de combat sur les toits des bâtiments gouvernementaux. Mais la Junte se garde de toute mesure qui pourrait provoquer l'effolement de la population. Certes les communications commerciales avec la capitale sont interrompues tôt dans la matinée et l'aérodrome d'Athènes refuse pendant plusieurs heures les vols commerciaux. En revanche, et le point est significatif, le gouvernement enjoint à tous les établissements de divertissement de demeurer ouverts. La radio, après avoir flétri l'opération en termes très sévères (... des aventuriers motivés par de folles ambitions et méprisants les intérêts du pays ont induit le Roi en erreur, l'ont dévoyé et forcé à se tourner contre la révolution nationale...), souligne assez vite, avant même semble-t-il que le résultat ne soit entièrement acquis, que les hommes du 21 avril gardent entièrement le contrôle de la situation : par la suite la même radio fait savoir que les commandants des 1^{er} et 2^{es} corps d'armée ont assuré de leur loyauté le régime militaire et que le commandement du 3^e corps a été pris par l'un des ministres de la Junte (en l'espèce le général Patilis). Toutes les précautions prises seront levées dès le 14 : tanks et soldats rentrent dans les casernes, le service de l'aérodrome d'Athènes est de nouveau entièrement assuré, les colonels annulent un ordre précédent de fermeture des banques et de la Bourse. En défi-[p. 469] nitive, la vie quotidienne de la capitale ne sera que fort peu troublée par les péripéties de l'équipée royale (dans la soirée du 13 plus de gens que d'habitude sont demeurés chez eux autour de leur poste de radio).

Cependant, le sang-froid apparent manifesté par les putschistes n'empêche pas ceux-ci de déployer dans les coulisses une activité fiévreuse pour s'assurer le contrôle

effectif de la situation. Il s'agit de neutraliser les appuis militaires dont le Roi pourrait disposer dans la région d'Athènes (caractéristique à cet égard est la saisie de la base aérienne d'Éleusis) et d'isoler du reste du pays les unités à sympathies royalistes stationnées dans le nord de la Grèce. Les colonels ont à cet égard un avantage marqué sur leurs adversaires en raison de la centralisation athénienne et de l'état précaire des communications en Grèce du nord. On a présenté la lutte entre le Roi et les colonels comme une sorte de « bataille des téléphones » : l'expression est sans doute un peu pompeuse mais il est certain que les putschistes vont tout mettre en œuvre pour établir ou rétablir le contact avec les hommes qu'ils ont installés dans toutes les unités militaires, et spécialement la 20^e division, pour surveiller les éléments tièdes ou hostiles à leur politique. La suite des événements établira d'ailleurs rapidement qu'à ce premier stade des opérations bien peu de chefs militaires sont prêts à appuyer activement le Souverain. Pour que ces attitudes se modifient, il aurait fallu que le Roi gagnât une première bataille lui donnant des chances de remporter la victoire finale.

Parmi ceux qui ont le plus contribué à l'anéantissement des efforts royaux figure sans aucun doute le général Patilis. À 16 heures trente, le général utilise la station de radio de Salonique pour annoncer l'établissement d'un couvre feu du crépuscule à l'aube — couvre-feu qui doit débiter 90 minutes plus tard. Quittant son lit d'hôpital, le général se met en uniforme et dans une proclamation faite à la radio à 21 heures annonce qu'il prend le commandement militaire de toute la Grèce du Nord, ce qui signifie en pratique le limogeage automatique de tous les généraux ayant pris le parti du Roi. Patilis se sent alors assez fort pour affirmer qu'il a la situation bien en mains : il interdit qu'on laisse entrer dans Salonique l'une quelconque des unités fidèles au Roi et in-[p. 470] time aux commandants des 1^{er} et 2^e corps d'armée l'ordre de rétablir immédiatement les communications avec l'état major d'Athènes.

Dans la nuit du 13 au 14, au moment même où le Roi s'apprête à quitter le pays, des unités de tanks loyales à la Junte entrent dans Salonique pour appuyer les troupes qui en occupaient les points-clés. Ainsi non seulement la Junte aura-t-elle gardé le contrôle de la ville mais encore aura-t-elle pu empêcher l'utilisation même momentanée de ses installations (en particulier le centre des télécommunications et la station radio) par les forces qui lui étaient hostiles. On assistera bien vers 17h. 30 au lancement sur la ville par les avions royalistes de milliers de copies de l'allocution du Souverain : mais, en dépit de son caractère spectaculaire, une telle manifestation ne pouvait pas peser sur l'issue de la bataille.

Nous demeurons mal informés sur les conditions exactes dans lesquelles les officiers « révolutionnaires » sont parvenus à neutraliser les généraux fidèles au Roi, notamment le général Erselman. Parmi les hommes qui se sont distingués au service de la Junte on peut mentionner le général Zagorianakos, ami personnel du colonel Papadopoulos, et qui devait être appelé par la suite au commandement du 3^e corps. On a également mentionné le nom du capitaine Petanis de la 20^e division blindée comme celui de l'officier ayant procédé à l'arrestation de son chef le général Erselman (actuellement le lieutenant-colonel Petanis passe pour l'un des hommes durs du régime). Au-delà de ces identifications dont on ne pourra sans doute jamais faire un tableau exhaustif, il reste que la Junte avait été en mesure de se prémunir contre une

éventuelle rébellion militaire en faisant pénétrer ses hommes de confiance dans les états-majors dont les chefs étaient soupçonnés de tiédeur à son endroit. Or ces hommes témoignaient d'une extrême vigilance à l'égard des chefs sous le commandement desquels ils servaient (on a rapporté que lors des mouvements nécessités par la mobilisation à la frontière gréco-turque des officiers subalternes du 3^e corps téléphonaient à Athènes avant de mettre à exécution les ordres reçus). Manifestement peu versés dans les techniques de la conspiration, les généraux du Roi n'étaient guère en mesure, malgré leur indéniable compétence militaire, de se préserver de telles manœuvres. Or c'est uniquement sur eux que reposait le destin de l'opération.

[p. 471]

C. Caractéristiques de l'opération royale

[Retour à la table des matières](#)

D'un bout à l'autre, le contre-coup de décembre a été conçu comme une sorte de réplique du putsch d'avril. Il s'agissait dans les deux cas d'assurer la rupture du dispositif adverse par l'intervention de certaines troupes (spécialement d'éléments blindés) et d'obtenir ensuite un ralliement plus large des forces armées sur la base d'une réussite initiale éclatante. Réplique mais aussi revanche du Souverain à l'encontre d'hommes qui l'avaient humilié en le plaçant devant le fait accompli et dont plusieurs n'avaient manifestement pas beaucoup d'attachement à sa personne ou de respect pour ses fonctions. Essentiellement destinée à rétablir le monarque dans toutes ses prérogatives, l'opération de décembre peut être qualifiée, selon la suggestion de Phédon Vegleris, d'auto-contre-coup. En tout cas le Roi, comme les colonels, ne concédaient au peuple grec d'autre rôle dans leur dispositif de combat que celui de ratifier le succès acquis par les armes.

Opération de type militaire, le contre-coup royal ne semble avoir touché effectivement qu'une fraction réduite des forces armées : du côté du Souverain, les états-majors du 3^e corps et de la 20^e division blindée, la garnison de Cavalla (E. Kehayas) ainsi que l'état-major de la base aérienne de Larissa ; du côté de la Junte, les garnisons d'Athènes et de Salonique ainsi que les hommes de confiance placés dans les unités de la 20^e division. Il apparaît que dans sa majorité le corps des officiers n'a pas mis beaucoup d'empressement à se porter à la défense de l'un ou l'autre de ses adversaires. Le Roi n'a cessé de répéter que toute l'aviation appuyait son entreprise mais, en fait, le nombre des interventions de cette armée est demeuré infime. On peut trouver des raisons à ce prudent attentisme soit dans l'effondrement subit du plan de rupture, soit dans la médiocrité des communications (plusieurs unités n'eurent vent du déclenchement du contrecoup que très tardivement), soit même dans la médiocrité des conditions atmosphériques (cas de l'aviation). Mais ce sont là sans doute des explications superficielles. En réalité, il suffit pour comprendre le manque de zèle des cadres militaires de se référer au climat d'intimidation, brutale ou larvée, qui régnait

chez les officiers depuis 1965 (affaire de l'Aspida) ainsi qu'à l'ampleur des risques de tous ordres [p. 472] susceptibles de résulter d'une participation active. Au total, l'armée dans sa plus grande partie n'a pas bougé — comportement dont on peut déduire que le nouveau Souverain n'avait guère réussi à s'assurer la loyauté et la fidélité des cadres militaires. Et cette influence assez réduite ne pouvait qu'être affaiblie davantage par l'apposition de la signature royale sur les actes d'épuration déjà accomplis par la Junte.

Le Roi avait enregistré à l'avance une allocution au peuple grec dont l'objectif, si l'on en juge d'après le contenu, était triple : justifier la position prise par le monarque lors du putsch d'avril (volonté d'éviter une effusion de sang) ; exposer les motifs l'ayant conduit à livrer l'assaut aux colonels ; tracer les grandes lignes de l'avenir de la Grèce après la chute de la Junte. Mais cette proclamation ne semble pas avoir eu beaucoup d'effet sur l'opinion. D'une part en raison de l'échec de l'opération Salonique l'allocution n'a été diffusée, en dehors de Cavalla même, que sur le poste à ondes courtes de Larissa — une station que peu de Grecs, semble-t-il, étaient en mesure de capter. Dans sa grande majorité la population grecque n'a pas eu la possibilité d'entendre directement l'appel royal. D'autre part cette proclamation ne contenait rien qui pût exalter l'esprit de résistance démocratique des Grecs, les inciter à entrer dans la lutte pour chasser leurs oppresseurs. Banale et terne, empreinte d'une phraséologie autoritaire, cette allocution tendait plus à affirmer et magnifier le leadership royal (« Grecs, suivez-moi dans la voie de la renaissance nationale, avec amour, confiance et bon sens ») qu'à évoquer la possibilité d'un véritable renouveau de la démocratie nationale. C'était essentiellement la démarche d'un Souverain s'adressant à ses sujets pour les convaincre, sans d'ailleurs beaucoup de chaleur, de ses bonnes intentions à leur égard. Un texte de ce genre aurait pu parfaitement convenir à un Roi de l'époque des monarchies à charte.

À divers égards, ce texte avait un air de parenté avec les déclarations faites par Caramanlis quelques semaines auparavant. Constantin y reprenait à son compte la vieille idée caramanlienne de la nécessité de procéder à la révision de la Constitution de 1952 — la nécessité d'une telle transformation étant comprise selon le Roi par « tous les citoyens de bon sens ». Le monarque avait grand soin de préciser que l'opération entreprise ne laissait « aucune place à l'esprit de revanche ou à [p. 473] la rancœur contre ceux qui ont commis des erreurs ». Mais la même mansuétude ne prévalait pas pour les communistes « qui travaillent à la destruction du pays ». Saisissant l'occasion de reprendre l'un de ses thèmes politiques favoris, Constantin affirmait dans son allocution que « le communisme contamine la jeunesse et menace la paix elle-même ». Lancée en un moment où la Junte s'appliquait à la persécution méthodique de tous les éléments qualifiés par elle de « communistes », cette attaque, identique dans la forme et dans le fond aux diatribes des putschistes avait en elle-même quelque chose de profondément indécent. Ainsi non seulement Constantin évitait-il de prononcer un mot de condamnation à l'égard des souffrances indicibles infligées par la Junte à ses adversaires (politique apparemment moins grave à ses yeux que la désagrégation de la discipline militaire dont il lui faisait ouvertement

grief), mais encore signifiait-il sans équivoque le climat dans lequel serait entreprise la « résurrection ».

Parmi les points non éclaircis de l'équipée royale, figure l'éventuelle désignation comme premier ministre de P. Garoufalias. On sait que sous le gouvernement de l'Union du centre celui-ci qui occupait le poste de ministre de la Défense s'était comporté en véritable marionnette du Palais et avait contribué de son mieux à la chute de G. Papandréou. La désignation d'un tel homme pour conduire la politique du pays après la Junte correspondait bien aux préférences du Souverain et à l'esprit du contre-coup. Effectivement le bruit de sa nomination a circulé à l'étranger le 13 décembre et l'intéressé lui-même alors « en vacances » à Paris où il occupait une suite à l'hôtel Bristol a fait savoir qu'il était prêt à assumer la mission de diriger un gouvernement intérimaire (d'après le *New York Times*, numéro du 14 décembre 1967).

Sans avoir la possibilité de vérifier l'exactitude de cette affaire, observons que dans ses déclarations ultérieures Constantin n'a pas fait état de cette possibilité. Selon l'article de *Life*, le Roi avait l'intention, en cas de succès, de remanier le gouvernement en conservant Collias à sa tête : plus tard, il aurait essayé de former un nouveau gouvernement qui aurait dirigé le pays jusqu'à ce que puissent être organisées des élections « libres et loyales ». Quelques semaines après, dans une interview à la BBC, Constantin a également mentionné l'intention qu'il avait alors de procéder à un remaniement ministériel : constitution d'un « gouvernement [p. 474] de techniciens formé de personnalités plus jeunes, qui aurait rapidement conduit le pays à des élections » (d'après *Le Journal de Genève*, numéro 20-21 janvier 1968). Avec une formule gouvernementale de ce type, Constantin aurait été en mesure de rétablir son contrôle final de la politique grecque durant la phase si importante de transition vers un nouveau régime.

En définitive, le contre-coup royal ne semble pas avoir eu beaucoup de résonance populaire. Cependant les partisans du Roi ont affirmé le contraire en s'appuyant sur l'accueil enthousiaste que lui aurait assuré la population de Cavalla — ville ayant des préférences politiques suffisamment à gauche pour s'être donné un maire communiste (lequel avait d'ailleurs été révoqué, avant même le putsch, sous prétexte d'insultes à un amiral américain). Selon les rapports des témoins oculaires, le Souverain à son retour de Komotini aurait été porté en triomphe par une foule d'hommes en état de profonde jubilation. L'intéressé lui-même, malgré son aversion profonde pour la Gauche, a fait grand cas de cette démonstration (« a treasured memory to me of my effort that failed » selon l'article de *Life*).

L'explication de cet enthousiasme, dont les dimensions réelles demeurent toutefois assez imprécises — environ 3,000 personnes pour une population de 60,000 selon Jonathan Randal (*New York Times*, numéro du 21 décembre 1967) — tient sans doute au fait que les citoyens de Cavalla ont eu durant quelques heures l'impression d'une réussite du coup royal (le même sentiment paraissant avoir eu cours à Salonique). Il est clair que la foule ne pouvait exprimer que de la sympathie à l'égard du Roi dès lors que celui-ci semblait avoir débarrassé le pays des colonels. Par la suite, cette sympathie aurait été rapidement nuancée de réserves et de critiques mais une réussite

aurait valu au monarque, malgré ses fautes antérieures, tout un supplément de popularité. Les comportements observés à Cavalla montrent au surplus qu'il y avait dans le pays un potentiel d'action et d'élan populaires contre les putschistes que le Souverain ne s'est aucunement préoccupé de mobiliser à l'appui de l'opération du 13 décembre.

Durant la phase de collaboration avec les putschistes, l'action du Roi a été affectée d'une contradiction fondamentale tenant à ce que le désaccord sur les moyens s'accompagnait d'un accord profond sur plusieurs [p. 475] des objectifs essentiels du régime militaire. D'un côté souci, encouragé par les services officiels de Washington, de revenir à certaines formes du régime de la démocratie couronnée ; de l'autre, volonté d'assurer le triomphe définitif de l'anticommunisme et la restauration des valeurs dites gréco-chrétiennes. En même temps, Constantin, de par sa grande méfiance à l'égard des forces populaires, avait bien davantage confiance dans l'armée que dans les partis pour maintenir la Grèce sur les routes de son choix. Il préférait certainement les généraux aux colonels et autres capitaines « révolutionnaires » mais sans doute, en son for intérieur, préférait-il également les premiers aux dirigeants des partis. Le contrecoup du 13 décembre, tant dans son élaboration que dans sa mise à exécution correspondait parfaitement aux aspirations idéologiques du monarque et se trouvait donc affecté de la même contradiction essentielle. Là est l'explication la plus fondamentale de son échec sans gloire.

D. Facteurs de l'échec

[Retour à la table des matières](#)

Tous ces facteurs ont été mentionnés, sous une forme ou une autre, dans les précédents développements. Nous n'en ferons donc ici qu'une brève synthèse.

Selon l'avis le plus général, l'élaboration et l'organisation du contrecoup ont été affectées de déficiences graves. À vrai dire, en raison de la surveillance étroite exercée par la KYP sur tous les milieux de la vie nationale, et spécialement sur les cadres militaires, la préparation d'une opération de ce type soulevait des problèmes complexes — problèmes d'autant plus difficiles à résoudre que les moyens humains à la disposition immédiate du monarque se trouvaient plus limités. À cet égard, le renvoi du Palais par les putschistes de M. Arnaoutis qui avait pour rôle d'assurer les communications avec le corps des officiers a certainement constitué pour le Roi un grave handicap. Le Souverain ne pouvait entrer en contact avec les généraux fidèles à sa cause que par des circuits indirects et à l'aide de personnes interposées. On a dit, mais sans apporter de preuve, que le général E. Kehayas, commandant de la 11^e division aurait servi d'intermédiaire entre le Roi et le général Péridis — la même source affirmant d'ailleurs que le lieutenant colonel M. Avrameas de la [p. 476] KYP aurait connu l'entretien et en aurait immédiatement prévenu Papadopoulos (Sandro Viola in *L'Espresso*, numéro du 24 décembre 1967). En tout cas, le Souverain ne bénéficiait pas de ressources comme celles apportées aux putschistes par le plan

Prométhée. La médiocrité de la position royale était précisément l'un des arguments qu'invoquaient certains commentateurs pour prédire que Constantin n'oserait pas se livrer à un affrontement avec les putschistes.

On a également souligné l'absence totale de discrétion dans les préparatifs du contre-coup. La crise couvait depuis des semaines et le général Erselman ne craignait pas de manifester ouvertement son hostilité à l'égard des putschistes (envoi à la Junte d'un ultimatum exigeant le renvoi de Spandidakis tenu par Erselman pour responsable de la débâcle chypriote). Les noms des généraux impliqués dans l'opération circulaient sous le manteau et donnaient lieu à des spéculations variées dans les cocktails athéniens. Les déclarations fracassantes de Caramanlis ne pouvaient qu'apporter un nouvel aliment aux rumeurs et suppositions. Beaucoup ont vu dans le manque de secret le résultat d'imprudences grossières témoignant d'un amateurisme foncier dans l'élaboration du contre-coup ou encore l'expression d'une « guerre des nerfs » livrée par le Palais aux putschistes pour leur faire sentir l'influence royale. Mais certains se sont demandé si, en réalité, les fuites ne constituaient pas autant de manœuvres tendant à réaliser le conditionnement psychologique d'une forteresse que ses adversaires jugeaient, bien à tort, prête à s'effondrer. En tout cas, sur ce point encore, il y a un contraste saisissant : l'absence de précautions chez les ennemis des putschistes et le secret absolu dont les colonels avaient réussi à entourer leur propre putsch.

Toutefois le facteur essentiel de l'échec réside dans le fait que le Roi n'a pas su ou n'a pas pu se ménager le quantum d'appui militaire indispensable à la réalisation de son plan. L'instrument de rupture qu'il croyait s'être forgé avec le concours des généraux fidèles — généraux certainement plus compétents dans l'art militaire classique que dans la technique de la « guerre révolutionnaire » — s'est désagrégé en quelques heures sous l'effet des manœuvres des putschistes. De façon plus générale, le Souverain et ses conseillers se sont lourdement trompés dans l'appréciation des dispositions des cadres militaires : la preuve a été [p. 477] faite, en quelques heures, que les éléments décidés à assumer tous les risques d'un contre-putsch se limitaient à une poignée d'officiers supérieurs et à un petit nombre d'unités. Sans doute le putsch d'avril 1967 avait-il été lui aussi l'œuvre d'une minorité d'officiers mais, en balayant d'un coup l'équipe gouvernementale, les colonels réduisaient pratiquement à néant la possibilité d'une intervention adverse d'autres forces militaires. Tel n'était manifestement pas le cas lors de l'opération royale. En dépit de la proclamation royale et de la lettre à Anghelis, les colonels gardaient en mains tous les leviers de commande et se trouvaient dès lors en mesure de porter des coups décisifs à l'entreprise royale (par exemple saisie rapide des terrains d'atterrissage civils et militaires de Salonique alors que l'un des objectifs essentiels de Constantin était de se rendre le plus rapidement possible dans cette ville).

Quant à l'exécution du contre-coup, elle a sans doute été contrariée par des facteurs comme la médiocrité des communications en Grèce du Nord ou encore comme le mauvais temps (ce qui aurait eu pour effet de maintenir au sol les équipages royalistes : toutefois, en dehors d'un bombardement des édifices gouvernementaux à Athènes, entreprise à laquelle personne ne semble avoir songé, il

n'apparaît pas que, de toute manière, l'intervention des forces aériennes ait pu compenser les lacunes au niveau des forces de terre). La réalisation du plan royal a aussi été compromise par la rapidité et l'efficacité des réactions des putschistes. Cependant, même si l'on tient compte de ces circonstances défavorables dont toutes n'étaient pas imprévisibles, la mise à exécution du plan royal laisse également une impression d'amateurisme : il est en particulier difficile de comprendre que les principales têtes militaires du complot aient pu se trouver neutralisées en si peu de temps. Ces hommes fort éminents dans leur branche avaient-ils une telle certitude de la victoire qu'il leur semblait inutile ou oiseux de prendre les précautions les plus élémentaires ? Une telle surestimation cadrerait bien avec l'hypothèse voulant que des indiscretions aient été commises de façon volontaire pour effrayer ou décourager les putschistes.

On a utilisé pour caractériser le contre-coup les termes de « courage » et d'« inconscience ». À vrai dire, si l'on s'en tient au comportement du Roi lui-même, le second de ces termes paraît beaucoup mieux approprié que le premier. De courage, on aurait pu parler si le Roi, placé de-[p. 478] vant l'échec, avait décidé d'affronter les colonels au lieu de fuir à l'étranger en laissant ses fidèles s'expliquer avec le régime (le général Zalochoris se réfugiera en Turquie). D'inconscience en revanche on peut certainement parler dans la mesure où il est difficile d'admettre que l'évaluation de la situation ait pu résulter d'une démarche de raison. Le Roi après avoir couvert les putschistes lors du coup d'avril et les avoir suivis sur le terrain de l'épuration militaire fait appel à ses fidèles soldats et tous prennent les armes pour chasser les colonels qui leur ont déjà attribué de si grands avantages matériels. Le Roi après avoir coopéré pendant des mois avec les putschistes et toléré sans sourciller les mesures les plus barbares s'adresse à son bon peuple comme un souverain autoritaire et en obtient aussitôt une complète sympathie. Ce n'était ni très intelligent ni même très sérieux. Mais, en politique, les coups de tête ont souvent des conséquences allant bien au-delà des prévisions de leurs auteurs.

III. Conséquences de l'échec royal

[Retour à la table des matières](#)

En dépit de son extrême brièveté, l'équipée royale a directement affecté plusieurs aspects et secteurs importants de la dictature. Globalement, l'épreuve de force déclenchée par le Souverain a illustré la capacité de manœuvre et la faculté de résistance des putschistes : ainsi le contre-coup royal a-t-il eu finalement pour résultat de consolider la position de la Junte sur le plan intérieur et vis-à-vis de l'étranger.

A. Maintien de la monarchie en l'absence du Roi

La fuite du monarque a créé dans les institutions de la dictature un vide que les colonels ont comblé sur le champ par la désignation d'un [p. 479] régent en la personne du général G. Zoitakis (alors sous-secrétaire d'État à la défense nationale). Or cette décision adoptée à l'improviste — à moins que la Junte n'en ait délibéré au préalable pour le cas où le Roi entreprendrait une action contre elle — a eu des conséquences durables : le principal intéressé qui témoigne dans l'exil d'une totale passivité, n'a contesté ni en actes ni en paroles le mécanisme institué le 13 décembre.

En réalité, l'opération est intervenue avant même que Constantin n'ait quitté le pays. La cérémonie de prestation du serment se déroule dès 21 heures en présence de l'archevêque Jérôme qui, pourtant, devait son ascension au poste suprême de l'Église grecque à la protection de la famille royale. Dans sa conférence de presse du 14, Papadopoulos a présenté comme l'élément le plus important de la situation le fait que le Roi n'accomplissait plus ses devoirs. Caractérisée de la sorte, la nomination d'un régent tend simplement à assurer la continuité apparente du fonctionnement des pouvoirs publics (ainsi nécessité de désigner un Premier ministre selon des formes d'apparence légale vu le départ de Collias) mais au moment où elle se produit l'opération revêt un caractère défensif (précaution contre des manœuvres ultérieures du Souverain, par exemple nomination d'un gouvernement royal agissant sur le territoire ou en exil) mais constitue également une sanction contre Constantin, en tout cas une menace non déguisée à son encontre (démonstration que le départ du Roi n'empêche pas le fonctionnement de la machine gouvernementale, que les hommes du 21 avril peuvent se passer de lui).

Utilisant une méthode qui leur est chère, les putschistes s'efforcent de rattacher leur décision à des normes de légalité. Dans sa conférence de presse du 16 décembre, Pattakos ne manquera pas d'affirmer que la mise en place d'une régence s'est effectuée « selon la Constitution et l'avis des experts de droit constitutionnel » (d'après le compte rendu donné par *Le Monde*, numéro des 17-18 décembre 1967). Mais il est évident que le système instauré par la Junte n'a aucun rapport avec les mécanismes

prévus par la Constitution de 1952. À leur habitude, les colonels agissent, puis attribuent à cette action un caractère de légalité. En fait Zoitakis n'a d'autre titre à exercer une quelconque régence que celui d'avoir été choisi par le Comité révolutionnaire — comité dont les [p. 480] putschistes reconnaissent pour la première fois l'existence, officiellement du moins. C'est toujours la raison de la force pure qui prévaut.

Quelques jours après, un décret établit le statut de la maison du régent dont le bureau est d'abord installé dans les locaux du ministère de la Défense. Ce texte prévoit, en particulier, que le régent disposera de six départements : politique, militaire, protocole et relations publiques, juridique, secrétariat et administration-trésorerie. Mais ce décret daté du 20 décembre n'est publié que le 27. Ce même jour, un communiqué du ministère de l'intérieur annonce que le régent recevra les vœux présentés au chef de l'État à l'occasion du 1^{er} janvier par les autorités civiles et militaires ainsi que par le corps diplomatique. La Junte exprime ainsi, à sa manière, que le départ du Roi n'a rien changé, ne doit rien changer au fonctionnement habituel de l'État. Elle invite ainsi les États étrangers à considérer que l'exil volontaire du Roi n'a provoqué aucune solution de continuité dans la vie politique de la Grèce. Et, malgré des réticences et des abstentions initiales, ces États admettront assez vite le point de vue des putschistes.

Il est possible qu'immédiatement après le déclenchement du contrecoup les colonels aient envisagé de prendre des mesures sévères contre le Roi (par exemple proclamer sa déchéance ou, à la limite, supprimer l'institution monarchique). Mais de telles velléités ne se manifesteront guère que sur des plans mineurs (les portraits du Roi et de la Reine sont décrochés des murs dans certaines administrations...). Dès le 14 décembre, Papadopoulos indique qu'il n'y a pas de changement dans l'ordre constitutionnel : le régime de la démocratie couronnée continue d'être en vigueur à la seule différence que le roi a été remplacé par un régent pour l'accomplissement de ses devoirs. Dans sa conférence de presse du 16, Pattakos est encore plus explicite (« Si l'absence du roi se prolonge, nous n'envisagerons pas de le remplacer par un autre... Le trône appartient au Roi Constantin... nous n'avons pas posé la question du régime et nous n'avons pas l'intention de la poser »). Entre temps, tous les symboles du régime monarchique ont été restaurés : les portraits ont été remis en place ; l'Église a été invitée à maintenir le nom du souverain dans les prières... Témoignage significatif de cette position de la Junte : lors d'une visite à l'école des cadets de l'armée à Athènes le 21 dé-[p. 481] cembre, Papadopoulos lui-même lancera un cri de « Vive le Roi », d'ailleurs à la surprise de l'auditoire.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que, très rapidement, le bruit d'un proche retour du souverain ait circulé tant en Grèce qu'à l'étranger. Puisque les colonels sont décidés à conserver l'institution monarchique avec tous ses symboles apparents, pourquoi ne pousseraient-ils pas cette position jusqu'à sa conclusion logique, à savoir le retour de Constantin sur le trône — ce monarque en accord avec eux sur tant de points essentiels ? Au surplus, la Junte peut avoir d'excellentes raisons de souhaiter ce retour au plus vite, spécialement au titre de ses rapports avec les pays étrangers. Lors du putsch, le maintien du Souverain à la tête de l'État a facilité le problème de la

reconnaissance du nouveau régime et de son admission dans la vie internationale : les colonels peuvent redouter que le départ du roi ne provoque un retrait de cette reconnaissance et, à tout le moins, n'entraîne des difficultés d'ordre diplomatique avec plusieurs pays. Durant les premiers mois du régime, les putschistes n'ont guère acquis de légitimité internationale qui leur soit propre et, dès lors, ils peuvent tenir à conserver encore celle que leur vaut la présence de Constantin.

Sans contester que de tels arguments aient pu jouer un rôle dans la position générale des colonels vis-à-vis de la monarchie, il faut admettre que, dès le début, ceux-ci n'ont cessé de témoigner de réserves à l'égard d'un retour éventuel de Constantin en Grèce. L'un des traits marquants de la situation en effet est un décalage assez net entre les positions concernant le maintien du régime et celles relatives à la rentrée du Souverain. Les premières sont nettes mais les secondes demeurent assez évasives. Le point apparaît clairement dès le 16 décembre dans la conférence de presse de Pattakos, considéré pourtant comme un royaliste fervent. Si le Roi décide de revenir, affirme en substance le général, nous l'accepterons car il est parti de son plein gré sans avoir été renvoyé par le gouvernement : toutefois il conviendra alors de suivre « une certaine procédure » et cela « en raison des sentiments hostiles provoqués dans des cas analogues » (d'après *Le Monde*, *op. cité*). Quoique formulée en termes très vagues, la réserve ne manque pas de poids. Cette réserve se manifeste aussi à l'égard des tractations et conciliabules autour de l'exilé (« Nous avons [p. 482] reçu de plusieurs côtés des offres de médiation avec le roi... Nous n'en rejetons aucune mais nous ne les avons pas demandées, car nous n'avons pris aucune initiative contre le roi »).

Ces déclarations, si elles ne comportent pas d'hostilité vis-à-vis du Souverain, manquent vraiment d'enthousiasme quant à la perspective de son retour. Or elles semblent caractéristiques de l'état d'esprit qui prévaut alors au sein de la Junte sur le problème royal et que, paraphrasant Pattakos, l'on peut résumer en quelques sentences : le Roi a quitté volontairement la Grèce et nous avons aussitôt pourvu à son remplacement pour l'accomplissement des devoirs qui incombent au chef de l'État ; nous lui conservons le trône mais nous n'entendons pas négocier avec lui les conditions de sa rentrée et nous n'avons mandaté personne à cet effet ; nous acceptons l'idée de son retour mais, si cette éventualité doit se réaliser, nous serons obligés de prendre un certain nombre de précautions. Officiellement du moins, la Junte s'en tiendra à une telle position mais ne s'agit-il pas là en réalité d'un simple écran de fumée visant à masquer tout un jeu de négociations par personnes interposées entre le Roi et les putschistes ?

Compte tenu de la rapidité et de l'aisance de leur victoire, ce sont évidemment les colonels qui détiennent les meilleures cartes. L'on ne saurait s'attendre à ce que des tacticiens-conspirateurs aussi avertis gaspillent ou compromettent leurs atouts en faisant preuve d'une hâte particulière dans le règlement de cette question. De toute manière l'adoption d'une ligne de conduite positive quant au sort de la monarchie mais empreinte de réserve quant au retour effectif du souverain ne peut que renforcer la capacité de marchandage de la Junte. Sur la base d'un tel raisonnement, de nombreux commentateurs estiment que celle-ci désire effectivement la rentrée du

souverain mais entend que l'opération se fasse à ses propres conditions. Et ces conditions ne peuvent être qu'une acceptation totale par le souverain du régime tel qu'il fonctionne effectivement.

Vaincu pour avoir prêté l'oreille à de mauvais conseillers, le Roi doit désormais s'incliner et ne plus chercher à modifier l'orientation du système par des moyens directs ou obliques. En somme, les putschistes veulent réaliser pour leur compte ce que les hommes politiques n'ont jamais réussi à obtenir : annuler l'influence du Palais sur la vie [p. 483] politique grecque, neutraliser une fois pour toutes le pouvoir du clan royal, faire du roi un personnage essentiellement décoratif, le transformer en souverain purement constitutionnel pourrait-on écrire si l'emploi d'une telle expression n'était inconvenante au titre d'un régime fondé sur la violence pure. Quand les putschistes rejettent l'idée même d'une négociation, c'est pour signifier à l'intéressé que la Junte rejette désormais tout compromis sur la distribution du pouvoir, qu'elle se refuse à admettre l'existence de toute autre autorité que la sienne. En particulier, les colonels doivent rester seuls juges de la date et des modalités d'un éventuel rétablissement du régime parlementaire.

Ces spéculations qui alimentent la chronique pendant quelques jours ont certes un caractère plausible mais peut-être surestiment-elles le souci des putschistes d'obtenir le retour du Roi, même à leurs propres conditions. Il est notoire que certains membres de la Junte témoignent d'une hostilité farouche à la personne même de Constantin et que beaucoup d'officiers subalternes (les fameux « capitaines ») n'ont pas pour l'institution monarchique le respect, même formel, partagé par leurs aînés. La prolongation indéfinie de l'exil royal, sans remise en cause de l'institution monarchique, peut bien représenter, après tout, la solution la plus favorable au maintien de la cohésion de la base prétorienne. Par ailleurs, l'on ne saurait exclure que la position de la Junte ait assez rapidement évolué en fonction de l'insignifiance des réactions étrangères : assez incertains au début, par crainte de possibles difficultés diplomatiques, les colonels auraient vite compris qu'en définitive le fait accompli prévaudrait une fois de plus et que leur régime n'aurait nullement à souffrir d'une absence de Constantin. Parlant devant la Chambre des communes le 14 décembre, le Premier ministre britannique a bien flétri les méthodes barbares de gouvernement utilisées par les colonels : mais ceux-ci connaissent suffisamment le poids exact des forces pour ne pas s'effrayer de telles dénonciations, purement verbales. La position de Washington a autrement d'importance pour eux : or il ne faudra pas beaucoup de temps pour découvrir qu'en cette affaire la diplomatie américaine choisit de s'en tenir à un attentisme prudent, ce qui en termes plus crus signifie qu'elle est prête à laisser tomber le monarque pour sauvegarder ses rapports avec les maîtres de la Grèce.

[p. 484] Cette position ne saurait surprendre et il faudrait beaucoup de naïveté pour s'en scandaliser. Certes, depuis la mise en œuvre du plan Truman, le Palais a toujours constitué une pièce essentielle du jeu américain en Grèce et, réserve faite de tensions passagères (notamment quant à l'octroi du pouvoir au Maréchal Papagos), la monarchie grecque n'a cessé de mettre son influence au service de l'OTAN et du capital monopoliste américain. Mais l'équipée du 13 décembre a confirmé les pires appréhensions que l'on pouvait entretenir sur l'absence de solidité et le manque de

maturité du Roi Constantin. Elle a révélé aussi la faiblesse de ses appuis, spécialement au sein de l'établissement militaire. Les Américains savent désormais où réside le pouvoir réel en Grèce : ils préféreraient sans doute obtenir une « réconciliation » du souverain avec les putschistes sur des bases qui ne réduisent pas le premier à une totale impuissance mais ils ne sont manifestement pas prêts à employer les grands moyens pour parvenir à un tel résultat. On ne connaît pas la teneur de l'entretien qu'aura le Souverain avec l'ambassadeur américain à Rome, Frederick Reinhardt : mais l'on ne serait pas étonné que Constantin en ait surtout retiré de bonnes paroles et des conseils de prudence. Désormais, les colonels vont constituer pour la politique américaine les seuls interlocuteurs valables. La leçon sera dure pour Constantin et ses partisans mais un minimum de réflexion préalable aurait pu leur épargner une telle déception.

Si notre raisonnement est correct les déclarations faites par les colonels à Athènes, spécialement celles de Pattakos — mais aussi le « Vive le Roi », de toute manière un peu suspect de Papadopoulos — n'auraient eu d'autre objet que de préparer l'opinion, nationale et étrangère, à la prolongation indéfinie de la situation existante — prolongation rapidement jugée par les putschistes comme la meilleure solution de la crise pour la consolidation de leur pouvoir. On peut aussi penser que certaines de ces déclarations tendaient à ne pas laisser aux seuls partisans de Constantin le monopole et le bénéfice des appels en faveur du rétablissement d'une vie parlementaire : ainsi l'affirmation de Pattakos, faite le 18 décembre, selon laquelle la Junte avait l'intention d'annoncer un horaire pour l'organisation d'un referendum sur la nouvelle constitution et aussi « probablement » d'indiquer une date pour la tenue d'une élection. Durant cette même conférence, le général soulignera que la Junte n'entend pas régler [p. 485] précipitamment le retour du Roi : il ne saurait être question que celui-ci saute simplement dans un avion pour revenir à Athènes. Ce retour doit s'effectuer au moment le plus approprié et auparavant un climat favorable doit être créé. C'était admettre, à mots à peine voilés, que les putschistes jugeaient inopportun un retour immédiat de Constantin sur le trône.

Toutefois, malgré ces déclarations finalement assez nettes le sentiment dominant dans les milieux intéressés d'Athènes comme dans la presse étrangère est que le retour du Roi fait l'objet de négociations actives entre les putschistes et le Souverain lui-même, les Américains intervenant en coulisse pour faciliter le rapprochement. Ces spéculations sont renforcées par la venue à Rome d'un certain nombre de personnalités grecques qui ont chacune des entretiens avec le Roi. Trois d'entre elles se détachent du lot des visiteurs. D'abord le ministre des Affaires étrangères Pipinellis qui se trouvait à Bruxelles le 13 décembre en compagnie de Spandidakis pour une réunion de l'OTAN : au moment où il rencontre le Souverain, Pipinellis n'a pas encore prêté serment pour le nouveau cabinet (ce que la Junte lui avait offert d'accomplir à l'ambassade grecque de Bruxelles) et si l'on en croit les déclarations de Pattakos le 16 décembre les colonels auraient alors conçu quelques doutes sur la loyauté du ministre à leur égard. Vient ensuite (16 décembre) l'archevêque d'Athènes Jérôme Iéquel, selon les confidences du Roi à Sulzberger, avait fait parvenir au Souverain dès le 14 un télex le priant de ne pas engager d'action précipitée. Débarque enfin à Rome (17

décembre) Ch. Potamianos, général de l'armée de l'air en retraite et ancien aide de camp du Roi Paul (ministre de la Défense nationale dans le cabinet de service du général Dovas en octobre 1961, Potamianos avait fondé en juillet 1964 un parti sans troupes : le Nouveau mouvement démocratique).

Ces trois hommes comptent parmi les personnalités de marque du clan royal et aux dires des commentateurs, mais non des colonels, agissent alors comme intermédiaires entre la Junte et Constantin. Ce sont eux en particulier qui, selon les journaux, font connaître à chacune des deux parties les conditions de l'autre : ainsi Pipinellis aurait-il rapporté à Athènes les conditions du Roi et Potamianos serait-il venu communiquer à celui-ci la réponse ou les contre-propositions des putschistes. Pour le moment il est pratiquement impossible de démêler les fils de ces rencontres successives. Il nous paraît cependant possible d'avancer qu'en [p. 486] l'occurrence ces personnalités ont pris contact avec le Roi davantage de leur initiative propre qu'en vertu d'une mission confiée par la Junte. Que les colonels aient été informés de la teneur de ces entretiens, qu'ils aient à leur tour présenté des commentaires sur la position du Roi, qu'ils aient enfin évoqué les conditions éventuelles de son retour, toutes ces hypothèses sont très probables. Mais qu'il y ait vraiment eu négociation par émissaires interposés dans le but de trouver une solution acceptable aux deux parties, c'est là une simple supposition qui, quoique fort courante, n'a pas été établie avec certitude.

Un point est sûr en tout cas : l'extrême prudence du Souverain vis-à-vis des colonels dès son arrivée à Rome. On avait annoncé qu'il tiendrait une conférence de presse dans la journée du 14 mais celle-ci sera annulée au tout dernier moment. Les rumeurs de constitution par le Roi d'un gouvernement en exil n'auront aucune suite. Il est possible que cette modération ait réduit la capacité de manœuvre du Roi et diminué encore davantage la propension des putschistes à souhaiter son retour. En continuant la lutte dans l'exil, Constantin aurait pris des risques supplémentaires et se serait privé d'avantages matériels : mais il aurait pu gêner notablement la Junte et aurait placé les Américains dans une position difficile. Ayant choisi de garder le silence, Constantin s'est borné à lire en date du 20 décembre une très brève déclaration dont voici le passage saillant (selon le texte diffusé par l'Agence France Presse) :

« Je pose une seule condition à mon retour en Grèce en qualité de chef d'État : que le gouvernement au pouvoir fixe un terme pour le rétablissement d'une vie politique normale. Il faut qu'une date acceptable soit fixée pour la publication d'une nouvelle Constitution. Il faut annoncer également une date, à brève échéance, pour un référendum sur la Constitution. Enfin, il faut que le peuple grec reçoive l'assurance qu'il pourra de nouveau exercer son antique droit d'élire son propre gouvernement ».

Cette déclaration va susciter des réactions diverses. Selon des dépêches d'agence, la Junte n'en aurait pas été satisfaite, estimant que le Roi n'avait pas à poser de conditions à un rétablissement de la vie démocratique [p. 487] que. Cependant Radio-

Athènes diffusera le texte intégral du message en le faisant suivre d'un commentaire qui souligne la modération du ton employé par le Souverain et relève l'absence de toute critique contre le gouvernement de la Junte. C'est précisément cette modération qui vaudra au Roi de sévères critiques en plusieurs milieux, certains groupes et journaux n'hésitant pas à présenter la démarche royale comme une capitulation pure et simple. On observe en particulier que Constantin a limité ses revendications à des points déjà acceptés publiquement par la Junte (notamment lors de la conférence de presse tenue par Pattakos le 18 décembre). On note aussi l'absence de toute exigence concernant le rétablissement des libertés civiles et la remise en activité des partis politiques. En somme, Constantin en arrive à accepter une situation bien proche de celle contre laquelle il avait déclaré s'insurger le 13 décembre. Cette déclaration, estime-t-on dans ces milieux, constitue ou bien la sanction d'un accord déjà intervenu entre les parties ou bien l'acte de désespoir d'un monarque qui, en présence d'interlocuteurs décidément plus forts que lui, s'efforce seulement de sauver la face. Ce sentiment de déception paraît assez commun sans être toutefois unanime : certains commentateurs se fondant sur d'autres passages de la déclaration — spécialement celui où le Roi souligne avoir pris des risques par fierté pour son peuple — estiment qu'il a marqué un point devant l'opinion grecque et internationale. Mais cette appréciation louangeuse semble plutôt isolée.

Par la suite, le Roi s'est expliqué sur cette question dans l'interview à Sulzberger (*New York Times*, *op. cité*). Le Souverain y affirme avoir procédé à de longs échanges de vue avec la Junte par l'intermédiaire des trois messagers déjà mentionnés, lesquels après avoir parlé avec lui ont informé directement Papadopoulos de la teneur de ces intentions. Les colonels ont été ainsi avertis des conditions mises par Constantin à son retour sur le trône. Ces conditions, au nombre de six, sont les suivantes : publication de la nouvelle constitution ; annonce de la date du référendum ; promesse d'élections libres pour le Parlement ; désignation d'un comité, comprenant des juges, pour enquêter sur les prisonniers politiques et les déportés dans les îles ; obligation pour les officiers détenant des postes ministériels de démissionner de l'armée ; retour à une complète liberté de la presse de manière à permettre une discussion ouverte de la nouvelle [p. 488] constitution. Sur ces conditions, affirme Sulzberger, le Souverain a été inflexible (*adamant*).

Vu le souci constant de Sulzberger d'attribuer à la monarchie grecque le plus beau rôle possible, cette présentation des faits ne saurait être acceptée sans réserves. On observera que dans sa déclaration publique du 20 décembre le Souverain n'a fait état que des trois premières conditions (la troisième se ramenant à l'obtention d'une simple promesse) : le texte ne mentionne pas la condition la plus difficile à accepter par la Junte, à savoir une complète liberté de la presse et il n'y est nullement question des détenus politiques. Si Constantin a vraiment soumis ces six conditions aux colonels durant la phase des négociations secrètes, sa prise de position publique constitue un très net recul, ce qui confirme l'idée d'une capitulation face à des adversaires d'une volonté supérieure. Mais Sulzberger escamote complètement cet aspect du problème.

Considérons au surplus la quatrième condition rapportée dans l'interview, celle qui concerne les prisonniers et déportés politiques. Le Roi n'exige pas la libération

immédiate de ces victimes du terrorisme militaire : il réclame seulement la tenue d'une enquête à l'issue de laquelle le maintien en détention de certaines pourrait bien être décidé (voici le passage correspondant dans la langue de l'interview) :

“Some sort of committee, including judges, which would investigate political prisoners and see who is being kept in prison and for what reasons and to determine who will stay in prison on the islands and for what reasons”.

Cette manière d'aborder le problème, qui vise pourtant à présenter le Roi comme le défenseur des libertés civiles, illustre à merveille le caractère limité des convictions démocratiques du monarque. En réalité, le simple fait d'avoir subi un échec piteux sur le terrain choisi par lui ne pouvait suffire à changer les convictions profondes de ce monarque — convictions proches de celles des colonels comme il l'admettra lui-même dans le passage de l'interview déclarant que beaucoup des objectifs (*many of the aims*) du « gouvernement révolutionnaire » étaient justifiés. Même si l'on attribue à Constantin le mérite de ces six conditions, sans tenir compte de la reculade publique du 20 décembre, il y avait un très long [p. 489] chemin entre ces exigences et celles qu'auraient posées un souverain vraiment épris de démocratie. Mais un tel souverain aurait risqué sa couronne dès le 21 avril pour tenter de bloquer le putsch et, au moins, pour éviter toute forme de compromission avec les putschistes.

Après la déclaration du 20 décembre l'on continue à évoquer dans les milieux grecs intéressés et dans la presse étrangère la possibilité d'un retour de Constantin sur le trône. En date du 24 décembre, Ch. Potamianos déjà venu deux fois à Rome entreprend sa troisième visite auprès du Roi et, au moment de prendre l'avion du retour, il se déclare « sûr à 100% » de la rentrée de celui-ci à Athènes (d'après *Le Journal de Genève*, numéro du 26 décembre 1967). Mais, à mesure que les jours passent, les commentateurs soulignent que les chances d'un retour prochain du Souverain ne cessent de s'amenuiser. De fait, parlant à des journalistes étrangers le 23 décembre, Papadopoulos prend la peine de démentir qu'il y ait eu accord préalable entre le gouvernement et le Roi sur le contenu de la déclaration du 20 décembre : la similitude des positions des parties sur certains points (Constitution, organisation d'élections le plus tôt possible...) n'implique pas qu'il y ait eu accord. De même, précise le Premier ministre, il n'y a pas accord sur le retour du souverain à Athènes (*Le Monde*, n° des 24-25 décembre 1967). La publication en date du 27 décembre du décret du 20 organisant la maison du régent signifie sans doute la volonté des colonels de tourner ostensiblement la page : mais selon toute probabilité, ce point était acquis pour eux depuis déjà longtemps.

Au total, comme l'établit à notre avis la déclaration du 20 décembre, le Roi désirait retourner sur le trône bien plus que les putschistes ne souhaitaient sa rentrée à Athènes. À vrai dire ils n'ont jamais dissimulé, et cela dès le début, que ce retour suscitait chez eux des réserves et des réticences. S'ils n'ont pas fait preuve d'une opposition brutale, s'ils ont pris soin de ne pas s'attaquer ouvertement à la personne du Roi, soulignant au contraire qu'il avait été trompé par des ambitieux et des aventuriers sans scrupules, c'est très probablement pour ne pas heurter de front l'opinion nationale

et les amis étrangers du Souverain, en particulier les Américains. Les putschistes ont fait mieux ; ils ont pris à leur compte et exécuté à leur manière plusieurs des exigences formulées par le Roi — et cela non pour complaire au Roi et faciliter son retour [p. 490] comme certains l'ont pensé un peu naïvement mais pour établir que l'évolution du régime pouvait s'effectuer en son absence. Manifestement dans l'ordre de la tactique et de l'astuce Constantin avait beaucoup à apprendre des colonels.

Depuis lors la question royale n'a connu aucune évolution. La Junte continue de verser à Constantin sa liste civile (dont une large part, semble-t-il, est utilisée en Grèce même pour l'entretien des propriétés et autres possessions royales). Le régent Zoïtakis qui est installé à la résidence Maximou face au Palais Royal se charge d'accomplir, sans éclat d'ailleurs, les fonctions honorifiques normalement dévolues aux monarques constitutionnels. Le souci essentiel de Constantin est de préserver toutes ses chances de retour sur le trône, que ce soit dans l'hypothèse de la perpétuation du régime actuel ou après la chute de la Junte. Ce souci lui commande d'éviter tout engagement public au profit des putschistes comme aussi de leurs adversaires. Ainsi espère-t-il ne fermer aucune des avenues qu'il pourrait emprunter un jour ou l'autre pour rentrer à Athènes. Cependant, à quelques reprises, il s'est trouvé impliqué dans les affaires de la politique grecque. Nous retrouverons la question.

B. Consécration officielle de Papadopoulos

[Retour à la table des matières](#)

Les observateurs de la dictature avaient rapidement noté que Papadopoulos, en dépit de la modestie relative de ses fonctions ministérielles (ministère de la Présidence du Conseil) détenait une autorité particulière dans l'équipe dirigeante du nouveau régime. Cette autorité avait déjà été attestée par l'octroi aux colonels de prérogatives spéciales en ce qui concerne les orientations de la politique grecque. Mais c'est l'échec du contre coup qui permettra à Papadopoulos d'accéder, officiellement, au poste gouvernemental suprême. Aussitôt, Zoïtakis désigné comme régent, la Junte charge le colonel Papadopoulos d'exercer les fonctions de Premier ministre — poste auquel il ajoutera celui de ministre de la Défense tout en conservant celui de ministre de la Présidence. Ainsi nanti de ces trois postes gouvernementaux, Papadopoulos devient ouvertement le numéro un de la Junte dictatoriale — situation déjà largement acquise d'ailleurs et qui représente une nouveauté seulement sur le plan formel. [p. 491] En revanche rien n'est changé dans la position des deux autres membres du Comité révolutionnaire (Macarézos et Pattakos) lesquels conservent et vont garder pour des années les postes attribués le 21 avril.

Plusieurs commentateurs toutefois ont exprimé des réserves sur l'ampleur des pouvoirs effectivement attribués à Papadopoulos et, en particulier, sur sa liberté de manœuvre vis-à-vis des officiers groupés dans le Conseil de la révolution. Ces officiers auraient bien donné leur accord à l'élévation du colonel au poste de Premier

mais dans la mesure où le souci d'une implantation durable du régime commandait l'apparition d'un leader susceptible de personnifier le nouveau système aux yeux des masses. Toutefois ces officiers n'auraient pas renoncé pour autant à dire leur mot et à faire sentir leur influence dans toutes les décisions d'importance. Quoique devenu en apparence le premier personnage de la dictature Papadopoulos n'en aurait pas moins dépendu des positions arrêtées par l'organisme collectif de la révolution. Nous nous bornons ici à signaler ces réserves dont la validité déjà évoquée dans le Tome I de cet ouvrage (p. 293) fera l'objet plus loin d'une analyse systématique.

Les deux grands perdants sont Spandidakis et Collias. Le premier se trouvait à Bruxelles lors du contre-coup : pressé de rentrer en Grèce par les putschistes (Pattakos a déclaré lui avoir offert le poste de Premier ministre) il tergiversera et préférera se rendre à Rome auprès du Souverain. Sans perdre le moindre temps, la Junte le met à la retraite d'office par un décret portant la date du 14 décembre. Revenu à Athènes le 9 janvier 1968, Spandidakis n'a plus joué aucun rôle depuis lors et, sauf erreur, n'a plus fait parler de lui — destin normal pour un opportuniste n'ayant pas su rejouer les bonnes cartes ¹. Quant à Collias, c'est le 7 janvier qu'il rentre en Grèce avec l'intention déclarée de s'abstenir [p. 492] de toute activité politique et de reprendre ses fonctions de Procureur général à la Cour de cassation. Mais la Junte ne l'entend pas de cette oreille et un communiqué officiel publié le 24 janvier annonce qu'il a été démis de ses fonctions judiciaires par décision du Conseil des ministres (renvoi qui sera « légalisé » par la promulgation d'un acte constitutionnel *ad hoc*). Depuis son éviction de la Cour, Collias, dont, de toute manière, le rôle comme Premier ministre du gouvernement de la Junte avait été très effacé, est, lui aussi, tombé dans l'oubli le plus complet : sur la base de ses performances on peut croire que, demeuré à la Cour suprême lors du putsch, il y aurait constitué un parfait serviteur de la dictature.

Les putschistes n'apporteront finalement que très peu de modifications à l'équipe gouvernementale en place lors du contre-coup. Pipinellis, théoricien rigoureux du pouvoir monarchique, ne pousse apparemment pas la fidélité à son Souverain jusqu'à l'abandon du ministère des Affaires étrangères. Et Androutsopoulos, créature de Collias, garde les Finances malgré la disgrâce de son protecteur. Un nouveau venu dans le Cabinet reçoit le poste de sous-secrétaire à la Présidence du conseil chargé de l'information : il s'agit d'un professeur de droit, C. Sideratos. Au début de janvier Rodinos-Orlandos, sous-secrétaire à la Coordination, est promu au rang de ministre

¹ En date du 9 décembre 1971, soit quatre ans après le contre-coup royal, Spandidakis a publié à Athènes une déclaration tendant à éclaircir son rôle lors du putsch du 21 avril. L'ancien chef d'état major de l'armée de terre affirme que dès février 1967 les généraux représentant l'ensemble de l'armée avaient décidé de passer à l'action, que la préparation du plan d'intervention avait été confiée aux colonels Macarezos et Papadopoulos mais qu'au tout dernier moment les colonels prirent les généraux de vitesse en réalisant le putsch pour leur propre compte (selon *Athènes – Presse Libre*, n° 193, 11 décembre 1971). Cette déclaration confirme pour l'essentiel l'hypothèse formulée dans le Tome I de ce rapport pp. 299-302. Un point reste toutefois incertain : d'après Spandidakis les généraux étaient vraiment décidés à agir alors que selon Zoitakis c'est la renonciation de ceux-ci à intervenir qui aurait déclenché l'action des colonels.

adjoint de ce même département, les fonctions de sous-secrétaire étant attribuées à un nouveau venu dans l'équipe J. Evlambios (jusque là sous-gouverneur de l'Entreprise publique d'électricité).

Un cas plus curieux est celui de Totomis, ministre de l'Ordre public le 13 décembre. Il perd son poste sans que les putschistes aient fait connaître les motifs de cette décision mais, dès le 18 décembre, il revient au Cabinet en qualité de ministre des Communications (le précédent titulaire J. Tsandilas ayant, selon certaines informations, renoncé à sa charge en raison de ses liens d'amitié avec Collias). Totomis a pour remplaçant à l'Ordre public Panoyotis Tzevelecos : celui-ci est militaire de carrière (artillerie) promu au grade de général de brigade en 1963 et mis à la retraite en 1964 à l'âge de 55 ans. La notice publiée sur Tzevelecos par le ministère de la Présidence du Conseil mentionne au titre de ses services militaires une participation « aux groupes révolutionnaires du Pelopo-[p. 493] nese contre l'occupation italo-allemande ». En tout cas, l'homme le plus puissant de ce ministère reste le colonel Ladas qui en est secrétaire général.

C'est à ce moment que les membres de la Junte décident de quitter l'armée et de se consacrer désormais uniquement à des fonctions gouvernementales. Le mouvement débute par la décision des trois membres du Comité révolutionnaire Papadopoulos, Pattakos et Macarezos. Un décret publié le 20 décembre 1967 annonce la mise à la retraite sur leur demande de ces trois officiers (avec, comme à l'habitude, élévation au grade supérieur dans la réserve). La publication de ce texte donne lieu à une déclaration officielle rendant hommage aux intéressés en soulignant qu'ils n'ont pas voulu se servir de leur position pour accéder à des grades plus élevés. Toujours selon ce texte, ces derniers avaient jusqu'alors conservé leurs liens avec l'armée parce qu'ils avaient un vif désir de renoncer le plus rapidement possible à leurs obligations extra-militaires. Cependant les événements du 13 décembre les ont forcés à assumer des tâches bien plus lourdes et à devenir les principaux responsables de l'avenir de la Grèce — d'où leur décision de rompre brusquement avec la carrière militaire, ce qui représente pour eux un très grand sacrifice.

Deux mois plus tard (17 février 1968) l'opération se répète pour des officiers qui exercent des fonctions de secrétaire général de ministère ou équivalentes. Au nombre d'une douzaine, ces officiers choisissent eux aussi de quitter l'armée. Il semble que certains (en particulier Balopoulos et Ladas) aient tenté de s'opposer à cette mesure. Selon des commentateurs cette opération aurait même donné lieu à un très grave affrontement au sein du Conseil révolutionnaire (affrontement s'étant matérialisé durant trois à quatre jours par des manœuvres de tanks dans la banlieue d'Athènes, l'envoi aux journaux de consignes contradictoires dans la même soirée — par exemple celle de publier la photographie de Papadopoulos suivi de celle de montrer le portrait de ses rivaux...). Cette lutte pourrait bien expliquer l'écart de plusieurs semaines entre les deux séries. Mais en définitive cette résistance sera vaine.

Ces mesures conformes à l'une des conditions initiales de Constantin pour son retour à Athènes visaient manifestement à établir une séparation ostensible entre les dirigeants gouvernementaux et l'établissement militaire. Dans l'esprit des putschistes,

l'abandon de l'uniforme par les élé-[p. 494] ments de tête de la conspiration (le triumvirat et les secrétaires généraux) devait montrer à l'opinion, nationale et étrangère, que le gouvernement du pays cessait d'appartenir à des militaires pour passer aux mains de civils, de fraîche date il est vrai. Nul ne serait plus fondé à parler de dictature militaire puisque désormais le cabinet serait composé uniquement de civils avec tout au plus quelques hommes ayant précédemment exercé le métier des armes (six pour être précis dans le gouvernement d'après le contre-coup : Papadopoulos, Pattakos, Macarezos, Patilis, Athanassiou et Izevelecós). Signalons n'avoir pas trouvé trace de l'application d'une telle mesure au régent Zoitakis.

En définitive, il s'agissait d'une tentative ayant pour objet de rassurer les amis (parmi lesquels beaucoup d'hommes de Washington) et de désamorcer les critiques des adversaires sans qu'il en coûte beaucoup aux intéressés (le « sacrifice » subi étant compensé, sans doute, par la jouissance des avantages moraux et matériels attachés à l'exercice du pouvoir suprême). Certains commentateurs assez pressés inclinaient même à voir dans l'opération l'étape première de la constitution d'un parti dont les ex-colonels, débarrassés des servitudes militaires, pourraient prendre la direction pour mieux livrer, ultérieurement, la bataille électorale. Tant il est vrai que la prestidigitation a toujours été une ressource appréciable de l'art politique.

Commentant la métamorphose des trois grands putschistes, un éditorial du *New York Times* (numéro du 22 décembre 1967) se livrait à des considérations résolument sarcastiques : « if they were not so tragic for Greece, the antics of the ruling Junta could provide the material for a latter-day Gilbert and Sullivan » (les auteurs d'opérettes fameuses dans le monde anglo-saxon). À première vue cette appréciation semble parfaitement fondée. Que les colonels aient conservé l'uniforme ou qu'ils se soient déguisés en civils, il n'y avait toujours d'autre argument ultime pour maintenir les Grecs en servitude que le pouvoir des tanks. Dans cette perspective, l'abandon de l'armée par les putschistes n'était évidemment qu'une simple comédie sans incidence sur le mobile profond et les modalités essentielles de la dictature militaire. Il reste toutefois possible qu'elle ait été le prélude à un certain réagencement des forces soutenant le régime, à une certaine redistribution des rôles. Quoiqu'ayant [p. 495] tous les aspects d'une authentique mascarade l'opération aurait eu finalement une signification plus substantielle. Nous reviendrons plus loin sur le problème.

C. Épuration du commandement militaire

[Retour à la table des matières](#)

Dans sa conférence de presse du 14 décembre, Papadopoulos avait affirmé que la Junte témoignerait de mansuétude à l'égard de ses adversaires par l'octroi d'une amnistie au très petit nombre d'officiers ayant refusé d'obéir pendant une très brève période, quelques-uns toutefois pouvant être frappés de sanctions administratives. En date du 16, Pattakos confirmait l'octroi de cette amnistie mais en précisant qu'elle s'appliquerait à ceux qui avaient été « trompés » et que les leaders seraient punis.

D'une certaine manière, cet engagement a été tenu puisque les colonels n'ont pas traduit en justice les participants au contre-coup et ne leur ont pas infligé des peines de déportation ou d'internement (plusieurs de ces officiers ayant été par la suite, il est vrai, privés de leur liberté). Les putschistes n'en ont pas moins procédé à une répression sévère sous la forme d'une épuration étendue. Cette épuration a comporté deux modalités : mise à la retraite d'office avec versement d'une pension, très maigre d'ailleurs en de nombreux cas ; congédiement pur et simple pour motif déshonorant avec privation de toute pension. Cette purge s'est accompagnée d'un remaniement du haut commandement militaire et, jointe à d'autres facteurs, elle a, selon divers avis, entraîné un affaiblissement sensible des forces armées grecques comme instrument de combat.

L'épuration s'est effectuée en plusieurs fois. En premier lieu, le gouvernement par une série de décrets pris dans les jours ayant suivi le contre-coup a mis à la retraite d'office un certain nombre de cadres supérieurs de l'armée et de la marine (dont l'amiral Hippocrate Dedes, chef de l'état major général de cette arme). Puis, en date du 12 janvier, il a promulgué un texte de portée générale daté du 9 permettant de licencier ou de mettre à la retraite d'office les officiers des forces armées et de la gendarmerie ayant participé ou ayant été mêlés, sous une forme quelconque, au mouvement subversif du 13 décembre. Le soin de prendre la décision est confié à un comité de cinq membres nommés par le minis-[p. 496] tre compétent (en l'espèce Papadopoulos), lequel comité statue sans appel. Selon l'habitude de la Junte, le texte précise que les officiers touchés par ces mesures ne pourront ni exiger des dommages devant les tribunaux ordinaires, ni recourir au Conseil d'État. C'est sur cette base, dont il est à peine besoin de souligner l'arbitraire complet, qu'ont été pris les décrets d'une seconde vague d'épuration, considérablement plus large que la précédente et qui s'étend aux cadres subalternes.

Dans son premier numéro (juin 1968), le magazine *Hellenic Review* publié à Londres a publié une liste nominative des officiers de l'armée de terre renvoyés des cadres (placed on enforced retirement) du 21 avril 1967 au 31 janvier 1968. Cette liste comprend 558 noms (dont environ 180 correspondent à des renvois effectués après le 13 décembre). Le magazine signale que plus de cent renvois sont intervenus depuis l'établissement de la liste. Dans son numéro suivant (juillet 1968) *Hellenic Review* présente des données équivalentes pour les deux autres armées : au titre de la marine 76 renvois depuis le putsch (dont une vingtaine après le 13 décembre), les chiffres correspondant pour l'aviation étant de 160 et environ 35. Si les compilations de ce magazine sont exactes ¹, le nombre des officiers exclus de l'armée par les putschistes durant leur première année de gouvernement est de l'ordre de 900 dont approximativement 330 après le contre-coup royal (nous comptons dans ces chiffres

¹ Les tableaux fournis par *Hellenic Review* comportent certaines imperfections techniques qui, à notre avis, n'en atténuent pas l'exactitude fondamentale. Ces chiffres complètent en les élargissant de manière notable ceux que nous avons déjà présentés pour la période antérieure au contre-coup (Tome I, pp. 258-259).

la centaine d'officiers de l'armée de terre exclus depuis l'établissement de la première liste).

En tout le nombre des officiers frappés par les mesures de la Junte durant une période relativement courte représentait 9 à 10% du corps des officiers. Une telle perte ne pouvait manquer de susciter un ébranlement considérable au sein des forces armées. Au surplus une appréciation purement quantitative ne donnerait qu'une idée très incomplète de la situation. Selon l'avis de nombreux techniciens, les mesures d'éviction prises au lendemain du putsch auraient eu pour effet de priver le pays de quelques-uns de ses meilleurs dirigeants militaires. Richard Eder qui [p. 497] se fait l'écho de ce point de vue (*New York Times*, numéro du 18 décembre 1967) rapporte qu'à la veille du contre-coup, des observateurs militaires étrangers (américains sans doute quoique l'article ne le dise pas) fixaient à quatre seulement le nombre des généraux grecs en exercice répondant aux standards d'Europe occidentale quant à la formation et à la capacité de commander : or trois d'entre eux allaient être profondément impliqués dans l'opération royale. Seul des quatre non compromis dans cette affaire : le général D. Tsoumlas qui allait accéder au commandement du 3^e corps. Selon l'opinion d'un expert, reprise par Eder, l'esprit même de l'épuration entreprise a eu pour résultat qualitativement de pousser aux postes de commandements les officiers laissés jusque là en arrière et dont la principale expérience consistait en une quinzaine d'années de conspiration. Et ces observations faites pour l'armée de terre sont également valables pour l'aviation et la marine dont le haut commandement a été lui aussi profondément entamé par le dispositif d'épuration (peut-être plus encore que celui de l'armée).

Cependant l'épuration des cadres, si massive ait-elle été, ne constitue pas alors le seul facteur d'amoidrissement du potentiel militaire. Il faut également compter avec des éléments bien plus difficiles à apprécier mais non moins effectifs comme la ronde incessante des mutations tendant à neutraliser les officiers jugés tièdes ou douteux, la mise en pratique d'un népotisme étendu visant à encourager ou à récompenser les cadres loyaux, le développement de tendances affairistes liées aux multiples avantages matériels concédés aux militaires sans oublier la surveillance constante des supérieurs par les jeunes officiers « révolutionnaires »... Atteignant une armée déjà profondément traumatisée par les événements de juillet 1965 et leurs séquelles, tous ces facteurs étroitement liés à l'apparition de la dictature et aux efforts de consolidation des putschistes ne pouvaient manquer d'influer fâcheusement sur la valeur militaire de l'armée. À cet égard les mesures prises à l'occasion du contre-coup représentaient un facteur notable d'aggravation. Sur ce point R. Eder rapporte l'opinion d'un officier supérieur étranger selon lequel :

“What has happened is quite simple. A modern western army has been turned into something on the level of what was used in the Balkan wars at the turn of the century”

[p. 498] L'aspect franchement péjoratif de ce jugement surprendra peut-être, mais des appréciations tout aussi pessimistes seront formulées durant les années suivantes par des commentateurs en mesure de s'informer aux bonnes sources. Sans doute

l'armée grecque est-elle toujours demeurée bien proche de la politique, spécialement depuis la guerre civile, mais elle agissait alors comme force d'orientation ou de contrôle alors que les putschistes, soucieux avant tout d'élargir et de renforcer leur base prétorienne, la traitent d'abord comme un objet ou un enjeu. Au surplus, avant le putsch, les Américains pouvaient exercer un contrôle étroit de l'accès aux postes supérieurs de commandement et obtenir ainsi, du moins en une large mesure, le respect d'exigences qualitatives conformes aux intérêts otaniques. Durant la période que nous analysons ici, les putschistes font manifestement fi de telles exigences ou, si l'on préfère, accordent la priorité aux nécessités de la répression intérieure sur celles de la défense nationale. Une armée de type balkanique peut bien constituer le parfait instrument du maintien d'un ordre dictatorial.

De toute manière, l'épuration réalisée par les putschistes à la suite du contre-coup implique un remaniement pratiquement complet du haut commandement de l'établissement militaire. L'un des traits marquant de cette réorganisation est l'ascension du général Anghelis qui remplace l'amiral Avgheris au poste de chef d'état-major de la défense nationale — fonction qui va lui servir de tremplin pour la désignation ultérieure au nouveau poste, autrement plus chargé de puissance et de responsabilité, de chef des forces armées. Anghelis se trouvera ainsi en mesure de jouer un rôle décisif dans le fonctionnement du nouveau régime (haute surveillance pour le compte des Américains et de l'OTAN). Mais, pour le moment, la réorganisation effectuée tend à placer le haut commandement sous le contrôle absolu de la Junte (attribution à Papadopoulos du poste de ministre de la Défense).

C'est en cette qualité que dans les derniers jours de décembre 1967 et pendant le mois de janvier 1968 Papadopoulos entreprend de visiter les principaux centres militaires du pays depuis la région proche de la frontière turque (en compagnie de Pattakos) et la Grèce du Nord jusqu'aux garnisons de la Crète. Il s'agit, à la fois, de consolider l'autorité de la Junte après le défi royal et de susciter une amélioration du climat dans les forces armées. Les consignes données par le leader de la Junte con-[p. 499] cernent l'unité de l'armée, le rétablissement de la discipline et l'oubli du passé. Un tel effort, d'ailleurs réclamé par le Roi lui-même, est suivi avec la plus grande sympathie par les Américains fort inquiets de la dégradation des forces armées grecques. Mais, comme la suite des événements l'établira, les putschistes allaient éprouver de grandes difficultés à imposer de nouveau la discipline militaire à la minorité de partisans fanatiques de la dictature.

D. Manœuvres d'intoxication de l'opinion

[Retour à la table des matières](#)

Depuis l'automne, la Junte avait fait l'objet d'attaques croissantes auprès de l'opinion internationale, spécialement au titre de la violation des droits humains les plus élémentaires. Les colonels vont saisir l'occasion de leur victoire sur le Roi pour tenter d'améliorer leur image. Pattakos évoquera à ce propos la « vertu de

magnanimité du soldat ». L'annonce de cette « clémence » sera bien entendu portée au crédit du régime en de nombreux milieux prêts à lui accorder leur sympathie ou leur soutien pour peu que les putschistes fassent un peu plus de cas des exigences de la démocratie formelle. Toutefois, quand on dressera quelques semaines plus tard, le bilan total des concessions octroyées par les colonels à leurs adversaires, il sera évident que la dictature continue sur tous les plans et que l'appareil répressif de la Junte conserve toute sa rigueur.

Initialement l'opération royale avait déclenché toute une vague d'arrestations : une soixantaine de parlementaires, des journalistes, plusieurs hauts fonctionnaires du Palais... Mais la plupart des personnes ainsi appréhendées seront relâchées au bout de quelques jours après avoir eu à subir les interrogatoires et pressions qui représentent la monnaie courante des régimes policiers. Par ailleurs, en date du 16 décembre, Pattakos annonce la destitution du maire d'Athènes G. Plytas — homme de droite qui se trouvait à Londres lors du contre-coup et qui figure parmi les premiers visiteurs du Roi en exil. En définitive, toutes les arrestations, liées sans doute aux conciliabules tenus par le Souverain avant le déclenchement de son attaque ne laisseront pas beaucoup de trace, sinon comme avertissement à l'ancienne classe politique de ne pas s'ingérer dans les affaires de la dictature.

[p. 500] L'un des premiers efforts des putschistes au lendemain du 13 décembre va être de relancer ce que nous avons appelé la « manœuvre constitutionnelle ». Le mandat fixé à la Commission Mitrelias comportait le dépôt d'un projet en date du 15 décembre : or ce texte n'était pas prêt à la date prévue. Au mois d'octobre le bruit avait couru que le dispositif préparé par la Commission tendait à une réduction substantielle des prérogatives royales. Puis une autre rumeur avait été mise en circulation : le projet maintenait bien les pouvoirs du Souverain et c'était la Junte elle-même qui, soucieuse d'obtenir des remaniements sur ce point, avait ordonné à la Commission d'en ajourner la remise. Afin de se laver d'une telle accusation qui, pendant cette phase délicate, risque de les mettre en mauvaise posture vis-à-vis des autorités de Washington (non-respect des assurances données) les colonels font littéralement comparaître le Président de la Commission devant un groupe de journalistes étrangers réunis à cet effet le 16 décembre dans le bâtiment du Parlement. Durant cette exhibition à laquelle participent plusieurs membres de la Junte, H. Mitrélias concède que le retard vient de la Commission et promet le dépôt d'un projet dans une semaine. Papadopoulos précise alors qu'il s'agit d'une date irrévocable tandis que Pattakos, toujours involontairement comique, accuse la Commission de comploter contre la Junte en différant la remise de son texte (selon le *New York Times*, numéro du 17 décembre 1967). Effectivement le projet sera présenté aux colonels le 23 décembre mais ceux-ci n'en permettront la publication officielle qu'ultérieurement.

Pendant cette période, les colonels n'hésitent pas à faire miroiter la possibilité d'une consultation électorale mais il faut reconnaître qu'ils se gardent bien de prendre le moindre engagement ferme pour un proche avenir. Conversant avec un groupe de journalistes étrangers le 22 décembre, Papadopoulos leur déclare en substance que les élections auront lieu le plus tôt possible après le référendum mais seulement après

que les buts de la révolution auront été atteints (*Le Monde*, numéro des 24-25 décembre 1967). Pour qui ne tient pas à faire la sourde oreille, l'avertissement est parfaitement clair ; quelques mois plus tard dans une interview à la BBC (22 avril 1968) Papadopoulos emploiera de nouveau cette formule en précisant que la Grèce ne serait pas prête pour des élections avant quelques années (*Journal de Genève*, numéro du 23 avril 1968). Entre [p. 501] temps d'ailleurs, les pays étrangers auront accordé leur reconnaissance au régime dictatorial.

Cependant la démarche la plus spectaculaire de la Junte pendant cette période sera l'annonce en date du 23 décembre par le colonel Papadopoulos lui-même de la libération des détenus politiques. La rumeur d'une telle libération circulait depuis quelques jours et Pattakos, interrogé sur ce point par des journalistes, avait répondu, sans se compromettre, que le problème de la mise en liberté des déportés était à l'étude et recevrait la solution requise (*New York Times*, numéro du 20 décembre 1967). Papadopoulos transforme d'un coup ces suppositions en certitude. Voici selon l'Agence France Presse le texte de cette proclamation faite à l'occasion de la cérémonie du dépôt du projet constitutionnel :

« Sont amnistiés tous ceux qui ont été impliqués dans l'affaire Aspida et toutes les autres affaires depuis le 21 avril jusqu'à ce jour. Sont exceptés de cette mesure les personnes inculpées d'anciens crimes ainsi que les dynamiteurs. Resteront seulement en déportation administrative les communistes ayant commis des crimes dans le passé et les saboteurs. Tous les autres, depuis M. Andréas Papandréou jusqu'au dernier grec, seront libérés, et nous espérons qu'ils se repentiront et aideront le gouvernement dans sa tâche ».

Cette promesse, on le voit, ne couvrait nullement toutes les victimes de la Junte. Elle comportait des exceptions susceptibles d'une interprétation extensive (on ne sait jusqu'où peut aller la notion de « dynamiteur » ou celle de « saboteur » dans l'esprit d'un adversaire fanatique du communisme). Au surplus l'allusion au « repentir » ne rappelait que trop la sinistre technique de la « déclaration de repentir » telle qu'utilisée depuis la guerre civile pour neutraliser et déshonorer les bénéficiaires d'une mesure de clémence. Mais les journalistes présents à la réunion rapportent que Papadopoulos avait un air de grande satisfaction sur le visage en annonçant cette décision ¹ — décision devant s'appliquer même à [p. 502] Théodorakis précisera le colonel sur la demande de l'un des assistants.

En dépit des exceptions faite par le colonel, l'impression prévaut immédiatement qu'il s'agit d'une vaste opération de libération incluant sinon la totalité du moins la plus large partie des détenus, en particulier des déportés dans les îles. Or, dès le lendemain, le colonel Ladas, en sa qualité de secrétaire général du ministère de l'Ordre Public, rabat cet optimisme en déclarant que l'opération ne concernera

¹ Terence Smith décrit ainsi la scène "Speaking in Greek, he fairly shouted the news about the amnesty, making no effort to hide his satisfaction with the show of strength his eight month-old Government was putting on" *New York Times*, numéro du 24 décembre 1967.

qu'environ trois cents personnes. Ladas signale que les déportés dans les îles (alors au nombre de 2,600 selon sa propre déclaration) ne seront pas libérés car ce sont de « dangereux communistes ». Cette exclusion, qui touche des hommes internés par simple mesure administrative et dont la plupart n'avaient pas d'« anciens crimes » inscrits à leur casier, ramène à des propositions finalement modestes le coup de théâtre fait la veille par le colonel Papadopoulos.

On a interprété la déclaration restrictive de Ladas, comme un désaveu de la décision plus large annoncée par Papadopoulos. Les « durs » de la Junte n'auraient pas accepté l'amnistie de vaste proportion envisagée par celui-ci et l'auraient obligé à accepter leur point de vue. En suivant cette interprétation, Papadopoulos aurait déjà eu tendance à figurer parmi les éléments modérés de la Junte (les « mous » ira-t-on jusqu'à dire). Ces derniers, le Premier ministre en tête, ne seraient pas foncièrement hostiles à un certain assouplissement du régime, à un certain adoucissement des méthodes dictatoriales et des dispositifs de répression mais ils seraient dans l'incapacité de réaliser leur projet par suite de l'intransigeance de la fraction dure. Par la suite, ce même genre d'argumentation se reproduira à plusieurs reprises.

C'était là en réalité une interprétation bien commode pour Papadopoulos, spécialement dans ses rapports avec les pays occidentaux — une interprétation si commode que l'on peut se demander si ce maître-conspirateur ne l'a pas élevée à la hauteur d'une tactique. Application au cas présent : le colonel Papadopoulos aurait bien voulu libérer tout le monde et il éprouvait beaucoup de satisfaction en annonçant la nouvelle mais il en a été empêché par les tenants les plus farouches de la dictature : donc, au lieu de le critiquer et de le combattre, il vaut mieux l'aider, lui et ses partisans, pour lui permettre de mieux résister aux entreprises [p. 503] et desseins des éléments les plus durs. Mais qu'en serait-il de cette hypothèse si, en définitive, les catégories des saboteurs, des dynamiteurs et autres « activités criminelles » de Papadopoulos n'était pas très différente de celle des dangereux « communistes de Ladas », si le premier à sa manière, plus intelligente certes, était finalement aussi « dur » que le second. Sans nous prononcer pour le moment sur la valeur de la distinction entre les « durs » et les « mous » de la Junte, cette différenciation, dans le sens qu'on lui donne habituellement, paraît bien simpliste.

Très rapidement, avant même la promulgation des mesures d'exécution, les colonels procèdent à l'élargissement d'un certain nombre de détenus politiques (parmi lesquels A. Papandréou qui est remis en liberté dans la soirée du 24). Puis la Junte publie deux textes le premier en date du mercredi 27 décembre et le second en date du jeudi 28. Ces textes déterminent de manière limitative les bénéficiaires de l'opération. En voici l'essentiel :

« L'ordonnance publiée en premier porte amnistie pour les crimes de haute trahison commis de mai 1964 au 15 novembre 1965 — c'est-à-dire ceux qui concernent l'Aspida ainsi que pour les délits mineurs commis durant le procès du complot (insultes au tribunal par exemple). Sont également amnistiés tous les actes ayant trait au soi-disant Plan Elicon (voir le tome I de cet ouvrage p. 30) ainsi que toutes les infractions à la

loi martiale après le 21 avril. Enfin l'ordonnance prévoit l'amnistie de tous les actes commis par des militaires le 13 décembre (officiers qui ont participé au contre-coup royal). Ce dispositif exclut de l'amnistie les infractions à la discipline dans l'armée se rapportant à des actes amnistiés. »

À l'exception des violations de la loi martiale, l'amnistie ainsi accordée couvre des affaires spécifiques dont deux antérieures au putsch. Il s'agit d'affaires soit très largement forgées (Aspida), soit pratiquement imaginaires (Plan Elicon), soit très délicates (contre-coup royal). En écartant de telles poursuites des rôles judiciaires la Junte, sous prétexte de clémence, commence donc par se rendre un précieux service : elle se dé-[p. 504] barrasse élégamment de procès dont il est bien possible qu'en dépit de procédures *ad hoc* le déroulement lui ait valu quelques difficultés. Au surplus, une bonne partie des personnes ainsi amnistiées sont membres ou anciens membres de l'établissement militaire (les condamnés de l'Aspida, les participants au contre-coup). On peut admettre qu'un vieux réflexe de solidarité professionnelle se soit ajouté au souci d'éviter des difficultés ultérieures pour déterminer cette décision.

Le second texte publié le jeudi 28 décembre est, en principe, de portée plus générale. Il a pour objet de suspendre les poursuites contre les personnes inculpées ou condamnées depuis le 21 avril 1967 en vertu de la loi 509 de 1947 (atteintes au régime et à la sécurité de l'État, activités communistes...), d'une loi de 1946 sur les « mesures pour l'apaisement des passions politiques » et de certains articles de la loi martiale sur les délits mineurs. Le texte limite l'amnistie aux personnes qui n'ont pas été condamnées plus de deux fois pour activités séditeuses à des peines de plus de six mois de prison dans chaque cas. De plus, même si ces conditions sont remplies, l'élargissement n'intervient pas dans les cas où les autorités judiciaires estiment que les bénéficiaires éventuels présentent un caractère dangereux pour l'ordre public.

La lacune la plus grave de ce dispositif concerne les déportés par voie administrative car pour le plus grand nombre ils ont été privés de leur liberté sans avoir été condamnés ou simplement inculpés au préalable. Leur libération ne saurait à ce titre relever d'une décision de nature judiciaire mais d'un acte gouvernemental qui efface l'ordre de déportation, ordre tout aussi arbitraire d'ailleurs que la décision initiale. L'amnistie ne touche donc pas comme telle les déportés à Leros et à Yaros. Toutefois le régime n'écarter pas la possibilité de mesures individuelles de libération après examen du dossier des intéressés et moyennant signature par eux d'un engagement de renonciation à toute forme d'activité politique. Les déportés restent ce qu'ils ont été dès le début : de simples otages du régime auxquels les putschistes ne sauraient faire d'autre reproche que de professer, plus ou moins activement, certaines opinions politiques.

Que la déclaration de Papadopoulos ait constitué un mensonge délibéré tendant à l'obtention d'une bonne publicité ou que le colonel ait dû retraire devant l'opposition des plus fanatiques de ses collègues, le fait [p. 505] reste que toutes ces mesures annoncées à grand fracas n'ont eu finalement que des incidences bien modestes pour les victimes de la Junte. En date du 30 décembre la Junte annonce que 234 prisonniers

ont été effectivement libérés. Finalement on a évalué à quelque trois cents personnes le nombre des bénéficiaires effectifs (parmi lesquels beaucoup de malades, de vieux ou d'individus sans grand poids politique). Au surplus la Junte a procédé à un tri fort significatif sur le plan politique. En voici un exemple : lors du procès du Front Patriotique d'Athènes, deux des inculpés avaient fait l'objet d'une condamnation à perpétuité : le communiste C. Filinis et Jean Leloudas, fils d'amiral et neveu du maître de cérémonie de la reine Fréderica. Or le second qui lors du procès n'avait pas fait mystère de ses opinions de droite est amnistié tandis que le premier demeure en prison où cinq ans après il se trouve encore.

Il est intéressant d'observer que la Junte a profité de l'occasion pour régler le sort de trois inculpés dont le procès aurait pu lui valoir des embarras auprès de l'opinion internationale en raison de la personnalité des intéressés : André Papandréou, Hélène Vlachos et Mikis Théodorakis.

On se souvient que le président des États-Unis était intervenu lui-même auprès des colonels pour assurer la sauvegarde d'A. Papandréou. La Junte qui le détenait en prison depuis le 21 avril avait manifesté l'intention de l'inculper pour participation au complot de l'Aspida (Tome I, pp. 323-324). Papandréou sera le premier à quitter la prison Averoff à Athènes et, en date du 15 janvier 1968, la Junte annonce qu'un passeport lui permettant de quitter le pays avec sa famille avait été établi à son nom.

Quant à Hélène Vlachos, selon une déclaration publiée par la radio le 29 septembre et confirmée par le général Pattakos en date du 9 octobre, la Junte avait décidé de la traduire devant le tribunal militaire d'Athènes pour avoir tenu des propos jugés insultants à l'égard du régime (affaire déjà signalée de l'interview à La Stampa). Mais les colonels, craignant à juste titre le retentissement international d'une telle affaire, ne semblaient pas pressés de passer aux actes, se bornant à maintenir l'intéressée en résidence surveillée à son domicile. Le 13 décembre, Hélène Vlachos se trouvait toujours dans l'attente de son procès. Finalement les autorités faisaient savoir en date du 29 janvier 1968 que la décision avait été prise de lui étendre le bénéfice de l'amnistie. Toutefois, entre temps, l'intéressée fuyant la Grèce était arrivée à Londres le 21 décembre. On a [p. 506] parlé à ce propos d'« évasion spectaculaire » (Gazette de *Lausanne*, n° du 22 décembre 1967) et H. Vlachos qui a un sens très aigu de la publicité n'a rien fait pour démentir cette interprétation (voir le récit ultérieur de son évasion, avec teinture des cheveux en noir pour tromper la police in *Sunday Times*, numéro du 3 mai 1970). Le ministre de l'Ordre public Tzevelekos s'est appliqué à minimiser cet acte en affirmant que la mesure de résidence surveillée avait été levée le 15 décembre et donc qu'H. Vlachos était libre de se déplacer à sa guise : si elle avait demandé l'autorisation de quitter le pays, a-t-il même déclaré, on la lui aurait donnée. Sans insister davantage sur cet épisode, somme toute assez secondaire, disons que le départ d'H. Vlachos servait incontestablement les intérêts de la Junte qui, malgré son extrême patience à l'égard de celle-ci, aurait bien été forcée de sévir un jour ou l'autre. Si la Junte a vraiment ignoré le projet de fuite, elle n'a pas du être très mécontente de son aboutissement.

Le cas de Théodorakis est certes plus complexe. Il ne pouvait être question de lui accorder d'emblée le bénéfice de l'amnistie. En effet, Théodorakis avait été déjà condamné quatre fois pour activités séditeuses et chaque fois à plus de six mois de prison. Mais un appel était pendant pour trois de ces causes d'ailleurs relatives à des délits commis avant le 21 avril. Or, statuant le 22 janvier 1968 la Cour d'appel réduit les peines fixées en première instance pour deux causes (les nouvelles peines passant au-dessous de la privation de liberté de six mois : quatre mois et demi et cinq mois respectivement) et prononce un acquittement pour la troisième. Dès lors, Théodorakis pouvait bénéficier de l'amnistie. Ayant acquitté une amende de 41,300 drachmes (environ \$1,376) celui-ci demande effectivement sa mise en liberté. L'autorité judiciaire s'étant prononcée en faveur de l'élargissement (décision annoncée le 25 janvier) Théodorakis quitte la prison Averoff dans la soirée du 27. Il demeurera en liberté jusqu'au mois d'août 1968, date à laquelle il sera d'abord mis en résidence forcée à son domicile, puis déporté à Zatouna, petit village montagneux d'Arcadie (Péloponèse) ¹.

[p. 507] Compte tenu de l'extrême brutalité des coups habituellement infligés par la Junte à ses adversaires communistes ou qualifiés de tels, l'on ne peut être que surpris du traitement réservé par la Junte à Théodorakis en ce mois de janvier 1968. Les autres leaders de la Gauche n'ont certes pas bénéficié d'une semblable mansuétude. La grande renommée du compositeur en Grèce comme à l'étranger ainsi que la crainte d'une vaste mobilisation de l'opinion mondiale en sa faveur ont certainement joué un rôle important sinon déterminant dans l'octroi de l'amnistie. De toute manière, dans les trois cas que nous venons d'analyser les colonels se sont libérés ou ont été délivrés (momentanément pour Théodorakis) de situations difficiles vis-à-vis de l'opinion internationale. Situation particulièrement favorable pour les putschistes en un moment où ils s'appliquent à obtenir le maintien de la reconnaissance diplomatique malgré le départ du Roi.

E. Reconnaissance diplomatique du régime dictatorial

[Retour à la table des matières](#)

Lors de sa conférence de presse du 14 décembre Papadopoulos est questionné sur le point de savoir s'il sera nécessaire pour le nouveau gouvernement grec d'obtenir la reconnaissance des gouvernements étrangers : sa réponse n'est certes pas compromettante quoique soulignant implicitement que ce n'est pas à la Junte de prendre l'initiative en ce domaine (« The governments concerned will have to determine whether, when and how they should act if they think it necessary to do

¹ Théodorakis ne fait pas mention de cet épisode dans son livre *Journal de résistance* traduit du grec, Paris, Flammarion, 1971 (voir p. 164 et p. 167). Il n'y reprend pas non plus les paroles relativement aimables à l'égard de la justice et de la police grecques dites à l'occasion du verdict de la Cour d'appel (Voir *New York Times* et *Journal de Genève*, numéro du 23 janvier 1968).

this »). Effectivement ceux-ci réagissent rapidement et ces premières réactions ne sont pas favorables aux putschistes. En date du 15 décembre, les ambassadeurs des États-Unis, de Grande-Bretagne, de France, d'Italie et de l'Allemagne de l'Ouest ignorent l'invitation qui leur est adressée de rencontrer le colonel Papadopoulos (Titre du *New York Times* numéro du 16 décembre 67 : « Western powers rebuff Greeks bid for recognition »). À ce moment le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères indique que son gouvernement évitera d'étendre la reconnaissance diplomatique au nouveau gouvernement et déclare espérer que d'autres gouvernements feront de même. Le Premier ministre britannique Harold Wilson souligne de son côté que la Grande-Bretagne reconsidérera son attitude à l'égard [p. 508] du gouvernement militaire. Le Secrétaire d'État américain Dean Rusk fait savoir que les États-Unis n'ont pas l'intention de reconnaître précipitamment le nouveau gouvernement. L'idée qui semble alors prévaloir à Washington est que toute démarche en ce sens demeure subordonnée à une clarification de la position de Constantin.

Grosso modo les gouvernements étrangers et, en particulier, le gouvernement américain se retrouvent placés devant les difficultés que l'acquiescement donné par le Roi au gouvernement de la Junte leur avait permis d'escamoter au lendemain du putsch. L'on avait à l'époque utilisé le maintien du Roi à la tête de l'État hellénique pour considérer que l'opération du 21 avril représentait un simple changement du gouvernement — changement n'exigeant pas dès lors un renouvellement de la reconnaissance diplomatique. C'était bien entendu, chacun le savait, une pure fiction mais comme elle arrangeait les puissances intéressées on s'en était tenu là. Mais il devient plus difficile de s'y accrocher dès lors que le Roi n'exerce plus ses fonctions et se trouve remplacé comme chef de l'État par un Régent au statut juridique incertain. Dès lors, puisque des tractations relatives à un éventuel retour du Roi paraissent s'être engagées, autant attendre l'issue de ces pourparlers avant de prendre une décision dans un sens ou dans l'autre. Certains milieux étrangers suggèrent toutefois une position plus nette en faisant valoir que le départ du Roi a fait disparaître le dernier élément de légitimité constitutionnelle dont pouvait disposer la Junte : celle-ci apparaît désormais sous son vrai jour, c'est-à-dire celui d'un gouvernement dictatorial de pur fait vis-à-vis duquel il n'y a pas lieu de prendre le moindre ménagement. La situation est devenue telle politiquement que la seule solution honorable consiste dans la rupture immédiate des relations diplomatiques avec l'équipe des putschistes.

Une telle rupture serait fort gênante pour les putschistes. Aussi s'appliquent-ils à persuader les gouvernements intéressés que le 13 décembre n'a entraîné comme tel aucun changement dans la forme constitutionnelle de l'État grec. Certes, le Roi n'exerce plus ses fonctions mais il conserve le trône et aucune mesure tendant à le lui enlever ne sera prise. Constantin, une fois de plus, facilite la tâche des colonels en évitant de former un gouvernement en exil dont la présence aurait certainement compliqué la situation de la Junte. De plus, il accorde de son propre chef une certaine légitimité aux colonels en gardant des contacts avec eux par personnes interposées. Ayant reçu un télégramme de la Junte à l'occasion de la fausse couche de la Reine, il adresse sa réponse à « Son Excellence Monsieur Georges Papadopoulos, Premier ministre » : dans cette lettre, il remercie ce dernier ainsi que les « membres

du gouvernement » pour leur « noble expression de sympathie » (selon le *New York Times*, numéro du 31 décembre 1967). À sa manière cette correspondance représente bel et bien une sorte de reconnaissance du nouveau gouvernement. Les gouvernements étrangers auraient-ils à se montrer plus royalistes que le Roi vis-à-vis de l'équipe dictatoriale ?

Cependant, ces gouvernements continuent de boudier le régime spécialement à l'occasion des festivités protocolaires du nouvel an. C'est ainsi que les attachés militaires des pays de l'OTAN décident de boycotter un service officiel tenu le 1^{er} janvier à la cathédrale d'Athènes de peur que leur présence ne soit interprétée comme une reconnaissance diplomatique du gouvernement. Quant aux ambassadeurs eux-mêmes, lesquels avaient été accrédités auprès du Roi, le ministère des Affaires étrangères choisit de ne pas les inviter à la cérémonie traditionnelle du nouvel an soi-disant pour leur éviter l'embarras d'avoir à décliner l'invitation mais, en réalité, pour épargner à la Junte une rebuffade diplomatique. Ce refus d'entretenir des relations diplomatiques normales va durer quelque temps encore. Le 9 janvier, l'Ambassadeur de l'Allemagne de l'Ouest demande un entretien au ministre des Affaires étrangères P. Pipinellis mais un porte-parole de l'ambassade allemande prend soin de préciser qu'une telle visite motivée par l'accumulation des questions en suspens ne signifie pas nécessairement la reconnaissance du régime. Dans son numéro du 11 janvier, le journal *Estia* demande aux ambassades étrangères et particulièrement à celle des États-Unis de mettre fin à la fausse situation créée par le problème de la reconnaissance du régime et de reprendre les rapports normaux avec les autorités grecques, pratiquement interrompus depuis le 13 décembre. Le vœu du journal, c'est-à-dire du gouvernement de la Junte, sera rapidement exaucé.

Dès le 13 janvier en effet le nouveau régime obtient la reconnaissance de la République démocratique du Congo (ex-Congo belge). Puis c'est au tour de la Turquie d'effectuer cette reconnaissance en date du 20 [p. 510] janvier : le gouvernement turc, premier des membres de l'OTAN à faire ce geste, motive sa décision par un souci de réalisme (éviter que l'interruption des rapports diplomatiques ne donne au gouvernement grec un prétexte pour différer les négociations sur le problème de Chypre). À partir de là le mouvement de reconnaissance tend à s'accélérer et à se généraliser. Le 24 janvier c'est l'ambassadeur des États-Unis qui fait connaître au gouvernement la décision de Washington de normaliser ses relations diplomatiques avec lui. Le porte-parole du Département d'État dans la capitale américaine déclare que Washington continue de tenir Constantin pour le chef de l'État grec mais les relations entre le Souverain et son gouvernement relèvent de la politique intérieure hellénique à laquelle, affirme le porte-parole, les États-Unis sont étrangers (selon le *Monde*, numéro du 25 janvier). La Grande-Bretagne suit immédiatement Washington (25 janvier). D'autres pays, dont la France, mettront un peu plus de temps à normaliser leurs rapports avec Athènes mais, dès ce moment, il est acquis que le gouvernement grec a retrouvé, malgré l'absence du Roi, la position internationale dont il jouissait avant le contre-coup. Quelques semaines auront donc suffi pour que les intentions de fermeté manifestées par certains gouvernements s'évanouissent, l'excuse étant précisément que durant cette période délicate la Junte a fait la preuve

qu'elle tenait la situation bien en mains et que la présence physique du Roi n'était pas indispensable au fonctionnement du régime.

Le mouvement de reconnaissance couvre aussi les pays socialistes. L'URSS renoue ses relations avec les putschistes le 25 janvier, soit le même jour que la Grande Bretagne. Les représentants de ces pays font valoir la nécessité où ils se trouvent d'avoir, pour des raisons pratiques, des relations de travail avec le gouvernement grec quel qu'il soit. Et, ajoutent-ils *in petto*, ce n'est certes pas le départ du Roi qui pourrait troubler notre conscience politique. En date du 14 février le gouvernement soviétique donne son agrément à la nomination du nouvel ambassadeur de Grèce à Moscou, A. Vlachos. Les contacts sont donc rétablis et vont se poursuivre sur divers plans.

Au total, l'histoire est si banale, elle a déjà eu tant de précédents qu'on pouvait hésiter à en faire la narration. Initialement les gouvernements étrangers s'interrogent gravement sur les conséquences diplo-[p. 511] matiques du départ du Roi. Si on les tient pour sincères, ces hésitations et réserves constituent un simple enfantillage. Avec ou sans le Roi — un monarque d'esprit aussi autoritaire que les colonels — la dictature grecque ne change pas de nature ni même de visage malgré les manœuvres diverses et autres modifications de portée vestimentaire auxquelles se livrent les putschistes. Dès lors que l'on a cru bon de reconnaître le régime en avril, les mêmes raisons doivent conduire à lui maintenir cette reconnaissance après le 13 décembre. Et c'est bien ainsi que l'affaire se terminera, rapidement d'ailleurs, à la satisfaction de la Junte.

Entre temps il est vrai les pays étrangers infligeront, et continueront d'infliger par la suite, quelques rebuffades diplomatiques au régime dictatorial. Mais ces coups d'épingle aux usages protocolaires n'empêcheront pas la poursuite des transactions économiques et commerciales. Durant le mois de janvier 1968, les relations diplomatiques gréco-américaines sont officiellement mises en veilleuse. Cependant, quand le Président Johnson, désireux de réduire le déficit de la balance américaine des paiements, annonce l'adoption de mesures pour contenir le flux des investissements privés à l'étranger, la Grèce se trouve placée sur la liste des pays exemptés de telles dispositions. Avec ou sans le Roi, c'est toujours, en dépit de simagrées d'ordre protocolaire, la politique du *business as usual*. Et c'est aussi comme par le passé la continuation de l'étroite collaboration militaire gréco-américaine dans le cadre de l'OTAN. Un indice ostensible de cette coopération retrouvée (si elle avait jamais été perdue) : en février 1968 le triumvirat ainsi que plusieurs autres putschistes d'importance passent une journée comme invités de Ph. Talbot sur le porte-avion Franklin D. Roosevelt, alors en croisière dans la mer Égée — réunion qui nous dit Richard Eder se déroule dans une atmosphère de « *purposeful cordiality* » (*New York Times*, numéro du 16 février 1968).

*

* *

[Retour à la table des matières](#)

Si l'on s'en tenait à une vue superficielle de la situation, le contre coup royal pourrait apparaître comme un médiocre épisode d'une lutte pour le pouvoir entre deux forces également réactionnaires quoique selon [p. 512] un style différent, comme un incident sans grandeur dans la séquence des événements ayant abouti à l'instauration et à la consolidation du régime dictatorial. Le 13 décembre 1967 c'est d'abord cela mais l'affaire a eu des conséquences plus profondes en donnant aux colonels l'occasion d'affermir leur emprise sur la Grèce. Il y a toujours quelque risque intellectuel à découper une évolution en phases successives sans disposer d'un recul historique. En évitant de donner à cette observation une portée rigide, nous pensons qu'après la défaite royale, la dictature est entrée dans une phase nouvelle.

Comme toutes les crises, le contre coup royal a permis une plus exacte appréciation du rapport des forces. Et la principale constatation a été celle de l'insignifiance du pouvoir royal dans la Grèce des colonels. L'armée que l'on disait imbue de sentiments monarchiques, et qui l'était sans doute au temps du régime parlementaire, a assisté sans broncher à l'écroulement de la tentative de Constantin : on a voulu expliquer ce comportement par la défaillance des communications entre le Souverain et les chefs d'unité fidèles à sa cause mais c'est là une interprétation superficielle. À peu d'exceptions près, le corps des officiers n'était guère enclin à suivre le monarque sur la voie de la rébellion à la Junte. Celle-ci a probablement renvoyé ensuite, par mesure de prudence, plus d'officiers que le Roi ne comptait de partisans inconditionnels. Les soutiens habituels du Souverain, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, se sont cantonnés dans l'expectative et se sont dérobés à l'annonce des premiers revers (caractéristique a été l'attitude de l'archevêque Jérôme, d'ailleurs conforme à la tradition de césaro-papisme). En bref, l'on s'est quasi immédiatement rendu compte que, selon la formule consacrée, le Roi était nu.

Les gouvernements étrangers ne pouvaient manquer d'apercevoir le nouveau rapport des forces. Au lendemain du contre-coup, l'on avançait que les Américains ne pourraient laisser choir Constantin et useraient de leur influence pour le rétablir sur le trône. Il est possible que certains gouvernements dont l'américain aient conçu l'absence de reconnaissance immédiate et les rebuffades diplomatiques du nouvel an comme une sorte d'appui à la cause du Roi, un moyen de renforcer sa position vis-à-vis des putschistes. Mais, dès qu'il n'a plus été possible de mettre en doute la volonté de la Junte de se passer de ses services, la [p. 513] reconnaissance diplomatique n'a pas été bien longue à venir. En bref, les gouvernements étrangers, au premier rang desquels les Américains, n'ont montré aucune propension à secourir le vaincu du 13 décembre.

Si l'armée est demeurée dans l'expectative, le peuple grec n'a simplement pas été dans le coup. Selon certains commentateurs sur place, l'échec de la tentative royale aurait suscité un sentiment de consternation populaire mais d'autres ont affirmé qu'il s'agissait davantage d'un état d'indifférence. On a dit que pour beaucoup de gens la présence du Roi auprès des colonels avait quelque chose de rassurant : Constantin parviendrait bien un jour à se défaire des colonels et, en attendant, il saurait empêcher

le pire ¹. On peut certes s'étonner d'une telle interprétation et rétorquer que les Grecs ne sont pas aussi naïfs. À première vue cette manière de présenter les choses frise la mystification. Pourtant, compte tenu du désarroi provoqué par l'instauration d'une dictature ne comportant aucun personnage connu du grand public, compte tenu aussi de la neutralisation pratiquement complète de la classe politique habituelle, il est possible que le Roi ait bénéficié, mais dans les couches les moins politisées, d'une certaine confiance que ses performances antérieures ne justifiaient pas. Après tout Constantin était le seul élément encore en place du régime politique sous lequel les Grecs étaient habitués à vivre. La fuite du monarque à l'étranger réduit à néant de telles perspectives et renforce sans doute le courant antimonarchique qui existait déjà. Désormais, personne ne peut plus compter sur l'éventualité d'un changement de régime par les soins ou par l'intermédiaire du Roi : en ce sens, même des gens qui n'aimaient pas ou ne respectaient pas beaucoup Constantin ont pu regretter son échec.

En termes de pouvoir, c'est la Junte qui a gagné sur toute la ligne. L'aisance de sa victoire redore en quelque mesure un blason passablement terni par la déroute chypriote. Sur le plan international, elle obtient une reconnaissance directe sans plus dépendre de la légitimité [p. 514] de Constantin : les Américains peuvent bien dire, officieusement d'ailleurs, qu'ils tiennent toujours celui-ci pour le chef de l'État grec mais leur comportement réel enlève toute portée à cette affirmation. Aux yeux des Grecs eux-mêmes, la Junte a raffermi son pouvoir par sa capacité de briser en un rien de temps une entreprise qui disposait au départ de plusieurs atouts militaires : c'est la preuve qu'elle tient en mains les leviers de commande. Enfin l'écrasement du contre-coup s'est effectué sans apporter la moindre division au sein de la Junte : si les anti-royalistes comme Ladas ont tout lieu d'être satisfaits, le « royaliste » Pattakos ne se sépare pas pour autant du reste de ses collègues. La Junte s'est bien délestée de Spandidakis : mais il n'était pas membre de l'équipe et, du point de vue de la compétence gouvernementale, son renvoi n'est certes pas une perte. Anghelis, malgré ses sentiments pro-royalistes bien connus, reste en place et se prépare à jouer un rôle grandissant.

Le résultat immédiat le plus clair du 13 décembre a donc été une consolidation de la dictature. Pourtant plusieurs démarches des putschistes donnent l'impression qu'ils ne se sentent pas en pleine sécurité : on ne saurait interpréter comme des signes de force le renvoi à une date indéfinie de toute consultation électorale ou, plus encore, le refus de la libération de tous les détenus politiques. Mais en fait, pour une telle dictature, consolidation du pouvoir et sentiment d'insécurité ne s'excluent pas mutuellement. Les putschistes sont parvenus à consolider un pouvoir qui repose sur la force et au maintien duquel la force demeure indispensable. Mais, en même temps, ils continuent de manquer de cette sécurité que seule peut donner l'acceptation d'un régime par la grande masse des citoyens même si tous n'en apprécient pas le fonctionnement effectif et s'appliquent à modifier les règles du jeu.

¹ Voir par exemple les observations de Richard Eder in *New York Times* du 19 décembre 1967 ("Until, now both among politicians and ordinary people, there was a tendency to trust that somehow the King would take care of things")

À partir du 13 décembre, les colonels n'hésitent pas à dire et à montrer, plus franchement et plus ouvertement qu'avant, qu'ils se considèrent au pouvoir pour une longue période. Les tâches qu'ils déclarent se fixer dépassent de beaucoup les ambitions d'un gouvernement de simple transition. Bien sûr, toute cette logomachie ne fait que dissimuler, plutôt mal d'ailleurs, une soif ardente du pouvoir et de tous les bénéfices matériels qui lui sont attachés mais nul ne saurait plus douter que dans l'esprit des putschistes la dictature, instaurée le 21 avril et consolidée le 13 décembre, correspond à un régime durable et non pas à une phase transitoire. On peut trouver une preuve certaine de ces intentions dans les efforts entrepris pour donner au régime les apparences d'un régime civil, notamment par le retour à la vie civile des putschistes eux-mêmes. En un sens c'est là une simple mascarade mais elle a pour ses auteurs une signification politique bien arrêtée : persuader l'opinion, nationale et étrangère, que la Grèce dispose désormais d'un gouvernement normal, comme celui des autres pays à régime représentatif. À ce titre la mascarade est simplement l'un des artifices par lesquels la Junte s'efforce de faire accepter la permanence de son emprise sur le pays.

Admettons, avec les putschistes, qu'une phase s'achève le 13 décembre. Mais comme nous allons le montrer la seconde ne se poursuivra, elle aussi, que par le pouvoir des tanks. À condition de remplacer « démocratie couronnée » par « dictature militaire », Papadopoulos avait raison de dire que le 13 décembre n'a entraîné aucun changement dans le régime politique de la Grèce.